



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

# Le chemin de la mort

Atrocités de la LRA dans le nord-est du Congo

H U M A N  
R I G H T S  
W A T C H



## **Le chemin de la mort**

**Atrocités commises par la LRA dans le nord-est du Congo**

Copyright © 2010 Human Rights Watch  
All rights reserved.  
Printed in the United States of America  
ISBN: 1-56432-619-5  
Cover design by Rafael Jimenez

Human Rights Watch  
350 Fifth Avenue, 34th floor  
New York, NY 10118-3299 USA  
Tel: +1 212 290 4700, Fax: +1 212 736 1300  
hrwnyc@hrw.org

Poststraße 4-5  
10178 Berlin, Germany  
Tel: +49 30 2593 06-10, Fax: +49 30 2593 0629  
berlin@hrw.org

Avenue des Gaulois, 7  
1040 Brussels, Belgium  
Tel: + 32 (2) 732 2009, Fax: + 32 (2) 732 0471  
hrwbe@hrw.org

64-66 Rue de Lausanne  
1202 Geneva, Switzerland  
Tel: +41 22 738 0481, Fax: +41 22 738 1791  
hrwgva@hrw.org

2-12 Pentonville Road, 2nd Floor  
London N1 9HF, UK  
Tel: +44 20 7713 1995, Fax: +44 20 7713 1800  
hrwuk@hrw.org

27 Rue de Lisbonne  
75008 Paris, France  
Tel: +33 (1) 43 59 55 35, Fax: +33 (1) 43 59 55 22  
paris@hrw.org

1630 Connecticut Avenue, N.W., Suite 500  
Washington, DC 20009 USA  
Tel: +1 202 612 4321, Fax: +1 202 612 4333  
hrwdc@hrw.org

Web Site Address: <http://www.hrw.org>

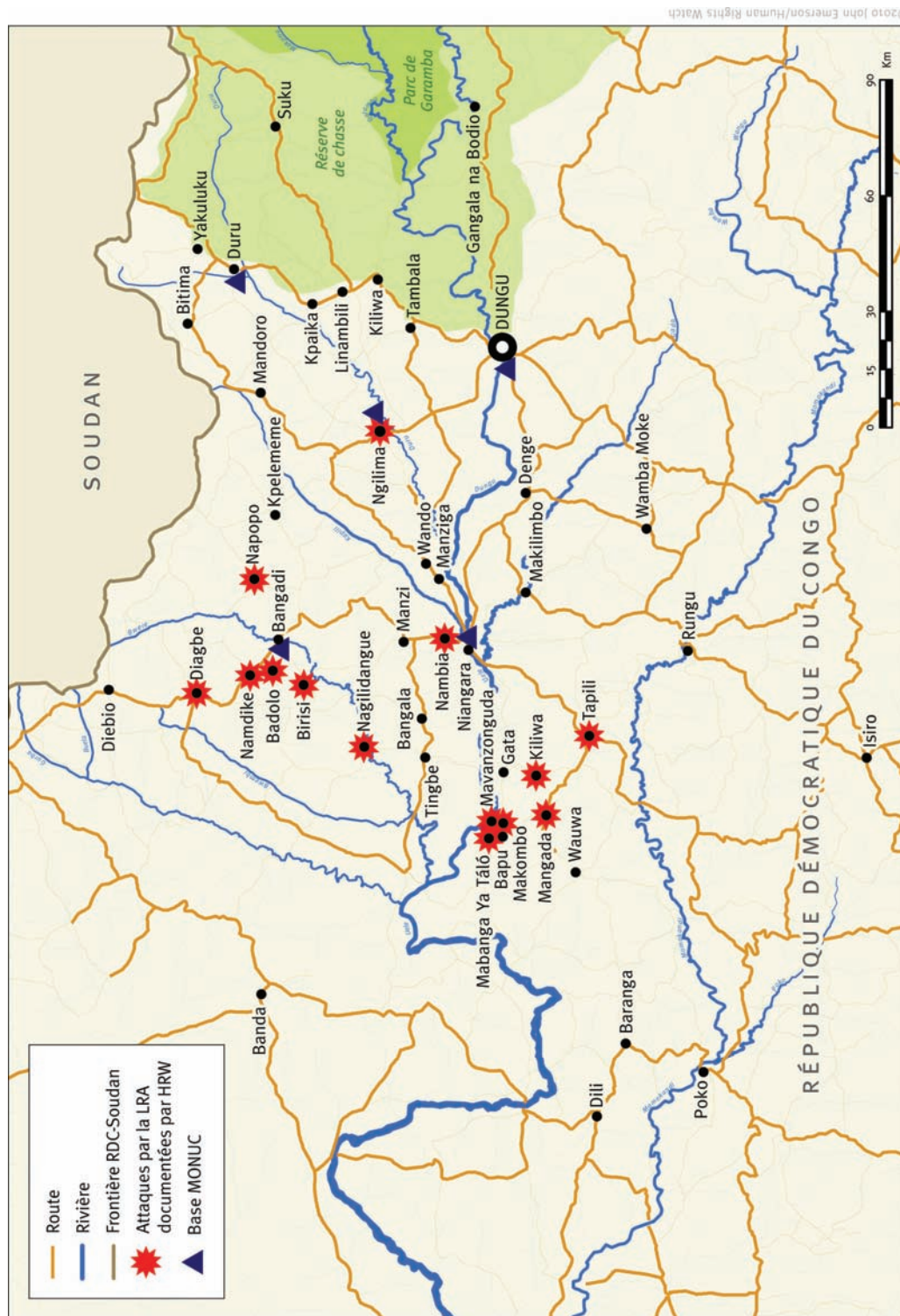
## Le chemin de la mort

### Atrocités commises par la LRA dans le nord-est du Congo

<b>Cartes .....</b>	<b>1</b>
<b>I. Résumé .....</b>	<b>3</b>
<b>II. Méthodologie.....</b>	<b>8</b>
<b>III. Recommandations.....</b>	<b>10</b>
<b>IV. Introduction .....</b>	<b>16</b>
L'Opération « Éclair de tonnerre » et ses séquelles .....	18
Effectifs de la LRA .....	20
<b>V. Massacre dans la région de Makombo .....</b>	<b>22</b>
Identification de la LRA.....	23
Premier jour : l'attaque commence .....	25
Deuxième jour : attaque de Tapili .....	29
Troisième et quatrième jours : retour à la rivière Uélé .....	33
Marche forcée à travers une contrée sauvage .....	34
Séquelles du massacre .....	36
La protection arrive trop tard .....	37
<b>VI. Autres attaques menées par la LRA.....</b>	<b>40</b>
Meurtres.....	40
Nakwa .....	40
Nagilidangue.....	41
Mutilations.....	43
<b>VII. Atrocités subies par les captifs.....</b>	<b>45</b>
Enseigner aux enfants à tuer .....	45
Esclavage sexuel .....	46
Adultes en captivité.....	47

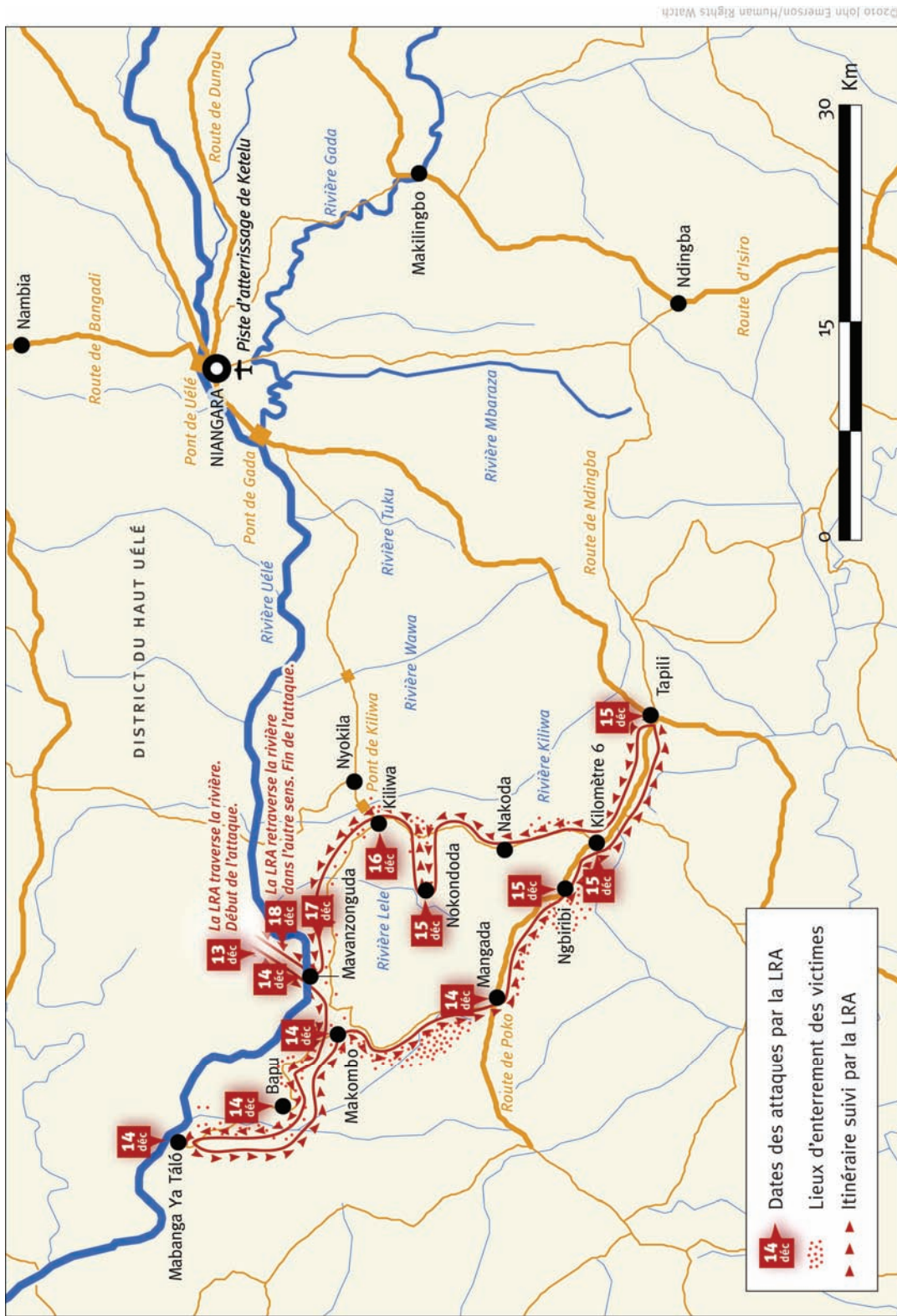
<b>VIII. Responsabilité des dirigeants de la LRA .....</b>	<b>49</b>
<b>IX. En quête de justice .....</b>	<b>52</b>
Droit international .....	52
Crimes de guerre .....	52
Crimes contre l'humanité.....	53
Cour pénale internationale .....	55
Loi d'amnistie ougandaise .....	56
Demandes congolaises de justice et de réparations .....	57
Options pour obtenir justice .....	59
<b>X. Réponse aux exactions récurrentes .....</b>	<b>61</b>
Gouvernement et forces armées de la RD Congo .....	61
Exactions commises par les FARDC : le Bataillon « Ours » à Bangadi .....	62
L'armée ougandaise .....	64
La MONUC .....	67
Réponse de la MONUC au massacre de Makombo.....	69
Organismes humanitaires et organismes chargés de la protection de l'enfant.....	70
Autres organismes de l'ONU .....	71
Les États-Unis.....	72
<b>Annexe.....</b>	<b>74</b>
<b>Remerciements .....</b>	<b>76</b>

## Cartes



Attaques par la LRA dans le Haut-Uélé, août 2009 – janvier 2010





Massacre par la LRA dans le groupement de Makombo et dans ses environs, du 14 au 17 décembre 2009

## I. Résumé

*Nous avons été oubliés. C'est comme si nous n'existions pas. Le gouvernement dit que la LRA n'est plus un problème, mais je sais que ce n'est pas vrai. Je vous en prie, s'il vous plaît parlez à d'autres de ce qui nous est arrivé.*

– Chef traditionnel de 80 ans, pleurant son fils tué par la LRA, Niangara, le 19 février 2010

Entre le 14 et le 17 décembre 2009, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), un groupe rebelle ougandais, a mené une attaque atroce dans la région de Makombo située dans le district du Haut Uélé, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, près de la frontière avec le Soudan. Au cours d'une opération bien planifiée, la LRA a tué plus de 321 civils et enlevé plus de 250 autres personnes, dont au moins 80 enfants. La grande majorité des victimes étaient des hommes adultes qui ont d'abord été ligotés, avant que les combattants de la LRA ne les tuent à coups de machettes ou leur fracassent le crâne à coups de hache ou de lourds gourdins. Les membres de leurs familles et les autorités locales ont trouvé plus tard des corps meurtris attachés aux arbres ; d'autres corps ont été trouvés dans la forêt ou dans les broussailles tout au long du trajet aller-retour effectué par le groupe de la LRA sur une distance de 105 kilomètres lors de l'opération. Des témoins ont déclaré à Human Rights Watch que pendant des jours et des semaines après l'attaque, cette région reculée a été remplie de l'« odeur de la mort ». L'attaque a été l'un des plus importants massacres en 23 ans d'histoire de la LRA.

La LRA a utilisé des tactiques similaires dans chaque village qu'elle a attaqué au cours des quatre jours de son opération : les rebelles se sont fait passer pour des soldats de l'armée congolaise et ougandaise en patrouille, en rassurant les gens en mauvais lingala (langue commune du nord du Congo) et leur disant de ne pas avoir peur et, une fois que les personnes s'étaient rassemblées, ils ont capturé leurs victimes et les ont attachées. Les combattants de la LRA ont spécifiquement recherché les endroits dans lesquels les gens auraient tendance à se rassembler —tels que les marchés, les églises et les points d'eau— et ont à plusieurs reprises demandé à ceux qu'ils rencontraient la localisation des écoles, ce qui indique que l'un de leurs objectifs était d'enlever des enfants. Les civils enlevés, dont de nombreux enfants âgés de 10 à 15 ans, ont été attachés avec des cordes ou du fil métallique à la taille, formant souvent des chaînes humaines de cinq à 15 personnes. Ils étaient forcés à porter les marchandises que la LRA avait pillées et ensuite à s'en aller avec eux. Toute



personne qui refusait, marchait trop lentement ou tentait de s'enfuir était tuée. Les enfants n'étaient pas épargnés.

Malgré les énormes pertes de vies civiles, l'attaque dans la région de Makombo n'a pas fait de gros titres. Les soldats congolais et ougandais basés dans le district du Haut Uélé sont arrivés dans la région de la tuerie le 18 décembre 2009, alertés par les rapports d'une attaque de la LRA. Toutefois l'éloignement de la région et le manque de communications téléphoniques ont fait que la nouvelle de l'attaque s'est répandue lentement. Le 26 décembre 2009, l'armée congolaise a envoyé une petite équipe d'enquêteurs pour se pencher sur l'incident. Au bout de trois jours, l'équipe est rentrée, concluant qu'un grand massacre avait eu lieu, perpétré par la LRA. L'armée congolaise a envoyé dans la région des soldats qui ont établi une base à proximité, mais aucune mesure additionnelle n'a été prise par le gouvernement ou l'armée congolaise pour aider les communautés touchées. Les soldats ougandais ont tenté de poursuivre les assaillants de la LRA, mais sans succès.

Les gouvernements ougandais et congolais soutiennent tous deux publiquement que la LRA n'est plus une menace sérieuse dans le nord du Congo, et que l'essentiel du groupe rebelle s'est soit rendu en RCA, soit a été neutralisé. La LRA demeure manifestement une menace pour les civils. Si les éléments de la LRA ont pu être affaiblis et dispersés à la suite de la campagne militaire, la capacité du groupe à attaquer et à enlever demeure intacte, comme l'illustre l'opération macabre dans la région de Makombo. De telles déclarations publiques faites par les gouvernements congolais et ougandais ont pu contribuer à la non divulgation des informations sur la poursuite des attaques de la LRA. Cela a eu pour conséquence que beaucoup de gens dans le nord-est du Congo se sentent totalement abandonnés et ignorés.

A la fin décembre, la mission de maintien de la paix des Nations Unies au Congo, la MONUC, a reçu la nouvelle de l'attaque. Avec ses ressources clairsemées et des renseignements limités quant à l'emplacement des groupes de la LRA, la MONUC n'était pas en mesure d'éviter le massacre de Makombo, mais elle n'a pas non plus pris de mesures immédiates pour réagir à l'attaque de la LRA qui lui a été signalée et pour enquêter sur ce qui s'était passé. A l'époque, la MONUC disposait de quelque 1000 soldats de la paix dans le district du Haut Uélé, mais elle s'est concentrée sur la réponse aux rumeurs d'une éventuelle attaque de la LRA sur la capitale du district, Dungu, et d'autres grands centres de population. La MONUC a en outre continué de se concentrer sur la crise dans les provinces du Kivu dans l'est du Congo, ne laissant que des ressources limitées pour réagir dans les régions touchées par la LRA au nord. De nombreux responsables étant absents pendant les fêtes de Noël, aucune décision n'a été prise pour modifier les priorités. En janvier 2010, les responsables de la MONUC ont de nouveau reçu des rapports indiquant que jusqu'à 266

personnes avaient trouvé la mort dans la région de Makombo, mais aucune enquête n'a été ouverte. C'est seulement le 11 mars 2010, près de 10 semaines après avoir reçu les premiers rapports de l'attaque, et après des briefings menés par Human Rights Watch, que la MONUC a envoyé une équipe de spécialistes des droits humains dans la région.

L'attaque contre la région de Makombo a été dirigée par au moins deux commandants de la LRA : le Lieutenant-colonel Binansio Okumu (également connu sous le nom de Binany) et un commandant connu sous le nom d'Obol. Selon les personnes enlevées qui ont plus tard réussi à s'échapper et des sources militaires ougandaises, ces deux commandants rendent compte à l'un des hauts dirigeants de la LRA, le général Dominic Ongwen, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes commis dans le nord de l'Ouganda. Il semblerait qu'Ongwen commande les forces de la LRA dans le nord-est du Congo. Selon des captifs qui ont échappé à la LRA, Ongwen a rencontré ses commandants, y compris Binany et Obol, au cours de la période de Noël 2009 pour fêter la « réussite » de l'attaque de Makombo, y compris le grand nombre de personnes tuées et enlevées. A la suite des célébrations, les personnes récemment enlevées ont été réparties entre les commandants de la LRA et séparées en plusieurs groupes plus réduits, chacun allant dans une direction différente. Human Rights Watch appelle la CPI et le gouvernement congolais à enquêter sur les trois commandants de la LRA – Ongwen, Binany et Obol – pour leur rôle dans la réalisation ou dans le commandement de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité présumés.

Le massacre de Makombo pourrait ne pas être la seule attaque à grande échelle non signalée. Human Rights Watch a également reçu des informations faisant état d'attaques de la LRA dans des régions reculées de la République centrafricaine (RCA) qui ont reçu peu d'attention ou de suivi de la part du gouvernement de la RCA ou de l'ONU.

Le massacre de Makombo s'inscrit dans une pratique récurrente d'attaques et d'exactions horribles perpétrées par la LRA dans quatre pays de la région d'Afrique centrale : l'Ouganda, le Soudan (notamment la région du Sud-Soudan), la RCA et le Congo. Initialement limitée au nord de l'Ouganda, la LRA a évolué jusqu'à devenir une menace régionale. Repoussée hors du nord de l'Ouganda en 2005 par l'armée ougandaise, la LRA opère désormais dans les zones frontalières reculées entre le Sud-Soudan, le Congo et la RCA. Malgré les opérations militaires successives contre le groupe au fil des années, la LRA s'est avérée remarquablement résistante et capable de se regrouper pour poursuivre ses attaques et ses enlèvements de civils. En décembre 2008, les gouvernements de la région dirigés par l'armée ougandaise, avec le soutien en matière de renseignements et l'appui logistique des États-Unis, ont lancé une autre campagne militaire contre les bases de la LRA dans le nord-

est du Congo, sous le nom d'Opération « Eclair de tonnerre » (*Lightning Thunder*). Celle-ci n'a pas réussi non plus à neutraliser les dirigeants de la LRA, qui se sont échappés. En représailles contre la campagne militaire, la LRA a attaqué de nombreux villages congolais au cours de la période de Noël 2008 et jusqu'en janvier 2009, massacrant plus de 865 civils et en enlevant des centaines d'autres.

Le 15 mars 2009, l'Opération « Éclair de tonnerre » a officiellement pris fin, sous la pression du gouvernement congolais, qui a trouvé politiquement difficile de supporter une présence prolongée de l'armée ougandaise en territoire congolais. Mais la campagne militaire a continué, évoluant en une phase discrète, avec l'approbation tacite du président congolais, Joseph Kabila. Cette nouvelle phase des opérations militaires a permis une coordination, une planification et un partage limités entre les armées nationales de la région et les diverses missions de maintien de la paix des Nations Unies pour l'amélioration de la protection des civils mis en danger par les attaques réitérées de la part de la LRA.

Les commandants militaires des pays concernés se réunissent à quelques mois d'intervalle pour discuter de la LRA et certaines mesures ont été prises pour améliorer la coordination entre les quatre missions de l'ONU opérant dans la région d'Afrique centrale, mais ces efforts sont loin d'être suffisants. Le massacre de Makombo, et d'autres atrocités commises par la LRA documentées dans ce rapport, montrent que la capacité de la LRA à attaquer des civils est loin d'être anéantie. Des efforts plus ciblés et plus dirigés sont requis de la part du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (DOMP) et des gouvernements de la région afin d'établir un mécanisme efficace de coordination pour la protection des civils dans les zones touchées par la LRA entre toutes les missions de l'ONU, y compris la coordination avec toutes les armées nationales concernées.

Une lueur d'espoir est venue du gouvernement américain. Le 11 mars 2010, le sénat américain a voté à l'unanimité le projet de loi relative au désarmement de la LRA et à la relance du nord de l'Ouganda (*LRA Disarmament and Northern Uganda Recovery Act*), qui s'il est adopté, exige que l'administration du président Barack Obama développe une stratégie régionale visant à protéger les civils en Afrique centrale contre les attaques de la LRA, s'efforce d'appréhender les dirigeants de la LRA, et soutienne la relance économique pour le nord de l'Ouganda. Le projet de loi est actuellement en instance devant la Chambre des représentants américaine.

Le 24 février 2010, la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, a témoigné devant la Commission des affaires étrangères du Sénat au sujet de la LRA. Elle a déclaré : « *J'ai suivi l'évolution de l'Armée de résistance du Seigneur pendant plus de 15 ans. Je ne comprends*

*pas pourquoi nous ne pouvons pas mettre fin à ce fléau. Et nous (le gouvernement des États-Unis) allons faire tout notre possible pour apporter le soutien qui, à notre avis, nous permettra de le faire. »*

Les États-Unis et les autres gouvernements concernés devraient collaborer avec les gouvernements régionaux et l'ONU de manière à transformer de toute urgence cet engagement en action. L'attention accordée au plus haut niveau, des mesures audacieuses et un commandement courageux sont nécessaires pour développer et mettre en œuvre une stratégie régionale globale qui résoudrait la menace de la LRA, en mettant l'accent sur la protection des civils contre d'autres attaques, le secours des personnes enlevées et l'arrestation des dirigeants de la LRA recherchés par la CPI.

Les habitants du nord-est du Congo et d'autres zones touchées par la LRA dans l'ensemble de la région d'Afrique centrale ont souffert pendant trop longtemps. Ils attendent une action forte et efficace pour mettre fin aux atrocités de la LRA, permettant le retour en toute sécurité de leurs enfants et autres proches qui demeurent avec la LRA, et leur faisant savoir qu'ils n'ont pas été oubliés.

## II. Méthodologie

Ce rapport est basé sur une mission de recherche menée sur le terrain par Human Rights Watch pendant huit jours dans le district du Haut Uélé, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, du 18 au 25 février 2010, ainsi que sur des recherches supplémentaires à Kinshasa et Goma au Congo, et Kampala en Ouganda. Trois chercheurs de Human Rights Watch ont participé à la recherche, menant en tout 128 entretiens.

Dans le Haut Uélé, les chercheurs se sont rendus dans les villes et villages de Niangara, Tapili, Bangadi, Dungu et Faradje, où ils se sont entretenus avec des dizaines de victimes, des membres de leurs familles et des témoins oculaires du massacre de Makombo et d'autres attaques contre des civils. Parmi ces personnes, certaines avaient aidé à enterrer les morts, et figuraient aussi des enfants et adultes qui avaient été enlevés par la LRA et s'étaient ensuite échappés, des autorités locales, des chefs religieux, des représentants de la société civile, des commandants de l'armée congolaise (FARDC), des commandants de l'armée ougandaise (UPDF), des responsables de la MONUC, et des représentants d'organisations non gouvernementales et des organismes de l'ONU. A Tapili, une des villes de la région de Makombo que la LRA avait attaquée lors du massacre, les chercheurs ont interrogé des survivants et ont pu voir des maisons que la LRA avait utilisées pour emprisonner des adultes et des enfants.

A Goma, les chercheurs ont interrogé deux anciens combattants ougandais de la LRA qui s'étaient rendus à l'armée congolaise près de Doruma à la fin décembre 2009, ainsi que des responsables de la MONUC, des diplomates et des représentants d'organismes de l'ONU. A Kinshasa, les chercheurs ont interrogé des diplomates, des fonctionnaires de la MONUC, des représentants du gouvernement congolais et des représentants des agences de l'ONU. Human Rights Watch a aussi interrogé des fonctionnaires ougandais des renseignements militaires et de l'armée à Kampala, et a reçu une communication officielle répondant à beaucoup de nos questions. Les chercheurs de Human Rights Watch ont également été en communication avec des représentants du Commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) et du département d'État américain.

Ce rapport a aussi grandement bénéficié des informations recueillies par des organisations de la société civile, des autorités locales et des responsables de l'armée congolaise ainsi que des documents officiels de l'ONU, des États-Unis et autres.

Les statistiques sur le nombre de personnes tuées lors du massacre de Makombo et dans d'autres attaques sont fondées sur des entretiens avec les personnes qui ont enterré les morts. Ceux qui sont restés sans sépulture n'ont pas été inclus dans nos calculs. Les statistiques sur le nombre de personnes enlevées par la LRA au cours du massacre de Makombo sont basées sur des entretiens avec des témoins, des enfants et des adultes qui ont été capturés par la LRA au cours de l'attaque et ayant plus tard réussi à s'échapper.



### **III. Recommandations**

#### **À l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et à ses représentants**

- Cesser immédiatement toutes les attaques contre les civils et autres violations du droit international humanitaire.
- Libérer immédiatement tous les enfants et adultes enlevés.

#### **Aux gouvernements de la RD Congo, de l'Ouganda, de la République centrafricaine et du Sud-Soudan**

- En coordination avec les missions de l'ONU dans chaque pays, développer de toute urgence une stratégie régionale globale pour répondre à la menace de la LRA, centrée sur la protection des civils, le secours apporté aux personnes enlevées, l'arrestation des dirigeants de la LRA recherchés par la CPI, et l'adoption de mesures facilitant la reddition des combattants de la LRA.
- Faire de la protection des civils et du secours aux personnes enlevées une priorité de toutes les opérations militaires contre la LRA. Déployer des troupes et mettre en place un soutien logistique selon les besoins, pour protéger les populations civiles des attaques menées par la LRA en représailles dans les régions les plus susceptibles d'être visées, ou dans les lieux où il est avéré que les combattants de la LRA opèrent.
- En partenariat avec le secteur privé et des bailleurs de fonds internationaux, élargir de toute urgence les réseaux de communication de téléphonie mobile jusque dans les zones touchées par la LRA, en particulier dans le nord de la RDC et le sud-est de la RCA, pour garantir que les attaques contre les civils sont rapidement signalées et pour améliorer le temps de réponse à de telles attaques.
- Donner la priorité à la réhabilitation des enfants capturés ou qui ont échappé à la LRA, en les transférant immédiatement à l'UNICEF et aux organisations non gouvernementales locales et internationales compétentes.
- Transférer à la Cour pénale internationale les dirigeants de la LRA capturés ou qui se sont rendus, et qui sont sous le coup de mandats d'arrêt de la CPI.

#### **Au gouvernement congolais et à ses forces armées**

- Établir de toute urgence des mécanismes permettant de mettre en œuvre la politique annoncée de « tolérance zéro » afin de mettre fin aux exactions commises par les soldats de l'armée congolaise lors des opérations militaires, notamment par le

bataillon « Ours » à Bangadi, et mettre en place des équipes d'investigation conjointes avec la MONUC pour enquêter sur les exactions commises par l'armée et exiger des comptes à leurs auteurs, quel que soit leur rang.

- Fournir/améliorer les équipements de communication pour les soldats opérant dans les zones affectées par la LRA, comme des téléphones et des radios satellites, afin de permettre une réponse rapide pour la protection des civils.
- Afin de décourager le pillage et autres exactions, garantir que tous les soldats reçoivent régulièrement un salaire et des rations alimentaires suffisants.
- Envisager de créer un mécanisme judiciaire spécial au sein du système judiciaire civil congolais, avec des juges et des procureurs congolais et internationaux, et autres experts utiles, pour enquêter sur les crimes internationaux graves, notamment les crimes commis par des hauts dirigeants de la LRA sur le territoire congolais qui ne sont pas sous le coup de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale.

### **Aux forces armées ougandaises**

- Dans les pays où les forces ougandaises sont déployées, renforcer la coordination et le partage d'informations détaillées avec les missions de maintien de la paix de l'ONU et les armées nationales afin d'améliorer la protection des civils en danger d'être attaqués par la LRA.
- Déployer une équipe de liaison à Dungu pour assurer une interaction régulière avec les forces congolaises et de l'ONU qui s'y trouvent basées.
- Faire de la protection des civils et de la libération des personnes enlevées une priorité pour toutes les opérations militaires contre la LRA.

### **Au Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (DOMP) et aux forces de maintien de la paix de l'ONU dans la région (UNMIS, MONUC, MINURCAT, UNAMID)**

- Sous la direction du Sous-secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, créer de toute urgence un mécanisme efficace de coordination de l'ONU pour la protection des civils dans les régions touchées par la LRA entre les différentes missions de l'ONU, comprenant une coordination avec toutes les armées nationales concernées. Donner la priorité à l'amélioration de la coordination entre la MONUC et les armées congolaise et ougandaise.
- Désigner du personnel à plein temps pour servir de point focal sur les questions liées à la LRA dans chaque mission de maintien de la paix, afin de partager

régulièrement des informations, des plans pour les opérations militaires et des déploiements pour la protection des civils. Coordonner ces activités par le biais du siège du DOMP à New York.

- Augmenter de toute urgence le nombre de troupes de maintien de la paix ainsi que les effectifs civils de l'ONU dans les zones touchées par la LRA, en particulier dans le Haut et le Bas Uélé (Congo), et dans le Haut-Mbomou (RCA), et réévaluer de toute urgence le déploiement actuel des forces existantes pour élargir le nombre de bases de terrain temporaires dans le nord-est du Congo.
- Simultanément avec les gouvernements de la région, organiser une conférence de haut niveau pour développer une stratégie régionale globale afin de répondre à la menace de la LRA.
- Garantir que les commandants des bases de terrain de l'ONU dans les zones touchées par la LRA sont soutenus par des officiers de liaison de proximité capables de faciliter des communications régulières avec les autorités locales, les chefs traditionnels, la société civile et les représentants des personnes déplacées dans la région se trouvant sous leur responsabilité. Accorder une attention particulière aux menaces contre les enfants et à la façon d'atténuer ce type de risques.
- En s'appuyant sur l'expérience de la MONUC dans la province du Nord Kivu, mettre en place un « mécanisme de planification de protection prioritaire » pour les zones touchées par la LRA, et dans d'autres zones selon les besoins, afin d'identifier les menaces et d'y répondre là où les civils sont le plus en danger.
- Augmenter la fréquence du déploiement d' « équipes de protection conjointes » dans les zones où les civils sont le plus en danger et garantir la totale mise en œuvre de leurs recommandations.
- Augmenter le soutien logistique, notamment davantage de soutien aérien, aux forces armées congolaises et autres forces selon les besoins, afin de garantir un déploiement rapide de troupes destinées à la protection des civils. Garantir l'application complète de la politique de l'ONU faisant dépendre son soutien aux armées nationales de la situation des droits humains.
- Dans le cadre d'une stratégie visant à renforcer la protection des civils, envisager de fournir un soutien logistique et d'autres types de soutien aux sociétés de téléphonie mobile cherchant à mettre en place un réseau de téléphonie mobile dans les zones touchées par la LRA.
- Soutenir la création de stations de radio gérées par les communautés dans les zones touchées par la LRA afin d'aider les efforts visant à permettre aux combattants de la LRA de se rendre, et afin de fournir aux civils des informations précises et en temps opportun sur les attaques de la LRA.

- Aider les forces armées congolaises et ougandaises à installer des points de réception pour les déserteurs de la LRA et les personnes enlevées.
- Créer un programme de démobilisation pour les combattants non ougandais de la LRA, et demander aux États membres de l'ONU de fournir les ressources financières nécessaires.
- Déployer davantage de personnel chargé des droits humains dans les zones touchées par la LRA pour permettre la documentation rapide des exactions commises par toutes les parties au conflit, ainsi qu'une information publique fréquente et en temps opportun.

### **Au Conseil de sécurité de l'ONU**

- Donner pour instruction aux missions de l'ONU opérant au Congo, au Soudan et en RCA, sous la direction du Sous-secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, de développer une politique régionale globale afin de résoudre le défi en matière de droits humains posé par la LRA, et de renforcer la protection des civils.
- Soutenir une stratégie visant à appréhender les commandants de la LRA recherchés par la CPI ainsi que d'autres individus ayant commis des crimes de guerre ou crimes contre l'humanité, en prenant toutes les précautions possibles afin de minimiser les risques pour les civils, et demander aux États membres de fournir les ressources financières et opérationnelles nécessaires.
- Demander des briefings réguliers sur les exactions de la LRA aux organismes et missions de l'ONU concernés.

### **À l'UNICEF et aux autres organismes de protection de l'enfant**

- Augmenter de toute urgence les effectifs des équipes travaillant dans les pays touchés par la LRA afin de documenter les enlèvements et mauvais traitements des enfants, et mettre en place des programmes pour soutenir le suivi ainsi que l'assistance psychosociale, la réunification familiale et la réhabilitation de ceux qui ont fui la LRA.
- Garantir que tous les manques de financement pour les partenaires de mise en œuvre sont comblés de toute urgence et accroître le soutien apporté aux zones touchées par la LRA.

## **À la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés**

- Enquêter et rendre compte des viols et autres violences sexuelles commises à l'encontre des femmes et des filles dans les zones touchées par la LRA. Appeler à une réponse transfrontalière ciblée et coordonnée des organismes et missions de maintien de la paix de l'ONU pour répondre aux violences sexuelles et fondées sur le genre commises par la LRA et d'autres forces armées opérant dans les zones touchées par la LRA.

## **Au Procureur de la Cour pénale internationale**

- Enquêter sur les allégations de crimes récents commis par la LRA au Congo, en République centrafricaine et au Sud-Soudan, en vue d'élargir les chefs d'accusation pour les dirigeants de la LRA qui sont déjà sous le coup de mandats d'arrêt de la CPI et afin de formuler de nouvelles accusations contre d'autres commandants responsables d'attaques contre des civils.

## **Aux bailleurs de fonds internationaux, aux gouvernements concernés et aux organismes régionaux**

- Soutenir l'organisation d'une conférence internationale de haut niveau pour développer une stratégie régionale globale afin de répondre à la menace de la LRA.
- Fournir aux missions de maintien de la paix de l'ONU dans les zones touchées par la LRA et aux armées nationales les moyens logistiques nécessaires (et en particulier le soutien des hélicoptères), les ressources en matière de renseignement, de communications et autres permettant de protéger correctement les civils contre les attaques de la LRA, secourir les personnes enlevées et faciliter la reddition des combattants de la LRA.
- Encourager les États membres de l'ONU compétents à déployer une unité militaire réduite et bien entraînée qui aide les missions de maintien de la paix et les forces armées nationales à appréhender les dirigeants de la LRA recherchés par la CPI, en prenant toutes les précautions possibles afin de minimiser les risques pour les civils.
- Coopérer avec les gouvernements de la région et les missions de maintien de la paix concernées afin d'appréhender les dirigeants de la LRA recherchés par la CPI, en prenant toutes les précautions possibles afin de minimiser les risques pour les civils.
- Envisager de fournir un soutien financier, par exemple par le biais de partenariats privés/publics, afin d'étendre de toute urgence les réseaux de communication de téléphonie mobile dans les zones touchées par la LRA, afin de garantir que les

attaques contre les civils sont rapidement signalées et d'améliorer le temps de réponse à ces attaques.

- Renforcer l'aide d'urgence aux organismes de l'ONU et aux organisations non gouvernementales locales et internationales afin d'assister les victimes et les communautés touchées par les violences de la LRA.

## Aux États-Unis

- Diriger fermement les efforts de coordination visant à répondre à la menace de la LRA en : (i) soutenant l'organisation d'une conférence internationale de haut niveau pour développer une stratégie globale afin de répondre à la menace de la LRA ; (ii) développant un cadre de travail inter agences, notamment avec les organismes de l'ONU, pour renforcer la réponse aux menaces contre les civils ; et (iii) en élaborant un mécanisme dédié à la LRA, en s'appuyant sur la Commission Tripartite Plus, avec les gouvernements de la région et le DOMP de l'ONU, afin de renforcer les réponses diplomatiques et militaires à la LRA, et d'aider à assurer l'arrestation des commandants de la LRA recherchés par la CPI.
- Continuer à fournir des renseignements précis et en temps opportun aux missions de maintien de la paix de l'ONU et aux forces armées nationales opérant dans la région afin de renforcer la protection des civils et les stratégies pour appréhender les dirigeants de la LRA.
- Condamner publiquement tout abus commis par les forces armées nationales opérant dans les zones touchées par la LRA et insister pour que leurs auteurs rendent compte de leurs actes.
- Adopter la loi relative au désarmement de la LRA et à la relance du nord de l'Ouganda (*LRA Disarmament and Northern Uganda Recovery Act*) actuellement en instance devant le Congrès, et garantir la mise en application rapide et complète de ses dispositions.



## IV. Introduction

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA), groupe rebelle armé dirigé par Joseph Kony, est en lutte contre le gouvernement ougandais depuis 1987. Initialement limitée au nord de l'Ouganda, la LRA a évolué jusqu'à devenir une menace régionale opérant dans les zones frontalières reculées entre le Sud-Soudan, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine (RCA). Tout au long de son histoire, la LRA s'est rendue responsable de nombreuses atrocités, notamment des massacres, des exécutions sommaires, des actes de torture, des viols, des pillages et le travail forcé. La brutalité de la LRA contre les enfants a été particulièrement horrible : elle continue de reconstituer ses rangs à travers l'enlèvement d'enfants, l'entraînement et l'utilisation forcés d'enfants dans les opérations de combat, en forçant leur soumission par les menaces, les violences et la manipulation mentale. Bien que les opérations contre-insurrectionnelles ougandaises aient mis fin aux attaques de la LRA en Ouganda en 2006, et que d'autres forces armées aient conduit leurs propres opérations anti-LRA, le groupe a conservé la capacité de mener des attaques dévastatrices et généralisées contre les populations civiles ailleurs dans la région.

A la fin des années 80, la LRA avait bénéficié d'un certain appui populaire de la part du peuple Acholi du nord de l'Ouganda, une population marginalisée par le gouvernement central. Mais le soutien au groupe a décliné quand ses violences contre les civils ont augmenté.<sup>1</sup> Au cours des années suivantes, la LRA s'est fréquemment déplacée entre le nord de l'Ouganda et le sud du Soudan, en perpétrant des attaques dans les deux pays. L'armée ougandaise, ou Forces de défense populaires de l'Ouganda (*Ugandan People's Defence Forces*, UPDF) a essayé à plusieurs reprises de vaincre la LRA par le biais de campagnes contre-insurrectionnelles, dont certaines ont également comporté de graves violations des droits humains de la part des soldats ougandais, <sup>2</sup> mais à chaque fois la LRA a réussi à se regrouper. En 2005 et 2006, de nouvelles campagnes militaires ougandaises ont contraint la LRA à déplacer ses forces de l'Ouganda et du Sud-Soudan dans la région reculée du Parc national de la Garamba dans le nord-est du Congo.

---

<sup>1</sup> En mars 1991, l'armée ougandaise a lancé l'« Opération Nord », une campagne visant à éliminer la menace de la LRA et à mettre un terme au soutien apporté à la LRA par les communautés locales. Les deux parties belligérantes ont commis des exactions contre la population civile et la campagne a échoué. Pour d'autres informations sur les exactions commises dans les années 90, voir Human Rights Watch, *The Scars of Death: Children Abducted by the Lord's Resistance Army in Uganda*, septembre 1997, <http://www.hrw.org/en/reports/1997/09/18/scars-death>.

<sup>2</sup> Human Rights Watch, *Abducted and Abused: Renewed Conflict in Northern Uganda*, vol. 15, no. 12(a), 14 juillet 2003, <http://www.hrw.org/en/reports/2003/07/14/abducted-and-abused-o>.

Les tentatives de négociation de paix avec la LRA ont maintes fois échoué, en raison de l'intransigeance soit des rebelles, soit du gouvernement ougandais. En 2006, le gouvernement ougandais a entamé de nouvelles négociations de paix, avec pour médiateur Riek Machar, le vice-président du Sud-Soudan. Cette tentative a été soutenue par l'Envoyé spécial de l'ONU chargé alors des régions touchées par la LRA, Joaquim Chissano, ancien président du Mozambique. Ces pourparlers, connus sous le nom de processus de paix de Juba, sont allés plus loin que les précédentes tentatives, mais eux aussi ont finalement échoué. Certains ont prétendu que les dirigeants de la LRA étaient entrés en pourparlers en partie pour éviter des poursuites de la Cour pénale internationale (CPI).<sup>3</sup> Le procureur de la CPI avait émis des mandats d'arrêt contre cinq dirigeants de la LRA, dont Joseph Kony, en juillet 2005,<sup>4</sup> à la suite d'une décision antérieure du président ougandais Yoweri Museveni de soumettre les crimes de la LRA dans le nord de l'Ouganda à la compétence de la Cour.<sup>5</sup> Mais d'autres ont prétendu que la LRA n'avait intégré le processus de paix que pour gagner du temps afin de se regrouper, et n'avait jamais eu l'intention de parvenir à un accord viable.<sup>6</sup>

Quelle qu'ait été la raison d'entrer en pourparlers, Joseph Kony a omis à plusieurs reprises de signer l'accord de paix de Juba en 2008. Alors qu'un calme relatif avait duré jusqu'au début du processus de paix, de janvier à avril 2008 la LRA a mené une série d'opérations bien organisées depuis sa base dans le Parc national de la Garamba visant à enlever des personnes de la RCA et du Sud-Soudan. Quelques mois plus tard, en septembre et novembre 2008, la LRA a attaqué des civils congolais dans les communautés en bordure du

---

<sup>3</sup> Après des consultations sans précédent dans tout l'Ouganda sur responsabilité et réconciliation, les parties ont convenu en février 2008 de créer une division spéciale de la Haute Cour ougandaise pour juger les crimes de guerre commis durant le conflit. Cette option pourrait satisfaire les demandes de la LRA pour éviter un procès à La Haye, tout en répondant aux exigences du statut de la CPI. Voir « Annex to the Agreement on Accountability and Reconciliation between the Government of the Republic of Uganda and the Lord's Resistance Army/Movement », Juba, Soudan, 29 juin 2007, 19 février 2008, paras. 7, 10-14. Pour une analyse plus détaillée des questions de justice dans les pourparlers de Juba, voir Human Rights Watch, *Benchmarks for Justice for Serious Crimes in Northern Uganda*, 2 septembre 2008, <http://www.hrw.org/en/news/2008/09/01/benchmarks-justice-serious-crimes-northern-uganda>.

<sup>4</sup> Les cinq dirigeants faisant l'objet d'un mandat d'arrêt sont : Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhiambo, Raska Lukwiya et Dominic Ongwen. Lukwiya est mort en 2006 et Otti aurait été tué sur les ordres de Joseph Kony fin 2007.

<sup>5</sup> « Prosecutor of the International Criminal Court opens an investigation into Northern Uganda », communiqué de presse de la CPI, 29 juillet 2004, <http://www.icc-cpi.int/menus/icc/press%20and%20media/press%20releases/2004/prosecutor%20of%20the%20international%20criminal%20court%20opens%20an%20investigation%20into%20northern%20uganda> (consulté le 24 mars 2010). Une fois que la cour exerce sa compétence, elle a autorité pour engager des poursuites pour les crimes commis par n'importe quel individu, quelle que soit son affiliation, pourvu que les crimes aient été commis après 2002. En dépit des preuves de graves exactions commises par des soldats de l'armée ougandaise, la CPI n'a émis aucun mandat d'arrêt contre des fonctionnaires du gouvernement ougandais, ni contre des officiers militaires.

<sup>6</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec un analyste international et des diplomates, Kampala, 20 et 23 janvier 2009.

parc, tuant au moins 167 civils et enlevant quelque 316 enfants.<sup>7</sup> Le 30 novembre 2008, une dernière chance de signer l'accord de paix a été donnée à Joseph Kony, mais il ne s'est pas présenté au point de rendez-vous convenu.

## L'Opération « Éclair de tonnerre » et ses séquences

Avec les perspectives de paix au point mort, l'Ouganda, le Congo et le Sud-Soudan ont conclu un accord pour lancer une campagne militaire commune contre la LRA soutenue par une aide considérable de l'armée américaine en matière de planification, de logistique et de renseignement. Le 14 décembre 2008, la campagne, intitulée Opération « Éclair de tonnerre » (« *Lightning Thunder* ») a été déclenchée par une attaque aérienne surprise du camp principal de la LRA dans le Parc national de la Garamba. L'attaque n'a pas réussi à neutraliser les dirigeants de la LRA, qui se sont échappés.<sup>8</sup>

En utilisant des tactiques similaires à celles qu'elle avait déjà utilisées au nord de l'Ouganda et au Sud-Soudan, la LRA a attaqué des populations civiles apparemment en représailles à la campagne militaire à son encontre. Au cours de la période des fêtes de Noël 2008 et dans les semaines qui ont suivi, la LRA, avec une efficacité brutale, a attaqué simultanément des endroits séparés par des centaines de kilomètres dans le nord du Congo et le Sud-Soudan, tuant plus de 865 civils et enlevant au moins 160 enfants.<sup>9</sup> Des dizaines de milliers de civils ont fui pour survivre, cherchant refuge dans les villes contre les attaques de la LRA, et provoquant une crise humanitaire dans une région déjà appauvrie.

Les planificateurs des forces armées nationales n'étaient pas préparés pour les attaques contre les civils et avaient omis de préparer les plans d'urgence adéquats dans le cas où leur attaque contre la base de la LRA dans le Parc national de la Garamba aurait échoué. Les 2 000 soldats de l'armée congolaise qui avaient été déployés dans la région dans les mois précédant l'attaque étaient principalement basés à Dungu, capitale du district du Haut Uélé, et ont été incapables d'empêcher ou de réagir efficacement aux attaques de Noël de la LRA. Les 200 casques bleus de la Mission des Nations Unies au Congo, la MONUC, présents dans

---

<sup>7</sup> « DR Congo : Il faut protéger les civils contre les attaques brutales des rebelles. Les meurtres, enlèvements et pillages perpétrés par l'Armée de résistance du Seigneur se poursuivent », communiqué de presse de Human Rights Watch, 13 novembre 2008 ; Human Rights Watch, *Les massacres de Noël : Attaques de la LRA contre les civils dans le nord du Congo*, février 2009, <http://www.hrw.org/fr/reports/2009/02/18/les-massacres-de-no-l>.

<sup>8</sup> Pour d'autres détails sur l'attaque et ses échecs, voir Human Rights Watch, *Les massacres de Noël*.

<sup>9</sup> Ibid.

la région au moment de l'attaque, avaient été exclus de la planification de l'Opération « Éclair de tonnerre » et n'étaient pas en mesure de protéger les communautés en danger.<sup>10</sup>

L'Opération « Éclair de tonnerre » était destinée à ne durer que quelques semaines. Le 15 mars 2009, l'opération a officiellement pris fin sous la pression du gouvernement congolais qui a trouvé politiquement difficile de soutenir une présence prolongée de l'armée ougandaise en territoire congolais.<sup>11</sup> Les gouvernements congolais et ougandais ont soutenu tous deux publiquement que la LRA n'était plus une menace sérieuse dans le nord du Congo et que l'essentiel du groupe rebelle s'était soit rendu en RCA, soit avait été neutralisé.<sup>12</sup> Le gouvernement congolais a déclaré qu'il continuerait de mener des opérations de « *ratissage* » avec l'appui des conseillers restants de l'armée ougandaise et de la MONUC contre le peu de groupes de la LRA sensés être présents.<sup>13</sup>

Malgré la fin officielle de l'Opération « Éclair de tonnerre », l'armée ougandaise a poursuivi ses opérations dans les zones touchées par la LRA du nord du Congo. Tacitement approuvée par le gouvernement congolais, cette nouvelle phase des opérations militaires a été en grande partie clandestine, peut-être pour permettre au président Kabila de continuer à prétendre publiquement que les troupes ougandaises s'étaient retirées du Congo. L'armée ougandaise a déplacé sa base principale de Dungu, dans le nord du Congo, à Nzara, au Sud-Soudan, et a ouvert une série de bases plus petites et moins visibles à Nambia, Doruma et Bangadi dans le district du Haut Uélé, et à Banda dans le district du Bas Uélé au nord du Congo.<sup>14</sup> L'armée ougandaise a également établi de nouvelles bases à Obo et Djema en RCA.<sup>15</sup> Les experts militaires estiment que quelque 3 000 à 5 000 soldats ougandais opèrent encore dans les trois pays contre la LRA, dont environ 2 000 à 3 000 soldats sont basés dans le nord du Congo.<sup>16</sup> Étant donné que les opérations sont secrètes, les objectifs et les durées des opérations militaires ougandaises en cours contre la LRA ne sont pas connus.

---

<sup>10</sup> Division de l'information publique de la MONUC, Transcription d'une conférence de presse de la MONUC par Alan Doss, Kinshasa, 17 décembre 2008.

<sup>11</sup> « Uganda to End DR Congo Rebel Mission », Agence France-Presse, 20 février 2009.

<sup>12</sup> Président Joseph Kabila, Discours à la nation, 7 décembre 2009. « LRA is history, says President Museveni », State House Online, 2 février 2009, <http://www.statehouse.go.ug/news.php?catId=1&item=457> (consulté le 24 mars 2010) ; « Ugandan President says Rebel Chief is Likely in Darfur », Agence France-Presse, 13 mars 2010.

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec un officier de l'armée ougandaise, Haut Uélé, février 2010, et des fonctionnaires de l'ONU, Dungu et Goma, 24 et 28 février 2010.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> Des experts militaires estiment que quatre bataillons de l'UPDF sont basés dans le nord du Congo. Entretiens de Human Rights Watch avec des experts militaires congolais et internationaux, et des fonctionnaires de l'ONU, nord et est du Congo, 19-28 février 2010, et États-Unis, 18 mars 2010.

## Effectifs de la LRA

Le nombre de combattants de la LRA restants est difficile à estimer avec précision. A la suite de l'attaque aérienne du camp principal de la LRA dans le Parc national de la Garamba le 14 décembre 2008, la LRA s'est scindée en plusieurs groupes plus petits répartis entre le Congo, le Sud-Soudan et la RCA. Depuis septembre 2009, un certain nombre de commandants de la LRA se sont rendus, y compris le directeur des opérations dans la région de Faradje, le lieutenant-colonel Charles Arop. Les documents de l'armée ougandaise indiquent que depuis le 14 décembre 2008, 305 combattants de la LRA ont été tués, 50 capturés et 81 autres ont déserté,<sup>17</sup> mais ces chiffres n'ont pas pu être vérifiés de façon indépendante. Lors de leurs entretiens avec Human Rights Watch, des officiers de l'armée ougandaise et des fonctionnaires de l'ONU ont estimé que 200 à 250 combattants ougandais de la LRA se trouvent toujours dans les trois pays.<sup>18</sup> Ces estimations ne prennent pas en compte le nombre de personnes enlevées encore détenues par les rebelles, ni celui d'enfants enlevés au cours des dernières années qui ont pu devenir des combattants de la LRA.

Les trois plus hauts dirigeants de la LRA —Joseph Kony, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen— sont toujours en fuite et on pense qu'ils continuent de diriger et de coordonner les activités du groupe. Les dirigeants de la LRA communiquaient précédemment par téléphone satellite et à l'aide de radios de marque Motorola, mais les experts militaires et les anciens combattants de la LRA expliquent que depuis l'Opération « Éclair de tonnerre » la communication entre les groupes de combattants de la LRA se fait par le biais de « coureurs », afin de minimiser tout suivi possible de leurs emplacements, ainsi que par des face-à-face dans des points de rencontre prédéterminés.<sup>19</sup> Joseph Kony et Okot Odhiambo sont présumés opérer le long de la frontière entre la RCA et le Soudan, et certaines indications affirment que Joseph Kony pourrait s'être déplacé au Sud-Darfour sous la protection des militaires soudanais.<sup>20</sup> Dominic Ongwen resterait semble-t-il dans le nord du Congo avec 80 à 120 combattants environ.<sup>21</sup>

---

<sup>17</sup> Résumé général des opérations contre la LRA, 14 décembre 2008- 22 février 2010. Informations obtenues de la Direction des services de renseignement militaire ougandais, Kampala, 26 février 2010. Archivé par Human Rights Watch.

<sup>18</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des militaires ougandais et de l'ONU, nord et est du Congo, 19-28 février 2010.

<sup>19</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des militaires ougandais et de l'ONU, nord et est du Congo, 19-28 février 2010 ; entretien de Human Rights Watch avec d'anciens combattants de la LRA qui se sont rendus fin décembre 2009, Goma, 16 mars 2010.

<sup>20</sup> « Lord's Resistance Army Finds Safe Haven in Darfur », communiqué de presse Enough, 11 mars 2010, <http://www.enoughproject.org/news/lord%E2%80%99s-resistance-army-finds-safe-haven-darfur> (consulté le 24 mars 2010).

<sup>21</sup> En RDC, la LRA opère essentiellement dans les régions situées au nord de Dungu autour de Duru vers la frontière avec le Soudan ; au nord de la rivière Uélé autour de Bangadi, Ngilima et Diagbe ; et dans le territoire Ango (Bas Uélé) autour de

Contrairement à une déclaration du porte-parole de l'armée ougandaise faite le 29 décembre 2009 selon laquelle « *la capacité de la LRA à créer le chaos n'existe plus* »<sup>22</sup>, la poursuite des opérations militaires n'a pas affaibli la capacité de la LRA à mener des attaques contre les populations civiles. Selon le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), en 2009 la LRA a tué 1 096 civils et enlevé 1 373 adultes et 255 enfants dans les districts du Haut et du Bas Uélé du nord du Congo. Bien que tous les rapports sur des attaques de la LRA n'aient pas été vérifiés de manière indépendante, il est clair que la LRA conserve sa capacité à tuer, à enlever et à terroriser la population civile. En janvier 2010, OCHA a estimé que 282 661 personnes avaient été déplacées de leurs foyers dans ces districts, à savoir 224 594 personnes dans le Haut Uélé et 58 067 dans le Bas Uélé.<sup>23</sup> Ces chiffres et les attaques brutales contre les civils menées par la LRA documentées dans ce rapport vont à l'encontre des affirmations formulées par le président Kabila du Congo et le président Museveni de l'Ouganda selon lesquelles la menace de la LRA s'est considérablement réduite. Pour les habitants du nord du Congo, la LRA reste une menace constante et dangereuse, et qui exige une stratégie efficace et coordonnée afin de mieux protéger les civils et de traduire en justice les responsables de ces exactions horribles.

---

Banda et Dakwa. Entretiens de Human Rights Watch avec un officier de l'armée ougandaise, Haut Uélé, février 2010 ; un officier de l'armée congolaise, Haut Uélé, février 2010 ; et un fonctionnaire de l'ONU, 28 février 2010.

22 « Army Lists Gains Against LRA in 2009 », *The New Vision* (Kampala), 29 décembre 2009, <http://www.newvision.co.ug/D/8/13/705441> (consulté le 15 mars 2010).

23 Statistiques d'OCHA, février 2010. Archivé par Human Rights Watch.



## V. Massacre dans le groupement de Makombo

Du 14 au 17 décembre 2009, la LRA a mené une des attaques les plus dévastatrices de l'histoire sordide du groupe.<sup>24</sup> Durant les quatre jours d'une opération menée dans le nord du Congo —le groupement de Makombo et ses environs, en territoire du Niangara, district du Haut Uélé, près de la frontière avec le Soudan— la LRA a tué au moins 321 civils et enlevé plus de 250 autres personnes, dont au moins 80 enfants. La grande majorité des personnes tuées étaient des hommes adultes, mais parmi les morts il y avait au moins 13 femmes et 23 enfants. La plus jeune victime était une fillette âgée de trois ans ; la plus âgée était un homme de 72 ans.<sup>25</sup> La plupart des victimes ont d'abord été ligotées avant que la LRA ne les tue à coups de machettes ou ne leur fracasse le crâne à coups de hache, de gourdins, ou de lourds bâtons. Les victimes ont souvent été délibérément enlevées pour être tuées dans les endroits les plus reculés de la forêt et de la brousse, à l'écart des centres villageois ou des routes, peut-être dans le but de dissimuler le crime. Certaines personnes ont été attachées à des arbres avant que leurs crânes ne soient fracassés à coups de hache. Les personnes enlevées mais qui marchaient trop lentement, qui refusaient ou étaient incapables de porter les charges lourdes, ou bien qui avaient essayé de s'échapper ont également été tuées. Des corps ont été retrouvés plus tard par des membres de leur famille et les autorités locales tout au long du trajet aller-retour de 105 kilomètres effectué par la LRA à travers le groupement de Makombo et vers la petite ville de Tapili. Selon des témoins interrogés par Human Rights Watch, pendant des jours et des semaines après l'attaque, cette vaste région était remplie de l' « *odeur de la mort* ». <sup>26</sup>

L'attaque était bien planifiée et organisée. Sous la direction d'au moins deux commandants de la LRA, le Lieutenant-colonel Binansio Okumu (également connu sous le nom de Binany)<sup>27</sup> et un commandant connu sous le nom de « Obol » (voir ci-dessous), les combattants de la LRA ont attaqué une succession de villages et de villes, se faisant d'abord passer à chaque fois pour des soldats ougandais ou congolais, puis tuant et pillant, avant d'emmener avec

---

<sup>24</sup> Parmi les autres massacres importants commis par la LRA, figurent ceux de Lamwo, en territoire Kitgum (nord de l'Ouganda), janvier 1994 ; camp de déplacement de Barlonyo, district de Lira (nord de l'Ouganda), 21 février 2004 ; ville d'Atiak, district de Gulu (nord de l'Ouganda), 20 avril 1995 ; et région de Doruma (RDC), 24-29 décembre 2008. Il y a eu aussi des informations faisant état de meurtres commis par la LRA dans les montagnes d'Imotong de l'État de l'Équatoria orientale (Sud-Soudan) en juin 2002 qui n'ont pas encore été complètement documentés.

<sup>25</sup> Liste d'enregistrement des personnes tuées par la LRA durant le massacre de Makombo préparée par un militant local des droits humains, mars 2010. Archivé par Human Rights Watch. Le travail d'enregistrement des morts se poursuit.

<sup>26</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des témoins qui ont emprunté cette route des jours et des semaines après le massacre, Niangara, 18 et 19 février, et Tapili, 20 février 2010.

<sup>27</sup> Lieutenant-colonel Binansio Okumu, ou Binany. Il est appelé parfois Vincent Okumu. Des témoins ont aussi indiqué qu'il se désignait lui-même comme le « Capitaine Joseph ».

eux un grand nombre de captifs attachés ensemble. Les tactiques utilisées par la LRA au cours de l'opération de Makombo indiquent que leur but était de tuer, d'enlever et de piller. L'opération a pu être en partie destinée à fournir le groupe en nouvelles recrues et provisions essentielles, comme du sel, du sucre, des piles et des vêtements. Les combattants de la LRA ont spécifiquement recherché les endroits dans lesquels les gens auraient tendance à se rassembler —tels que les marchés, les églises et les points d'eau— et ont à plusieurs reprises demandé à ceux qu'ils rencontraient la localisation des écoles, ce qui indique que l'un de leurs objectifs était d'enlever des enfants. La LRA a utilisé des tactiques similaires dans chacun des villages qu'elle a attaqués au cours des quatre jours de violences : ils se sont fait passer pour des soldats congolais et ougandais en patrouille, en rassurant les gens en mauvais lingala (langue commune du nord du Congo) leur disant de ne pas avoir peur et, une fois que les personnes s'étaient rassemblées, ils ont capturé leurs victimes et les ont attachées, formant souvent des chaînes humaines de cinq à quinze personnes. Ensuite, les combattants de la LRA ont forcé les captifs à s'en aller avec eux. Les hommes adultes qui étaient considérés comme n'ayant aucune utilité, peut-être parce qu'ils étaient plus insoumis et difficiles à contrôler, ceux qui se sont opposés à eux, ou ceux qui ont juste eu la malchance de se trouver en bout de chaîne, ont été tués en chemin.

## Identification de la LRA

Ceux qui ont assisté à ces exactions et ceux qui ont été capturés mais ont réussi à s'échapper quelques jours ou semaines plus tard ont identifié leurs agresseurs comme étant de la LRA et les ont décrits en détail à Human Rights Watch. Les forces de la LRA comptaient en tout de 25 à 40 combattants qui opéraient en deux ou trois groupes distincts, venant souvent ensemble la nuit. Des dizaines de témoins interrogés par Human Rights Watch ont décrit unanimement les soldats de la LRA comme portant soit des uniformes militaires de camouflage similaires à ceux de l'armée ougandaise (certains arborant le drapeau de l'Ouganda sur la manche), soit des uniformes vert olive similaires à ceux de l'armée congolaise. Beaucoup de ces uniformes semblaient neufs.<sup>28</sup> Selon des témoins, les uniformes n'étaient ni sales ni déchirés, même si certains étaient vieux. Certains membres de la LRA avaient les cheveux rasés, alors que d'autres portaient les cheveux longs ou « style rasta », et avaient une apparence négligée. Dans leurs tentatives de se faire passer pour des soldats ougandais et congolais, les combattants de la LRA ont souvent laissé en arrière ceux d'entre eux qui avaient les cheveux longs ou sales aux abords des villages ou caché leurs

---

<sup>28</sup> Des officiers des armées ougandaise et congolaise ont indiqué à Human Rights Watch que la LRA s'était emparée des uniformes de soldats qui avaient été tués au combat ou qui étaient volés. Dans certains cas, la LRA a peut-être acheté les uniformes. Entretiens de Human Rights Watch, Haut Uélé, 20 et 23 février 2010.

cheveux sous des chapeaux pour réduire au minimum les doutes quant à leur véritable identité.<sup>29</sup>

Les témoins ont dans de nombreux cas dit à Human Rights Watch que les membres de la LRA parlaient mal le lingala avec un accent très prononcé, qu'ils ont reconnu comme étranger.<sup>30</sup> Ils parlaient aussi un mélange de plusieurs autres langues dont le swahili, l'anglais, le français, le zandé et d'autres langues ougandaises que la population locale n'a pas comprises.<sup>31</sup>

Des commandants réputés de la LRA étaient présents lors de l'attaque de Makombo, indiquant clairement que les assaillants étaient la LRA.<sup>32</sup> Par exemple, des dizaines de témoins ont décrit un commandant de la LRA, connu sous le nom d'« Obol » qui avait un rôle de haut responsable pendant l'opération et était facilement identifiable, car il lui manquait un œil, il était très grand et semblait avoir bien plus de 60 ans. (Voir ci-dessous pour de plus amples renseignements).<sup>33</sup> Dans les semaines qui ont suivi le massacre de Makombo, les combattants de la LRA, ainsi que leurs captifs, ont rejoint d'autres forces de la LRA à ce qui était probablement un point de rencontre convenu auparavant près du lieu où les rivières Kapili et Uélé se rencontrent.<sup>34</sup> Selon les captifs qui plus tard se sont enfuis, le général Dominic Ongwen, l'un des trois principaux dirigeants de la LRA, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI, était présent à cette réunion.

Les tactiques documentées dans ce rapport sont typiques de celles utilisées par la LRA en Ouganda, dans le Sud-Soudan et au Congo depuis de nombreuses années.

---

<sup>29</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec 35 témoins et victimes du massacre de Makombo –dont des personnes qui ont été capturées mais ont ensuite échappé à la LRA, Niangara, Tapili, Bangadi et Dungu, 19-25 février 2010.

<sup>30</sup> La région de Makombo est largement peuplée par des membres de la tribu des Mangbetu qui parlent le mangbetu et le lingala.

<sup>31</sup> Des enfants détenus par la LRA pendant de nombreux mois et qui se sont ensuite échappés ont indiqué à Human Rights Watch qu'une langue utilisée couramment par les commandants de la LRA opérant au Congo était l'acholi, la langue du nord de l'Ouganda, territoire originel de la LRA. Nombre de ces enfants avaient appris à parler acholi. Entretien de Human Rights Watch avec des enfants qui ont échappé à la LRA, Bangadi et Dungu, 22 et 24 février 2010.

<sup>32</sup> Les porte-paroles de la LRA rejettent fréquemment les accusations d'attaques contre les civils imputées à leur groupe, prétendant que d'autres groupes se font passer pour la LRA afin de leur donner mauvaise réputation. Voir Human Rights Watch, *Les massacres de Noël*, p. 46.

<sup>33</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec 46 témoins et personnes enlevées durant l'opération de Makombo, Niangara et Tapili, 19 et 20 février 2010.

<sup>34</sup> Entretien de Human Rights Watch avec des sources militaires, Bangadi, 22 février 2010 et d'anciens captifs, Bangadi et Dungu, 22 et 24 février 2010.

## Premier jour : l'attaque commence

Depuis 2008, quand la LRA a commencé à attaquer des civils congolais, elle s'était rarement aventurée au sud de la rivière Uélé, une importante voie navigable qui traverse le district du Haut Uélé. En conséquence, les communautés qui vivent au sud de la rivière ont moins ressenti les attaques de la LRA que celles du nord, et peu d'entre elles avaient organisé des groupes d'autodéfense, contrairement à celles du nord. Le 13 décembre 2009, cela a changé. Un groupe de la LRA estimé entre 25 et 40 combattants est arrivé silencieusement sur la rive nord de la rivière Uélé, juste en face du groupement de Makombo, une petite région de pêche et d'agriculture d'environ 700 habitants. Tôt dans la matinée du 14 décembre, la LRA a traversé la rivière jusqu'au petit hameau de Mavanzonguda et a commencé son attaque.

Une femme de 64 ans qui préparait le petit-déjeuner pour sa famille à Bapu, un village à l'ouest de Mavanzonguda, a vu l'approche de la LRA peu après l'aube. Voyant les uniformes militaires, elle a cru que les étrangers étaient des soldats de l'armée congolaise et les a salués en lingala. Elle a raconté à Human Rights Watch :

Ils m'ont répondu en demandant : « Quoi de neuf ? » J'ai dit : « Oh pas grand-chose ». Ensuite ils m'ont demandé : « Où étudient les enfants locaux, et y a-t-il une école ? » Je leur ai répondu que notre école ne fonctionnait pas vraiment. Puis ils m'ont demandé : « Y a-t-il une église à proximité où les chrétiens pourraient être en train de prier ? » J'ai dit que non et que, puisque ce n'était pas dimanche, il n'y avait personne à l'église. Ensuite ils ont demandé : « Y a-t-il un marché à proximité, où pourraient se trouver beaucoup de gens ? » J'ai dit : « Oh oui, il y a un marché de pêcheurs à Mabanga Ya Talo, pas trop loin » et je leur ai montré la direction du marché. J'ai pensé que leurs questions étaient bizarres, et ils parlaient lingala avec un accent étranger.<sup>35</sup>

Après qu'elle a répondu à leurs questions, les combattants de la LRA s'en sont rapidement pris à la femme âgée. Ils ont fait irruption dans sa maison, volé les objets qu'ils y ont trouvés et l'ont forcée à porter le butin. Ils l'ont faite marcher vers un point d'eau local en direction du marché de pêcheurs de Mabanga Ya Talo, où un autre groupe de combattants de la LRA avait déjà commencé à rassembler la population locale. La femme âgée a décrit ce qu'elle y a vu :

---

<sup>35</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une femme de 64 ans, du village de Bapu, Niangara, 19 février 2010.

Au point d'eau, il y avait beaucoup de combattants de la LRA et ils étaient en train d'attacher les gens, y compris les hommes, les femmes et les enfants. Ils les attachaient ensemble, en ligne avec une corde autour de la taille. J'ai vu mon fils là-bas et aussi certains de mes voisins et leurs enfants. L'homme qui donnait les ordres était très grand et massif, et n'avait qu'un œil. Il donnait les ordres avec des gestes et un hochement de la tête. Il était très méchant et frappait les gens. Les membres de la LRA avaient tous des armes. Nous étions beaucoup là-bas et à un moment donné, quand ils ne regardaient pas, j'ai réussi à m'enfuir dans la forêt pour me cacher. J'étais terrifiée et suis restée cachée pendant deux jours. Ce n'est que quelques jours plus tard que je suis partie à la recherche de ma famille et que j'ai découvert qu'ils avaient tué mon fils.<sup>36</sup>

La LRA a continué jusqu'à Mabanga Ya Talo. Un groupe de combattants de la LRA, dont ceux qui avaient des coiffures de « style rasta », sont restés en arrière et hors de vue pour surveiller les personnes qu'ils avaient déjà capturées, tandis qu'un second groupe, comprenant des combattants de la LRA qui parlaient un peu le lingala, est entré dans le marché de pêcheurs animé. Selon des témoins, les combattants de la LRA ont fait semblant d'être des soldats de l'armée congolaise et ont dit aux gens en mauvais lingala qu'ils étaient venus pour les protéger. Ils étaient assistés dans leurs efforts par le président du collectif de pêcheurs local, un M. Amokabo, qui a œuvré aux côtés de la LRA et dit aux gens de ne pas avoir peur.<sup>37</sup> Quelques jours plus tôt, Amokabo avait informé les habitants que l'armée congolaise allait arriver et les avait priés de commencer à rassembler des rations alimentaires pour les soldats.<sup>38</sup> L'arrivée des combattants de la LRA, dont certains portaient des uniformes verts très semblables à ceux de l'armée congolaise, n'avait donc initialement soulevé que peu de soupçons.

Une fois sur le marché et entourés de gens, les combattants de la LRA se sont vite retournés contre la population et ont commencé à capturer et à tuer. Un homme âgé de Mabanga Ya Talo a expliqué à Human Rights Watch que sa fille de 22 ans avait été capturée ce jour-là, ainsi qu'au moins 30 autres jeunes femmes et filles et 10 autres garçons. Ses deux fils ont également été enlevés et tués au cours de l'attaque. Plus tard, il a trouvé leurs corps liés à

---

<sup>36</sup> Ibid.

<sup>37</sup> Entretien de Human Rights Watch avec des témoins présents au marché de Mabanga Ya Talo durant l'attaque, Niangara, 19 février 2010.

<sup>38</sup> Entretien de Human Rights Watch avec des témoins présents au marché de Mabanga Ya Talo durant l'attaque, Niangara, 19 février 2010.

deux autres hommes ; tous portaient de larges blessures de machettes derrière la tête.<sup>39</sup> Un autre homme du marché de Mabanga Ya Talo a vu les combattants de la LRA capturer son frère et son oncle puis les attacher.<sup>40</sup>

Après avoir enlevé les gens, la LRA a continué vers le village de Makombo à quelque huit kilomètres de là. En chemin, ils ont commencé à tuer les hommes adultes qu'ils avaient capturés. Des dizaines de victimes ont par la suite été retrouvées avec les mains liées et le crâne fracassé à coups de hache, de gourdin ou de machette. Le témoin de Mabanga Ya Talo qui avait vu son oncle et son frère se faire enlever s'était caché dans la forêt pendant deux jours. Quand il est sorti de sa cachette, il a constaté que la route était devenue un chemin de la mort. Il a dit :

[Quand je suis sorti] le mercredi [16 décembre], j'ai trouvé des corps partout, tout le long de la route..., dont ceux de mon frère aîné et de mon oncle. J'ai enterré 22 corps ce jour-là, à une distance d'un à six kilomètres de Mabanga Ya Talo. J'ai vu au moins 40 autres corps que je n'ai pas eu le temps d'enterrer parce que j'avais peur et je voulais arriver à Niangara. Quelques-unes des victimes étaient attachées ensemble par groupes de trois ou quatre. Elles ont toutes été tuées par quatre coups de hache à l'arrière de la tête... Certains corps avaient des morceaux de bois enfoncés dans le côté ou la poitrine. Certains corps se trouvaient sur la route ; d'autres étaient à 10 mètres de la route.<sup>41</sup>

Au moins 10 hommes étaient attachés à des arbres dans la forêt par petits groupes de deux ou trois, à courte distance de la route. Leur crâne avait été fracassé à coups de hache, que des proches ont trouvée plus tard à proximité couverte de sang. Certains hommes avaient également eu la gorge tranchée et présentaient des blessures de poignard au ventre et la poitrine.<sup>42</sup> Parmi les morts attachés aux arbres figurait le chef adjoint du groupement, Marco Mbale âgé de 37 ans, un homme d'affaires bien connu, Florentine Maraze, et un garçon de 17 ans, Dieudonné Mando Assiayagwene. Beaucoup d'autres étaient des pêcheurs qui travaillaient souvent au marché de Mabanga Ya Talo. Une victime, un homme de 22 ans qui

---

<sup>39</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un homme âgé présent au marché de Mabanga Ya Talo durant l'attaque, Niangara, 19 février 2010.

<sup>40</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un témoin présent près de Mabanga Ya Talo durant l'attaque, Niangara, 19 février 2010.

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des témoins présents lors de l'attaque et des personnes qui ont plus tard enterré les corps, Niangara, 18 et 19 février 2010.



avait également été attaché à un arbre et laissé pour mort par la LRA, a décrit à Human Rights Watch ce qui lui était arrivé :

Ils (la LRA) sont entrés dans ma maison et m'ont immédiatement ligoté. Je ne savais pas qui ils étaient. Ils m'ont d'abord emmené à la rivière (au marché) où ils ont capturé d'autres personnes. Ils ont pillé toutes les maisons et ont ensuite continué vers Makombo. En chemin, ils ont tué des groupes de personnes. Il y avait deux groupes dans la LRA : un était bien habillé, en uniformes militaires, et un autre groupe de combattants aux cheveux longs et sales. J'ai été capturé par le groupe bien habillé. Le « groupe sale » était derrière, et leur travail était de tuer les gens. Il y avait un commandant avec un seul œil. Il était dans le « groupe sale », derrière moi.

Quand nous étions près de Makombo, les combattants ont pris une autre corde (pas celle nouée autour de mes bras) et m'ont attaché à un arbre. Ensuite ils m'ont frappé à la tête deux fois avec une machette et sont partis. Je suis resté là tout seul, attaché à l'arbre, jusqu'au mercredi (16 décembre). Enfin des gens m'ont trouvé et sont venus me détacher. Je suis revenu chez moi, mais le village entier avait fui. Je n'avais plus la force d'aller nulle part, et au bout d'une semaine, ma famille est revenue pour me chercher et ils ont pu me conduire à l'hôpital de Niangara.<sup>43</sup>

Quand il a été interrogé par Human Rights Watch le 19 février 2010, le jeune homme se remettait encore de ses graves blessures à la tête, et d'autres blessures sur ses bras et ses épaules causées par les cordes utilisées pour l'attacher à l'arbre.

A leur arrivée dans le village de Makombo le 14 décembre, les combattants de la LRA ont employé des tactiques similaires à celles utilisées à Mabanga Ya Talo, enlevant des dizaines de personnes, y compris des enfants, avant de contraindre celles qu'ils avaient capturées à marcher rapidement vers le village voisin, Mangada. Une femme du village de Makombo a indiqué à Human Rights Watch que ses trois enfants —ses filles de 12 et 13 ans, et son fils de 15 ans— avaient été capturés par la LRA lors de l'attaque de Makombo.<sup>44</sup>

---

<sup>43</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une victime, Niangara, 19 février 2010.

<sup>44</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une femme âgée de Makombo, Niangara, 19 février 2010.

Sur le tronçon de 16 kilomètre entre Makombo et Mangada, la LRA a continué à tuer des hommes adultes ainsi que d'autres captifs soit qui étaient trop lents, soit qui tentaient de s'enfuir. Les personnes qui plus tard ont enterré les morts ont expliqué à Human Rights Watch que la plus grande concentration de corps avait été trouvée dans la forêt et les broussailles le long de ce tronçon de route. Les victimes ont été trouvées seules ou en petits groupes de deux ou trois. Beaucoup avaient été ligotées avant d'être tuées par des coups portés à la tête.<sup>45</sup>

Selon des témoins, la LRA a campé dans la nuit du 14 décembre à Mangada, en surveillant les personnes qu'ils avaient capturées. Là aussi ils ont tué plusieurs de leurs captifs, surtout des hommes adultes. Un homme de 52 ans, Moponi Galaga, qui avait vu la LRA tuer ses deux fils et son frère, a vaillamment essayé de s'opposer à la LRA. Tôt dans la matinée du 15 décembre, il est sorti de sa cachette. Selon un témoin qui se cachait dans les buissons à proximité, Moponi était submergé par l'émotion et la colère. Il s'est approché d'Obol, le chef de la LRA, et a exigé de savoir pourquoi ils avaient tué sa famille. Le chef de la LRA n'a pas répondu mais a pris un grand bâton et a frappé Moponi à plusieurs reprises sur la tête et le corps jusqu'à ce que mort s'ensuive.<sup>46</sup>

À Mangada, la LRA a également tué Mobaya Pelagi, la fille de 30 ans d'un chef local. Des membres de sa famille ont trouvé plus tard son corps nu, les bras et les jambes écartés. Il semblait qu'elle avait été violée. Le corps nu de Danga Atinengwe, le fils d'un chef de Tapili, a été retrouvé sur elle. Tous deux avaient été frappés à la tête avec des haches et poignardés à plusieurs reprises.<sup>47</sup>

## Deuxième jour : attaque de Tapili

Tôt le lendemain, le 15 décembre, la LRA a quitté Mangada en direction de Tapili, le plus grand village de la région, à environ 34 kilomètres. La nouvelle de l'attaque de la LRA a commencé à se répandre, mais dans une zone sans réseaux de télécommunications, l'information a été sommaire. Au village de Ngiribi, les gens se préparaient à fuir quand la LRA est arrivée. Beaucoup ont été rapidement capturés. Les personnes qui ont plus tard enterré les morts ont trouvé des dizaines de corps d'hommes adultes dans la forêt et les

---

<sup>45</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec cinq personnes qui ont aidé à enterrer les morts dont des autorités locales, Niangara et Tapili, 19 et 20 février 2010.

<sup>46</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un témoin des meurtres de Mangada, Niangara, 19 février 2010.

<sup>47</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec un proche et des personnes qui ont ensuite enterré les corps, Niangara, 19 février 2010.

broussailles à proximité.<sup>48</sup> Un habitant a déclaré à Human Rights Watch : « *La LRA a capturé presque tous les gens de ce village.* »<sup>49</sup>

Alors que la LRA avançait rapidement à pied, les dirigeants de la communauté de Tapili se sont réunis pour discuter des rumeurs selon lesquelles la LRA se rapprochait. Ils avaient reçu des informations au sujet de l'attaque de Mabanga Ya Talo, mais comme le marché de pêcheurs se trouvait à quelque 56 kilomètres, ils ont cru qu'il était peu probable que la LRA arriverait si vite. Les dirigeants de la communauté ont décidé de vérifier les informations et ont envoyé le chef de poste, Pascal Bolongo, et un soldat de l'armée congolaise, le 1<sup>er</sup> Sergent Major Jon Dbere Alati, qui se trouvait à Tapili ce jour-là, pour aller vérifier.<sup>50</sup> Vers 10 heures, tous deux sont partis en moto en direction de Mangada. Mais ils ne sont pas revenus. A trois kilomètres de Tapili ils sont tombés dans une embuscade des combattants de la LRA, qui les ont abattus. Ils ont dépouillé le soldat de son uniforme et lui ont crevé les yeux. Ils ont coupé l'un des doigts du chef Bolongo et ont ensuite mis le feu à la moto et aux deux corps.<sup>51</sup>

Après avoir entendu les coups de feu et ne voyant pas revenir le chef Bolongo et le Sergent Alati, la population de Tapili a commencé à fuir. Mais les combattants de la LRA marchaient vite et sont arrivés bientôt dans le village. Tout comme pour les attaques contre les autres villages, les premiers membres de la LRA à arriver à Tapili se sont fait passer pour des soldats de l'armée ougandaise et congolaise en patrouille conjointe. Un groupe d'une dizaine de combattants de la LRA, dont certains parlaient un peu de lingala, ont tenté de rassurer la population en disant qu'ils ne leur feraient pas de mal et ont fait signe aux gens de se rapprocher. Ce qui a rassuré la population. Un étudiant de 19 ans a raconté à Human Rights Watch :

Ils ont dit que nous ne devrions pas avoir peur, alors moi et un petit groupe sommes allés vers eux. L'un d'eux parlait le lingala et nous a posé des questions. Il voulait savoir où trouver des piles, où se trouvait la paroisse catholique locale, quel était le nom du prêtre, où se trouvait l'école, et si elle fonctionnait. Nous avons répondu à leurs questions. Puis ils nous ont

---

<sup>48</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec cinq personnes qui ont aidé à enterrer les corps, dont des autorités locales, Niangara et Tapili, 19 et 20 février 2010.

<sup>49</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un témoin du village de Ngiribi, Niangara, 20 février 2010.

<sup>50</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des dirigeants communautaires, Tapili, 20 février 2010.

<sup>51</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des dirigeants communautaires de Tapili, des proches, des personnes qui ont ensuite vu les corps et celles qui ont enterré les morts, Niangara et Tapili, 19 et 20 février 2010.

demandé de venir avec eux au marché, ce que nous avons fait. Nous pensions qu'ils étaient réellement des soldats de l'armée congolaise.<sup>52</sup>

Au marché, les combattants de la LRA ont commencé à acheter des marchandises, en payant bien au-dessus du prix demandé. Cette tactique a davantage rassuré les gens et en a attiré d'autres sur le marché, désireux de réaliser un profit. Dès qu'un grand groupe a été rassemblé, la LRA s'est retournée contre la population. Ils ont rapidement capturé les gens et les ont attachés en chaînes humaines, en se concentrant spécialement sur les enfants. Peut-être parce que Tapili était en réalité une petite ville, beaucoup plus grande que les villages que la LRA avait attaqués la veille, la LRA a gardé les personnes qu'elle avait capturées dans deux maisons utilisées comme des lieux temporaires de détention tandis qu'ils pillaient les maisons et les commerces. L'un des lieux de détention était une petite maison de chaume proche du marché ; l'autre était une maison plus solide en béton distante d'environ 400 mètres.<sup>53</sup> Un garçon de 17 ans capturé dans la région de Tapili par la LRA a raconté à Human Rights Watch ce qui lui était arrivé :

J'ai essayé de m'enfuir mais ils m'ont capturé. Ils m'ont attaché par la taille avec les autres. Nous étions 14 dans ma chaîne. Ils nous ont frappés avec leurs fusils et nous ont dit de ne pas crier. Ils nous parlaient en mauvais lingala, un peu en français, et aussi un peu en anglais. Ils nous ont mis dans la petite maison près du marché et nous ont tous fait asseoir par terre. Nous étions entassés et très serrés car nous étions très nombreux, à la fois des adultes et des enfants. Il y avait une autre maison qui servait de prison où ils gardaient aussi les gens. J'ai passé au moins sept heures dans la maison avant qu'ils ne nous forcent à partir avec eux.<sup>54</sup>

Tandis qu'un groupe de la LRA enlevait et pillait à Tapili, un autre attendait à quelques kilomètres avec les personnes qu'ils avaient enlevées à Mabanga Ya Talo et Makombo. Un commerçant et son épouse en route vers le marché de Tapili les ont rencontrés en chemin. Le commerçant a raconté :

Il était environ midi et nous avons rencontré trois membres de la LRA. Ils ont d'abord capturé ma femme qui marchait devant moi sur la route, puis je les

---

<sup>52</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une personne enlevée qui plus tard s'est échappée, Tapili, 29 février 2010.

<sup>53</sup> Les chercheurs de Human Rights Watch se sont rendus à Tapili et on leur a montré les deux maisons qui avaient été utilisées par la LRA pour y détenir les gens temporairement, Tapili, 20 février 2010.

<sup>54</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une personne enlevée qui plus tard s'est échappée, Tapili, 20 février 2010.

ai approchés pour essayer de négocier sa libération. Ils étaient jeunes et parlaient le zandé. Ma femme a dit qu'elle avait besoin d'aller aux toilettes et ils l'ont laissée aller dans la forêt. Je lui ai crié d'aller se cacher dans notre langue locale (le mangwetu). Ils se sont fâchés quand elle n'est pas revenue. Ils m'ont emmené dans la forêt et m'ont dit de l'appeler, mais je lui ai encore crié dans notre langue locale qu'elle devait fuir. Ils m'ont attaché les mains et les pieds, m'ont jeté sur le sol, ont commencé à me battre et m'ont piétiné. Ils ont armé leurs fusils pour me tirer dessus mais je les ai suppliés de me laisser la vie sauve. Puis un autre membre de la LRA a crié depuis la route qu'ils devaient venir. Ils m'ont délié les pieds, m'ont empoigné et m'ont obligé à marcher avec eux. Sur la route, à environ un kilomètre, nous avons rencontré un grand groupe de personnes qui avaient également été capturées et qui étaient gardées par un groupe d'une douzaine de membres de la LRA. J'étais attaché par la taille à un groupe de 9 autres personnes, ce qui faisait de moi le dixième de la chaîne. Il y avait environ 40 personnes qui avaient été capturées comme moi, peut-être davantage. Elles m'ont dit qu'elles avaient été capturées à Mabanga Ya Talo et que je ne devais pas essayer de fuir car la LRA était partout dans la forêt environnante.<sup>55</sup>

Le soir venu, le groupe de la LRA à Tapili a déplacé ceux qu'ils avaient capturés des lieux où ils les détenaient en une longue ligne, et ils ont donné à chaque captif des biens à transporter qu'ils avaient pillés au marché et dans d'autres maisons, notamment des lourds sacs de sel, de sucre, et des piles. Ils ont forcé sous la menace de leurs fusils les adultes et les enfants terrifiés à quitter Tapili, en redescendant la route vers Mabanga. Selon des témoins et les captifs qui plus tard ont réussi à s'échapper, près de 200 personnes avaient été capturées à Tapili.<sup>56</sup>

A environ six kilomètres de Tapili, le groupe de la LRA a rejoint les autres combattants qui avaient attendu avec les captifs de Mabanga Ya Talo et Makombo. Ils ont encore réparti les biens pillés entre les captifs pour qu'ils en portent le plus possible et se sont ensuite détournés de la route principale pour emprunter un sentier étroit en direction de Kiliwa, de retour vers la rivière Uélé. Selon des captifs qui ont plus tard réussi à s'échapper, la LRA a donné l'ordre de tuer quiconque tenterait de fuir ou qui marchait trop lentement. Nombre de captifs ne pouvaient pas suivre le rythme rapide ou porter les lourdes charges qui leur

---

<sup>55</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une personne enlevée qui plus tard s'est échappée, Tapili, 20 février 2010.

<sup>56</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec une personne enlevée qui plus tard s'est échappée et des responsables de la société civile, Tapili et Niangara, 19 et 20 février 2010.

étaient assignées. Un garçon a vu les membres de la LRA tuer les gens ce soir-là à coups de hache sur la tête parce qu'ils marchaient trop lentement.<sup>57</sup> Les personnes qui plus tard ont enterré les morts ont trouvé une traînée de cadavres le long du sentier qu'avait emprunté la LRA.<sup>58</sup>

Tard dans la soirée, à environ 17 kilomètres de la route principale, la LRA a campé pour la nuit. Selon les captifs qui plus tard se sont échappés, interrogés par Human Rights Watch, les commandants et les combattants de la LRA ont réparti l'argent qu'ils avaient volé ainsi que les filles et les jeunes femmes qu'ils avaient enlevées. Le choix des filles a été effectué en fonction de la hiérarchie, le leader du groupe, Binany (voir ci-dessous), ayant le premier choix, suivi par un commandant connu sous le nom de Bukwara, puis Obol, et puis les autres. Après que les filles ont été réparties, beaucoup d'entre elles ont été violées au vu des autres captifs. Un témoin qui avait échappé à la LRA a raconté plus tard à Human Rights Watch comment lui et les autres avaient regardé alors que les combattants de la LRA violaient sept jeunes filles, dont certaines n'avaient pas plus de 11 ans.<sup>59</sup>

### **Troisième et quatrième jours : retour à la rivière Uélé**

Le 16 décembre, le groupe de la LRA a continué sa route et a atteint le village de Kiliwa, à quelque 12 kilomètres de l'endroit où ils avaient campé la nuit précédente. Le grand groupe de captifs, dont beaucoup portaient de lourdes charges, ralentissait le rythme de l'opération de la LRA. Les combattants de la LRA ont continué à tuer les civils qu'ils rencontraient le long du chemin et les captifs qui marchaient trop lentement. Un captif s'est rappelé avoir vu les combattants de la LRA exécuter sommairement cinq personnes de son groupe alors qu'ils se dirigeaient vers Kiliwa. La nuit du 16 décembre, la LRA a campé à Kiliwa et a tué un certain nombre de personnes dans le village avant de revenir le jour suivant, le 17 décembre, vers Makombo et la rivière Uélé.

Tôt le matin du 18 décembre, le groupe de la LRA, accompagné d'environ 250 captifs, a traversé la rivière Uélé à Mavanzonguda, l'endroit même où ils avaient traversé quatre jours plus tôt. Une fois de l'autre côté de la rivière, les filles et les femmes qu'ils avaient capturées ont été obligées à laver les uniformes que la LRA avait portés tout au long des quatre jours de l'opération. La LRA a ensuite forcé le grand groupe d'adultes et d'enfants à progresser dans la savane reculée et inhabitée au nord de la rivière. Ils ont laissé derrière eux des

---

<sup>57</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une personne enlevée qui plus tard s'est échappée, Tapili, 20 février 2010.

<sup>58</sup> Entretien de Human Rights Watch avec des personnes qui ont enterré les morts, Niangara, 19 février 2010.

<sup>59</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une personne enlevée qui plus tard s'est échappée, Tapili, 20 février 2010.

communautés dévastées et traumatisées par l'attaque, sur une route qu'ils ont transformée en véritable chemin de la mort.

### **Marche forcée à travers une contrée sauvage**

Dans les jours qui ont suivi la traversée de la rivière, la LRA a forcé ses captifs à marcher environ 20 kilomètres par jour. Selon ceux qui plus tard se sont échappés, la LRA avait séparé les enfants des adultes et maintenu les enfants près du commandant du groupe. Les captifs sont restés attachés entre eux par la taille avec des cordes ou des fils métalliques en chaînes humaines de 5 à 15 captifs, dormant également attachés. La LRA a commencé à effectuer des parades militaires chaque matin, où les combattants rendaient hommage au commandant, passaient une inspection militaire, et recevaient leurs ordres du jour. Cette routine militaire quotidienne était exécutée devant les enfants qui avaient été faits prisonniers, alors que les captifs adultes étaient exclus de la cérémonie. La LRA a également commencé à effectuer des comptages quotidiens de ses captifs.<sup>60</sup>

Le garçon de 17 ans enlevé à Tapili et détenu pendant deux semaines a décrit son calvaire :

Chaque jour, la LRA tuait les gens qui étaient trop lents. Ils ont tué Pascal, qui n'avait que 12 ans, parce qu'il était fatigué et ne pouvait plus marcher. Ils ont également tué au moins deux autres personnes que je connaissais. Ils ont mis les enfants à part, dans un groupe différent de celui des adultes. J'étais dans le groupe des enfants et il y avait là environ 30 garçons et 50 filles. Nous étions constamment attachés les uns aux autres, même quand nous dormions... Chaque nuit, nous avons dormi à proximité du chef de groupe de la LRA qui se faisait appeler « Capitaine Joseph » (Binany). Quand ils jouaient de la musique, nous étions tous obligés de danser. Ils ont dit que nous serions également entraînés pour être des soldats.

Ils nous comptaient au début et à la fin de chaque journée. C'est comme ça que je sais combien nous étions. Quand je me suis échappé nous étions 186.

Un jour, alors que nous traversions une petite rivière où il y avait beaucoup de boue, sept d'entre nous ont essayé de s'échapper. Nous étions attachés les uns aux autres mais avons été séparés, toutefois j'étais encore attaché à mon meilleur ami. Nous nous sommes cachés et ils ne nous ont pas trouvés.

---

<sup>60</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des captifs qui ont plus tard échappé à la LRA, Tapili, 20 février 2010.

Mais ils ont trouvé les cinq autres et les ont tués. Il y avait deux filles de 15 ans et trois garçons. Plus tard j'ai vu leurs corps. Mon meilleur ami et moi avons marché pendant quatre jours pour rentrer. Nous n'avons rien mangé pendant tout ce temps-là. Finalement, nous avons trouvé un village que nous avons reconnu et nous avons été sauvés.<sup>61</sup>

Ceux qui sont restés avec la LRA ont continué de marcher. Autour du jour de Noël 2009, le groupe de la LRA ainsi que ses captifs de Makombo et Tapili a rejoint d'autres groupes de la LRA près du confluent des rivières Uélé et Kapili, à ce qui était probablement un point de rencontre convenu à l'avance. Selon les fonctionnaires militaires ougandais interrogés par Human Rights Watch et les captifs qui par la suite se sont échappés, cette réunion comprenait un certain nombre de hauts commandants de la LRA et était dirigée par le général Dominic Ongwen, un haut commandant de la LRA sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale.<sup>62</sup> Les commandants de la LRA ont passé plusieurs jours ensemble, ont tenu des réunions et ont organisé l'entraînement militaire des enfants qu'ils avaient capturés. Selon les captifs qui plus tard se sont enfuis, le groupe a célébré Noël et le succès de l'attaque de Makombo. Les commandants de la LRA ont ensuite réparti les nouveaux captifs et se sont scindés en plusieurs groupes plus petits, chacun allant dans une direction différente.<sup>63</sup>

Une fille congolaise de 16 ans, détenue par la LRA pendant huit mois, s'est rappelé la réunion. Elle a déclaré :

Le groupe de la LRA qui avait attaqué (Makombo) est revenu plusieurs semaines plus tard. Ils étaient très contents. Ils ont dit qu'ils avaient tué beaucoup de gens. Ils ont ramené avec eux d'autres gens qu'ils avaient faits prisonniers à Tapili et à d'autres endroits, dont beaucoup d'enfants. C'était un grand groupe. Puis il y a eu une grande fête à laquelle beaucoup d'autres commandants de la LRA sont aussi venus. Nous avons tous passé Noël ensemble et ils ont organisé un entraînement militaire pour les enfants pour nous apprendre à tirer. J'ai moi aussi été entraînée. Au bout de quelques

---

<sup>61</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un garçon de 17 ans enlevé à Tapili qui a échappé à la LRA, Tapili, 20 février 2010.

<sup>62</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec une jeune fille de 16 ans détenue pendant huit mois par la LRA, Bangadi, 22 février 2010, et des officiers de l'armée ougandaise, Haut Uélé, février 2010.

<sup>63</sup> Entretien de Human Rights Watch avec deux captifs détenus pendant des mois par la LRA et présents lors de la réunion, Bangadi, et Dungu, 22 et 24 février 2010



jours, ils nous ont à nouveau divisés en petits groupes et nous sommes allés dans des directions différentes.<sup>64</sup>

## Séquelles du massacre

A la suite du massacre de Makombo, la population de la région a fui. Beaucoup ont cherché refuge à Niangara et Ndingba à l'est, tandis que d'autres ont fui vers le sud jusqu'à Isiro et Rungu. En janvier 2010, Niangara a accueilli une population de 11 750 personnes déplacées et Rungu 14 200 personnes.<sup>65</sup>

Le lendemain ou le surlendemain des massacres, ceux qui parvenaient à trouver leurs proches les ont enterrés rapidement avant de fuir, mais des quantités d'autres corps ont été laissés à l'abandon. Entre Noël 2009 et le Nouvel An 2010, les autorités locales de Makombo et d'autres habitants qui avaient fui à Niangara sont revenus pour entreprendre la tâche d'enterrer les morts.<sup>66</sup> De peur que la LRA ne revienne, les équipes ont travaillé rapidement pendant trois jours, en enterrant les corps là où ils les avaient trouvés pour rendre la tâche plus facile et aussi parce que les corps étaient tellement décomposés qu'il était difficile de les déplacer ailleurs. Ceux qui ont procédé aux sépultures ont déclaré à Human Rights Watch qu'ils avaient enterré des corps presque tout au long du trajet aller-retour de 105 kilomètres effectué par la LRA au cours de l'attaque. La plus grande concentration de corps se trouvait le long du tronçon de 16 kilomètres entre Makombo et Mangada. Le troisième jour des enterrements, les équipes ont entendu des rumeurs selon lesquelles l'armée congolaise approchait. De peur de rencontrer des problèmes, ils ont arrêté leur travail et sont retournés à Niangara. Lors d'entretiens avec Human Rights Watch, ils ont déclaré que leur tâche n'avait pas été achevée et qu'ils avaient laissé derrière eux des corps sans sépulture.<sup>67</sup>

Un certain nombre des personnes qui ont enterré les morts ont été profondément affectées par cette tâche macabre et la mort horrible que leurs proches, voisins et amis avaient endurée. L'une d'elles a déclaré à Human Rights Watch : « *Je peux encore sentir la puanteur de la mort sur mes vêtements et sur moi. Je me lave sans cesse mais je ne pense pas qu'elle*

---

<sup>64</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une jeune fille de 16 ans détenue pendant huit mois par la LRA, Bangadi, 22 février 2010.

<sup>65</sup> OCHA, Tableau des statistiques de déplacement pour les régions touchées par la LRA du nord-est du Congo, janvier 2010. Archivé par Human Rights Watch.

<sup>66</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec cinq personnes qui ont aidé à enterrer les morts dont des autorités locales, Niangara et Tapili, 19 et 20 février 2010.

<sup>67</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec cinq personnes qui ont aidé à enterrer les morts dont des autorités locales, Niangara et Tapili, 19 et 20 février 2010.

*s'en ira un jour. Ce qui est arrivé à ma famille et à mes amis est ancré dans ma mémoire pour toujours. Aucun être humain ne devrait avoir à mourir comme ils sont morts. Ceux qui ont fait ça doivent être punis. »*<sup>68</sup>

Sur la base des entretiens menés auprès des personnes qui ont enterré les morts, y compris avec les soldats de l'armée congolaise qui ont participé aux enterrements à Mabanga Ya Talo le 18 décembre, et à Mangada et Makombo le 4 janvier 2010 (voir ci-dessous),<sup>69</sup> Human Rights Watch a calculé qu'au moins 321 personnes avaient été tuées par la LRA dans le groupement de Makombo et ses alentours entre le 14 et le 17 décembre 2009.<sup>70</sup> Les corps restés sans sépulture n'ont pas été inclus dans nos calculs.

Il est difficile de savoir combien de personnes capturées à Makombo et à Tapili ont été tuées ou combien sont encore avec la LRA. Lors d'entretiens avec celles qui avaient plus tard réussi à s'échapper, Human Rights Watch a reçu des informations sur le décès d'au moins neuf captifs tués par la LRA après le massacre de Makombo, une fois que la LRA avait traversé la rivière Uélé,<sup>71</sup> bien que cette information ne soit, au mieux, que partielle. A la mi-février 2010, l'armée congolaise avait enregistré 35 adultes et 5 enfants de Makombo et Tapili qui avaient réussi à échapper à la LRA à la suite de leur enlèvement. Le plus jeune avait huit ans.<sup>72</sup> Beaucoup d'autres sont encore avec la LRA.

### *La protection arrive trop tard*

Les soldats de l'armée congolaise basés près de Niangara ont été informés de l'attaque dans la région de Makombo le 16 décembre 2009. Les forces armées ont envoyé des soldats dans la région, mais comme ils se déplaçaient à pied, ils sont arrivés trop tard.<sup>73</sup> Après avoir marché pendant deux jours, un petit groupe de soldats congolais est arrivé à Mabanga Ya Talo le 18 décembre 2009, après que la LRA et ses captifs avaient déjà traversé la rivière

---

<sup>68</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une personne qui a aidé à enterrer les morts, Niangara, 19 février 2010.

<sup>69</sup> Des soldats de l'armée congolaise ont participé à l'enterrement de 36 corps. 17 de ces corps ont été trouvés à Mabanga Ya Talo le 18 décembre. 19 autres corps ont été trouvés le 4 janvier, dont trois corps trouvés dans un village proche de Makombo, quatre corps à Makombo, trois corps au Kilomètre 14 (entre Tapili et Mangada), et neuf autres corps au Kilomètre 18 (entre Tapili et Mangada). Entretien de Human Rights Watch, soldats des FARDC présents aux enterrements, 20 février 2010.

<sup>70</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec cinq personnes qui ont aidé à enterrer les morts dont des autorités locales ; avec des membres des familles qui ont enterré leurs proches ; et avec des soldats des FARDC présents à d'autres enterrements, Niangara et Tapili, 19 et 20 février 2010.

<sup>71</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des personnes qui ont échappé à la LRA, Tapili, Bangadi et Dungu, 20, 22 et 24 février 2010.

<sup>72</sup> « Liste de personnes échappées », enregistré par les FARDC, Bangadi, 23 février 2010. Archivé par Human Rights Watch.

<sup>73</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des soldats des FARDC présents à Mabanga Ya Talo, 20 février 2010. Le 16 décembre, des témoins à Niangara ont vu des soldats ougandais traversant la ville dans la direction de Makombo et Tapili, entretien de Human Rights Watch avec un témoin, Niangara, 19 et 20 février 2010.

Uélé.<sup>74</sup> Sans accès à des bateaux pour traverser la rivière et sans équipement de communication pour informer leurs supérieurs de ce qui s'était passé, les soldats de l'armée congolaise étaient incapables de poursuivre la LRA. Les soldats ont aidé à enterrer 17 corps trouvés près de la zone du marché et sont retournés à Niangara pour chercher du renfort.<sup>75</sup>

Les soldats ougandais basés à Nambia, au nord de Niangara, ont également été informés de l'attaque dans la région de Makombo et, le 16 décembre, ont envoyé une « unité de renseignement » dans la région pour poursuivre la LRA. Une communication officielle de la Direction ougandaise de renseignement militaire envoyée à Human Rights Watch le 17 mars 2010, explique que les soldats ougandais ont été incapables de suivre la LRA à la trace, malgré des échanges avec l'armée congolaise à propos des coordonnées satellites de la zone touchée et d'efforts multiples pour trouver l'endroit exact où la LRA avait traversé la rivière Uélé.<sup>76</sup> La Direction ougandaise de renseignement militaire a déclaré que l'armée ougandaise ne disposait pas d'informations concernant des massacres généralisés dans la région de Makombo, bien qu'elle ait été informée de quelques meurtres et enlèvements.<sup>77</sup> Human Rights Watch n'a aucune information sur des tentatives supplémentaires effectuées par l'armée ougandaise pour découvrir les détails de l'attaque ou son ampleur (voir ci-dessous pour plus d'informations).

Au moment de la tuerie, la MONUC n'avait pas de soldats de la paix au Niangara et n'a reçu aucune information sur l'attaque de la LRA jusqu'à la fin décembre, où elle a reçu un rapport non confirmé de 100 décès présumés de civils.<sup>78</sup> En janvier, la mission a reçu un nouveau rapport faisant état de 266 morts dans la région de Makombo mais n'a toujours pas enquêté.<sup>79</sup> Les responsables de la MONUC ont indiqué à Human Rights Watch qu'en raison de l'éloignement de la région et de priorités concurrentes, ses soldats de la paix n'avaient pas immédiatement mené des enquêtes approfondies sur ces meurtres.<sup>80</sup> La MONUC a

---

<sup>74</sup> Dans un entretien avec Human Rights Watch, un officier des FARDC a prétendu que les FARDC étaient arrivés à Mabanga Ya Talo le 15 décembre. Les chercheurs de Human Rights Watch ont rejeté cette affirmation étant donné que les FARDC n'avaient aucun véhicule, qu'ils étaient à pied, et devaient couvrir une distance de 62 kilomètres depuis Niangara. Les populations de Mabanga Ya Talo et d'autres villages ont confirmé à Human Rights Watch que les FARDC sont arrivés le 18 décembre 2009. Entretiens de Human Rights Watch, Niangara, 19 février 2010.

<sup>75</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des soldats des FARDC présents à Mabanga Ya Talo, 20 février 2010.

<sup>76</sup> Communications officielles entre Human Rights Watch et la Direction du renseignement militaire, Kampala, 17 mars 2010. Archivé par Human Rights Watch.

<sup>77</sup> Ibid.

<sup>78</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de la MONUC, Dungu et Goma, 23 février et 2 mars 2010.

<sup>79</sup> Rapport de situation quotidien confidentiel de la MONUC, 26 janvier 2010. Archivé par Human Rights Watch.

<sup>80</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de l'ONU, Dungu, 23 février, et Goma, 2 mars 2010.

ouvert une enquête le 11 mars 2010 à la suite de briefings des chercheurs de Human Rights Watch portant sur l'ampleur des atrocités commises par la LRA (voir ci-dessous).

Plus de deux mois après le massacre, très peu d'informations avaient filtré au sujet de ce qui s'était passé dans la région de Makombo. Un chef âgé pleurant encore la mort de son fils a déclaré à Human Rights Watch : « *Nous avons été oubliés. C'est comme si nous n'existions pas. Le gouvernement dit que la LRA n'est plus un problème, mais je sais que ce n'est pas vrai. Je vous en prie, s'il vous plaît parlez à d'autres de ce qui nous est arrivé.* »<sup>81</sup>

---

<sup>81</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un chef traditionnel, Niangara, 19 février 2010.

## VI. Autres attaques menées par la LRA

Bien que les meurtres dans la région de Makombo aient été les attaques les plus meurtrières de la LRA dans le nord-est du Congo depuis les massacres de Noël 2008, les attaques de la LRA contre les civils ont également été perpétrées dans d'autres régions en 2009 et en 2010. De petits groupes de combattants de la LRA opérant au nord de la rivière Uélé, notamment certains groupes qui plus tard ont perpétré le massacre de Makombo, ont également mené des dizaines d'attaques contre des civils dans des villages et des fermes près des villes de Bangadi et Ngilima, et dans la chefferie de Manziga. Dans ces régions, Human Rights Watch a documenté le meurtre délibéré par la LRA de 42 civils entre septembre 2009 et janvier 2010. Les meurtres ont été commis dans les villages et les villes de Nakwa, Nagilidangue, Diagbe, Napopo, Birisi, Yamba, Kumbari, Bafuka, Kisimu, Lindimbia, Makpesela, Ngulu, Diadupo, Madudu, Badolo, Nandike, Nangula et des zones aux alentours de Nambia.<sup>82</sup>

Les meurtres documentés par Human Rights Watch ne représentent probablement qu'une fraction du total. Des organisations de la société civile congolaise ont fait état de 33 autres civils tués dans la même période. Au moins sept autres ont été gravement blessés, ne survivant souvent que parce que leurs assaillants les croyaient morts. Six autres civils, quatre femmes et deux hommes, ont été horriblement mutilés par des combattants de la LRA qui ont utilisé des rasoirs pour sectionner les lèvres et une oreille à chaque victime. Les meurtres et les mutilations ont semé la terreur parmi la population locale. Plus de 19 080 personnes ont fui vers les villes de Bangadi et Ngilima pour se mettre à l'abri des attaques de la LRA.<sup>83</sup>

### Meurtres

#### *Nakwa*

En novembre 2009, les combattants de la LRA ont attaqué le village de Nakwa, à environ 15 kilomètres au sud de Bangadi. Ils ont attaqué une petite ferme alors que la famille qui y vivait venait juste de se réunir pour le dîner. Un membre de la famille a déclaré à Human Rights Watch :

---

<sup>82</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des personnes qui ont enterré les morts, des témoins, des représentants de la société civile et des chefs locaux, Bangadi, 21 et 22 février 2010.

<sup>83</sup> OCHA, Tableau de statistiques de déplacement pour les régions touchées par la LRA du nord-est du Congo, janvier 2010. Archivé par Human Rights Watch.

Ils sont venus jusqu'à notre maison. Ils étaient sept et chacun d'entre eux avait un fusil. Ils ont dit qu'ils n'étaient pas contre nous mais que nous devrions aller dans la maison pour manger. Nous ne savions pas quoi faire, alors ils ont tout simplement renversé la nourriture à coups de pieds. Certains membres de ma famille ont réussi à fuir rapidement. Mais ils ont capturé les deux jeunes garçons qui étaient avec nous, dont mon fils, puis ils ont fait entrer huit d'entre nous de force dans la maison et y ont mis le feu. J'ai essayé désespérément d'ouvrir la fenêtre et ai réussi à passer au travers. Un membre de la LRA m'a poursuivi avec un gourdin et a essayé de me frapper mais en vain. Puis un autre m'a tiré dessus. La balle m'a atteint à l'épaule et est ressortie par la nuque. J'ai couru dans la forêt. Mon frère aussi a réussi à sortir de la maison mais il a été gravement brûlé aux bras. Les autres n'ont pas réussi et ont tous été brûlés vifs.<sup>84</sup>

Les morts comprenaient quatre femmes —dont trois avaient plus de 65 ans— et deux hommes.

### *Nagilidangue*

A la fin de décembre 2009, la LRA a surpris un groupe d'agriculteurs récoltant des arachides près de Nagilidangue, une petite communauté agricole à quelque 45 kilomètres au sud-ouest de Bangadi. Les combattants ont enlevé un homme et l'ont ramené de force à leur camp. Quelques jours plus tard, le 2 janvier 2010, un groupe de 15 combattants de la LRA est revenu au même endroit près de Nagilidangue avec l'homme capturé et l'ont amené chez son voisin. Le voisin a déclaré à Human Rights Watch :

Un des membres de la LRA a obligé mon voisin à s'asseoir et manger avec nous tandis que l'autre combattant de la LRA pillait tous les biens de ma maison. Mon voisin n'avait pas faim mais le membre de la LRA l'a obligé à manger. Une fois qu'ils ont tout pris dans la maison, le membre de la LRA a dit à ma femme et à mes enfants d'emmener les biens dans la forêt. J'ai essayé de m'échapper, mais alors que je fuyais, un des membres de la LRA m'a attrapé par mes habits, m'a jeté au sol, et a commencé à me donner des coups de machette —trois fois sur la tête, sept fois dans le dos et deux fois sur le bras.

---

<sup>84</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une victime qui s'est échappée de la maison en flammes, Bangadi, 22 février 2010.

J'ai essayé de m'échapper à nouveau, mais le membre de la LRA m'a tiré dans la jambe alors que je courais. Je suis tombé au sol et n'avais plus la force de me relever. Le membre de la LRA a cru que j'étais mort et n'est pas venu vérifier. Puis j'ai entendu des coups de feu dans tous les sens, et le membre de la LRA a commencé à emballer les biens pillés et pour partir dans la brousse. Ma femme et mes enfants ont réussi à laisser tomber ce qu'ils portaient et à s'enfuir. Je suis resté seul et j'avais l'impression d'être déjà mort. Une heure plus tard, un peu d'énergie m'est revenu et j'ai pu entendre la voix de mon enfant au loin. Je l'ai appelé, et ma femme et mes enfants m'ont finalement trouvé.<sup>85</sup>

La fille de 18 ans de l'homme a également été blessée lors de l'attaque. Elle avait essayé de s'enfuir avec son bébé, quand l'un des combattants de la LRA lui a tiré dans le pied.<sup>86</sup>

Le jour suivant, le 3 janvier, le même groupe de combattants de la LRA a attaqué une autre maison, à environ six kilomètres de là. Ils y ont tué Reginard Ngisakumba, 45 ans, et Fuoyo, 50 ans, à coups de gourdin sur la tête. La femme de Fuoyo, Koakpi, a également été tuée. Les personnes qui ont plus tard enterré son corps ont dit qu'elle avait un bâton enfoncé si profondément dans son vagin qu'il était ressorti par la partie supérieure de sa poitrine. Son crâne avait également été fracassé.<sup>87</sup>

Le même jour, une vingtaine de combattants de la LRA ont attaqué une deuxième habitation à moins d'un kilomètre de là, tuant le propriétaire de la maison âgé de 30 ans et enlevant ses trois jeunes fils, âgés de 6, 10 et 13 ans ; les deux plus jeunes ont ensuite réussi à s'échapper. Le corps de l'homme a été retrouvé avec un morceau de bois enfoncé dans le côté, une blessure de machette à la tête, et son corps complètement brûlé à l'exception du visage.<sup>88</sup> Sa femme a décrit ce qui s'est passé :

Ils (les combattants de la LRA) ont forcé tout le monde à se mettre à terre, et puis ils ont commencé à tout piller. Ils ont emmené mes trois enfants et mon mari dans la forêt derrière notre maison. Là, ils ont commencé à frapper mon

---

<sup>85</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une victime, Dungu, 24 février 2010.

<sup>86</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une victime, Dungu, 24 février 2010.

<sup>87</sup> Entretien de Human Rights Watch avec des personnes qui ont enterré les morts, Bangadi, 21 février 2010 ; entretien de Human Rights Watch avec un témoin de Nagilidangue, Bangadi, 22 février 2010 ; entretien de Human Rights Watch avec un témoin de Nagilidangue, Dungu, 24 février 2010.

<sup>88</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un témoin de Nagilidangue, Bangadi, 22 février 2010 ; entretien de Human Rights Watch avec un témoin de Nagilidangue, Dungu, 24 février 2010.

mari avec un bâton —derrière la tête, sur les yeux, sur le côté et sur le ventre. Quand il a été mort, ils ont mis le feu à son corps. Tout cela a été fait en présence de mes trois enfants, à seulement 500 mètres de notre maison. Après le meurtre, certains des membres de la LRA sont revenus chez moi, où je m'étais cachée. Ils ont pris notre manioc et ont ensuite mis le feu à la maison. La deuxième femme de mon mari s'était échappée. Un membre de la LRA m'a demandé où elle était. J'ai dit que je ne savais pas, alors il a sorti une machette pour me couper les pieds, en me disant que cela m'empêcherait de fuir. Heureusement que je portais des grosses bottes de sorte que ma peau n'a pas été coupée. Ensuite, le groupe de combattants de la LRA et leurs captifs ont passé la nuit dans mon enclos. Dans la matinée, ils sont partis et n'ont pas essayé de me prendre avec eux. Mes deux plus jeunes fils ont réussi à s'échapper. Ils m'ont montré où la LRA avait tué leur père. Mon fils aîné est toujours porté disparu.<sup>89</sup>

## Mutilations

En décembre 2009, les combattants de la LRA ont mutilé six civils près des villes de Bangadi et Ngilima au Congo en sectionnant les lèvres et une oreille aux victimes avec un rasoir. La LRA a ensuite relâché ses victimes et les a renvoyées à Bangadi et Ngilima, en leur ordonnant de transmettre aux autres habitants l'avertissement terrifiant selon lequel toute personne qui avait entendu parler ou avait parlé de la LRA serait punie.<sup>90</sup> Des mutilations similaires ont été un signe distinctif des attaques de la LRA au début des années 90 dans le nord de l'Ouganda, mais n'avaient pas été signalées auparavant au Congo.

Au début décembre, deux femmes et un homme ont été capturés par les combattants de la LRA alors qu'ils faisaient la récolte de patates douces et de manioc dans leur ferme à environ cinq kilomètres de Bangadi. Les combattants de la LRA les ont attachés tous les trois ensemble avec une corde autour de la taille et les ont emmenés dans la forêt où un petit groupe de combattants de la LRA avait établi son camp. Ils ont accusé leurs victimes d'avoir dévoilé leur localisation à l'armée congolaise et ont dit qu'ils allaient leur laisser une « marque » pour faire savoir à la population de cesser de parler de la LRA.<sup>91</sup> Parmi les sept combattants de la LRA se trouvait un certain nombre d'enfants, dont un jeune combattant congolais qui parlait la langue zandé, et était probablement un enfant qui avait été enlevé

---

<sup>89</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un témoin de Nagilidangue, Bangadi, 22 février 2010.

<sup>90</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec trois victimes de mutilation, Bangadi, 22 février 2010.

<sup>91</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une des victimes mutilées par la LRA, Bangadi, 22 février 2010.



des mois voire des années plus tôt par la LRA.<sup>92</sup> Le matin suivant, ce jeune combattant a procédé à la mutilation. Une des victimes, une femme de 38 ans, a déclaré à Human Rights Watch :

Dans la matinée, vers 6h ou 6h30, ils ont commencé à nous couper les lèvres et les oreilles à l'aide d'un rasoir. Le combattant ougandais plus âgé a donné l'ordre au garçon congolais de nous couper. Ils ont coupé l'homme en premier, et puis moi et l'autre femme –d'abord la lèvre supérieure, puis la lèvre inférieure, puis une oreille. Quant ils ont terminé, ils nous ont dit de retourner dans notre village. Nous avons finalement trouvé le chemin et avons ensuite rencontré des soldats congolais sur la route qui nous ont amenés sur leurs vélos au centre de santé de Bangadi. Il y avait beaucoup de sang. J'ai encore de très forts maux de tête. Quand je parle, c'est comme si ma bouche était en feu.<sup>93</sup>

Dans un autre incident survenu début décembre, un homme de 44 ans a été mutilé de la même manière par des combattants de la LRA près de Bangadi. Plus tard ce mois-là, une femme de 50 ans et une autre de 23 ans ont également été mutilées près de la ville de Ngilima. Dans chaque cas, les combattants de la LRA ont sectionné les deux lèvres et une oreille.<sup>94</sup>

---

<sup>92</sup> De nombreux enfants zandés ont été capturés par la LRA à partir de septembre 2008. Voir Human Rights Watch, *Les massacres de Noël*.

<sup>93</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une victime, Bangadi, 22 février 2010.

<sup>94</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec du personnel hospitalier, Dungu, 24 février 2010.

## VII. Atrocités subies par les captifs

Les entretiens menés par Human Rights Watch avec des enfants et des adultes qui ont réussi à échapper à la LRA fournissent un aperçu de l'extrême brutalité qu'ils ont endurée. Chaque personne capturée par la LRA a rapidement appris les deux règles de survie : 1) si tu marches trop lentement ou sembles fatigué(e), tu seras tué(e) ; et 2) si tu essaies de t'échapper, tu seras tué(e). Pour veiller à ce que personne n'ait le moindre doute sur ce que seraient les conséquences pour ceux qui enfreignent ces règles, les personnes enlevées ont été contraintes de regarder la LRA tuer ceux qui avaient désobéi ou même de les tuer elles-mêmes.

### Enseigner aux enfants à tuer

La LRA a séparé en général les enfants des adultes enlevés peu après leur capture et les a forcés à subir un « entraînement militaire ». En utilisant des méthodes de manipulation mentale, en instillant la peur et la pure brutalité, la LRA réussit à transformer en tueurs des garçons et des filles de neuf à quinze ans. Les enfants sont enduits d'huiles « magiques », dont on leur dit qu'elles font d'eux des membres de la LRA et qu'elles les protégeront contre les balles. Dans nombre des attaques documentées par Human Rights Watch, comme dans le cas des mutilations près de Bangadi (voir ci-dessus), les combattants ougandais de la LRA ont forcé les jeunes garçons congolais récemment enlevés à tuer, mutiler, ou commettre d'autres agressions.<sup>95</sup>

L'une des formes de violence les plus brutales utilisées par la LRA est de forcer les enfants à tuer d'autres enfants. Généralement la victime est un enfant qui a enfreint les règles. D'autres enfants reçoivent alors l'ordre d'encercler la victime et de frapper chacun à leur tour l'enfant à la tête avec un grand bâton jusqu'à ce que mort s'ensuive.<sup>96</sup> Human Rights Watch a documenté de nombreux cas de ces meurtres cruels.

Fin octobre 2009, un garçon de 11 ans de Kapanga, près de Nambia, a été capturé par la LRA alors qu'il se trouvait avec son père à la ferme. Après avoir tué son père devant lui, les combattants de la LRA ont emmené le jeune garçon dans la forêt avec eux. Celui-ci est

---

<sup>95</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec d'anciennes personnes enlevées, à Niangara, Tapili, Bangadi et Dungu, 18-24 février 2010.

<sup>96</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec d'anciennes personnes enlevées, à Niangara, Tapili, Bangadi et Dungu, 18-24 février 2010.

parvenu à échapper à la captivité un mois plus tard et a raconté à Human Rights Watch ce qui lui était arrivé :

Après m’avoir capturé, ils m’ont dit qu’ils voulaient que je sois un soldat. Quand j’ai protesté en leur disant que j’étais trop jeune, ils m’ont frappé à coup de baïonnette sous les yeux. Puis ils m’ont emmené dans leur camp. Pendant que j’y étais, ils ont donné un entraînement militaire à tous les enfants. Nous étions en équipes, et chaque équipe devait venir à moment donné à l’entraînement, et tuer des gens. Ils traitaient leurs victimes comme des animaux et nous disaient : « Quand tu tues quelqu’un, c’est comme tuer un animal ».

Ils demandaient souvent aux enfants de tuer des gens dans la brousse. Je l’ai vu de mes propres yeux, et ils m’ont même demandé de tuer quelqu’un. Ils ont d’abord ligoté la personne, puis ils m’ont demandé de le tuer avec un gros bâton. C’était un garçon congolais zandé. J’ai vu 10 personnes se faire tuer comme ça –des filles et des garçons. Chaque fois elles étaient tuées par d’autres enfants qui avaient été enlevés. Ils choisissaient les victimes au hasard puis ils nous donnaient l’ordre : « Prends ton gourdin. Tue cet animal ».<sup>97</sup>

## Esclavage sexuel

Les filles enlevées par la LRA sont souvent forcées à devenir les « épouses », ou esclaves sexuelles, des combattants de la LRA.<sup>98</sup> En général elles restent avec le même combattant durant tout le temps de leur captivité. Les combattants ordinaires de la LRA ont droit à une « épouse », tandis que les commandants ont de nombreuses « épouses » et sont les premiers à choisir après une opération d’enlèvements, comme celle de Makombo.

Une jeune fille de 17 ans d’un village proche de Bangadi a été enlevée par la LRA en janvier 2009 et détenue comme esclave sexuelle pour le commandant de son groupe, jusqu’à ce qu’elle réussisse à s’échapper début juin 2009 :

---

<sup>97</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un ancien captif, Niangara, 18 février 2010.

<sup>98</sup> Voir Feinstein Institute, « Forced Marriage within the Lord’s Resistance Army », mai 2008, <https://wikis.uit.tufts.edu/confluence/display/FIC/Forced+Marriage+within+the+LRA,+Uganda>

Il y avait plus de 20 combattants dans mon groupe et 40 filles. J'ai été donnée à un combattant et je suis restée avec lui tout le temps. C'était un commandant appelé « Wila » qui avait deux épouses ougandaises, plus moi. Il dormait alternativement avec moi et ses deux autres épouses. Pendant ces cinq mois, nous nous déplaçons tout le temps dans des camps différents. Nous nous déplaçons toujours ensemble, sauf quand ils allaient chercher à manger, nous restions dans le camp. Ils nous battaient beaucoup et parfois nous étions attachées ensemble. Je me suis échappée alors qu'ils essayaient de nous mélanger à un autre groupe. Après m'être enfuie, j'ai rencontré un homme du nom de Michel qui m'a amenée ici [à Bangadi] en vélo.<sup>99</sup>

## Adultes en captivité

Les adultes enlevés par la LRA servent souvent de porteurs, les femmes adultes étant aussi utilisées comme esclaves sexuelles. Elles sont aussi forcées à cuisiner et à nettoyer. Les adultes sont rarement, voire jamais, forcés à subir un entraînement militaire, mais ils endurent eux aussi une extrême brutalité.

Au cours de ses neuf mois de captivité, une femme de 27 ans qui a été enlevée par la LRA en janvier 2009 a été témoin des meurtres de 55 autres personnes enlevées, ou bien forcée d'y participer. Elle a décrit plus tard son calvaire à Human Rights Watch. Voici son témoignage :

J'étais chez moi à Diagbe quand la LRA est arrivée et a commencé à appeler la population à se rassembler, nous disant qu'ils étaient des soldats ougandais venus protéger la population. Une fois que nous avons été tous rassemblés, ils ont commencé à nous empoigner. Quatre personnes ont été tuées. Puis ils ont capturé 30 d'entre nous et nous ont emmenés dans la brousse. Peu après avoir quitté Diagbe, ils ont tué 15 des captifs —dont trois garçons de 10, 13 et 15 ans. Les autres étaient des hommes plus âgés. Le reste d'entre nous —14 hommes et moi— nous avons marché pendant deux jours avant d'arriver au camp de la LRA. J'étais attachée à la taille, et un combattant de la LRA me tirait par le bout de la corde. Quand nous sommes arrivés au camp, nous avons été scindés en petits groupes. J'ai été donnée comme « épouse » au commandant du groupe. Nous étions une trentaine de personnes dans notre groupe, dont sept femmes. Nous étions toutes les sept

---

<sup>99</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une ancienne captive, Bangadi, 22 février 2010.

pour le chef. Nous restions un jour dans un endroit puis nous allions ailleurs. Je devais préparer à manger et faire la lessive.

Les combattants étaient tous ougandais. Ils parlaient seulement leur langue maternelle. Au début, nous communiquions par gestes, mais ensuite nous avons commencé à apprendre leur langue. Ils ne parlaient pas du tout lingala. Je n'avais pas le droit de parler avec les autres personnes enlevées. Ils nous battaient si nous essayions. Les combattants de la LRA ont tué de nombreux captifs pendant que j'étais avec eux.<sup>100</sup>

---

<sup>100</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une ancienne captive, Bangadi, 22 février 2010.

## VIII. Responsabilité des dirigeants de la LRA

Depuis l'échec de l'attaque contre le camp principal de la LRA dans le Parc national de la Garamba en décembre 2008, la LRA s'est scindée en de multiples groupes plus petits opérant entre le Congo, le Soudan et la RCA. Le groupe rebelle se trouverait toujours sous la direction de Joseph Kony. Selon les entretiens que nous avons menés auprès de témoins, ainsi que de membres des forces armées ougandaise et congolaise, un groupe comprenant 80 à 120 combattants de la LRA continue d'opérer au Congo,<sup>101</sup> bien que ces chiffres soient difficiles à confirmer. Etant donné que la LRA détient aussi des centaines de personnes enlevées, dont des enfants qui sont entraînés comme combattants, ses effectifs pourraient être plus élevés et croître dans le futur.

Des sources militaires ougandaises et congolaises ont indiqué à Human Rights Watch que les éléments de la LRA qui opèrent au Congo se trouvent sous le commandement du Général Dominic Ongwen,<sup>102</sup> l'un des hauts dirigeants de la LRA faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale. Selon les mêmes sources, le Lieutenant-colonel Binansio Okumu (également connu sous le nom de Binany),<sup>103</sup> est l'un des commandants qui rend compte à Ongwen et opère au Congo, dans la région qui se trouve au nord de la rivière Uélé.<sup>104</sup> Les enfants enlevés par la LRA qui ont ensuite réussi à s'échapper, en particulier ceux qui ont passé de nombreux mois avec la LRA et ont appris les noms des commandants des groupes au sein desquels ils étaient détenus, ont confirmé la présence d'Ongwen, de Binany et d'un commandant connu sous le nom d'Obol, qu'ils appelaient « le Borgne ».<sup>105</sup> Ces mêmes enfants ont aussi confirmé qu'Ongwen, Binany et d'autres commandants ont

---

<sup>101</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des experts militaires ougandais et congolais, Haut Uélé, 21, 22 et 23 février 2010 ; entretiens de Human Rights Watch avec des enfants et des adultes détenus par la LRA et qui se sont ensuite échappés, Tapili, 20 février ; Bangadi, 22 février ; et Dungu, 24 février 2010.

<sup>102</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des experts militaires ougandais et congolais, Haut Uélé, 21, 22 et 23 février 2010. Communications officielles entre Human Rights Watch et la Direction des services de renseignement militaire, Kampala, 17 mars 2010.

<sup>103</sup> Il est aussi connu comme le Lieutenant-colonel Vincent Okumu.

<sup>104</sup> Les mêmes sources ont aussi signalé que les commandants suivants continuent d'opérer en RDC : le Major Ocen, le Major David Lakwo et le Commandant Kidega, entre autres. Entretiens de Human Rights Watch avec des experts militaires ougandais et congolais, Haut Uélé, 21, 22 et 23 février 2010. Des enfants détenus par la LRA enlevés à Makombo et Tapili ont aussi décrit un autre commandant qu'ils appelaient « Bukwara ». Entretiens de Human Rights Watch avec des enfants détenus par la LRA qui se sont ensuite échappés, Tapili, 20 février 2010.

<sup>105</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des enfants détenus par la LRA qui se sont ensuite échappés, Tapili, 20 février, Bangadi, 22 février, Dungu, 24 février 2010.

tenu une réunion durant la période de Noël 2009, ce qui indique que la position d'Ongwen à la tête du groupe de la LRA au Congo demeure intacte.<sup>106</sup>

Selon des enfants ainsi que des adultes capturés par la LRA lors du massacre de Makombo et ayant pu s'échapper par la suite, le leader du groupe qui dirigeait l'opération de quatre jours dans cette région était un homme d'une cinquantaine d'années portant un béret noir et qui a ordonné aux personnes enlevées de l'appeler « Capitaine Joseph ».<sup>107</sup> Ce chef était le premier à choisir les filles qu'il voulait parmi celles qui avaient été enlevées, et il était aussi le commandant que les autres combattants de la LRA saluaient lors des parades militaires qui se sont déroulées quotidiennement dans les jours qui ont suivi l'attaque contre Makombo. Des enfants qui avaient été détenus pendant plusieurs mois par la LRA ont indiqué à Human Rights Watch que Binany était le seul commandant portant un béret noir.<sup>108</sup> Des sources militaires congolaises ont aussi déclaré à Human Rights Watch que le commandant de la LRA qui opérait dans la région au nord de Niangara était Binany, et qu'ils l'estimaient responsable des meurtres commis à Makombo.<sup>109</sup> Ces informations indiquent que Binany a pu à la fois diriger et participer directement à l'opération de Makombo. Des enquêtes criminelles devraient être menées, que ce soit par des juridictions nationales ou par la CPI, pour déterminer son rôle dans le commandement et la participation à des crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés dans le cadre du massacre de Makombo.

À la suite du massacre de Makombo, les combattants de la LRA qui ont exécuté l'opération, accompagnés par environ 250 personnes enlevées, ont rejoint d'autres groupes de la LRA pendant la période de Noël 2009 lors d'un rassemblement dirigé par Ongwen. Selon les témoins, les commandants de la LRA ont célébré la « réussite » de l'opération de Makombo, ont dirigé des entraînements pour les enfants capturés par la LRA, et ont ensuite réparti les personnes enlevées parmi divers groupes de la LRA.<sup>110</sup> Les fonctions de commandement exercées par Ongwen lors de ce rassemblement constituent un signe fort qu'il avait connaissance, ou aurait dû avoir connaissance, du massacre de Makombo et de l'enlèvement de nombreux civils, dont des enfants. Human Rights Watch estime qu'il existe

---

<sup>106</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des enfants et des adultes détenus par la LRA qui se sont ensuite échappés, Bangadi, 22 février, et Dungu, 24 février 2010.

<sup>107</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des enfants et des adultes détenus par la LRA qui se sont ensuite échappés, Tapili, 20 février, et Bangadi, 22 février 2010.

<sup>108</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des enfants et des adultes détenus par la LRA qui se sont ensuite échappés, Tapili, 20 février ; Bangadi, 22 février ; et Dungu, 24 février 2010.

<sup>109</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des experts militaires congolais, Haut Uélé, 21 et 23 février 2010.

<sup>110</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des enfants et des adultes détenus par la LRA qui se sont ensuite échappés, Bangadi, 22 février, et Dungu, 24 février 2010. Entretiens de Human Rights Watch avec des officiers militaires ougandais, Haut Uélé, février 2010.

suffisamment d'informations liant Ongwen au massacre de Makombo, au cours duquel de nombreuses exactions ont été perpétrées, pour qu'il fasse l'objet d'une enquête pour son rôle dans le commandement et la participation à des crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés.

Les personnes qui ont été capturées par la LRA lors du massacre de Makombo, ainsi que d'autres personnes qui étaient présentes, ont décrit en détail à Human Rights Watch l'un des commandants directement impliqués dans l'opération de Makombo : un homme de 60 ans, grand, de forte carrure, à la peau très sombre et coiffé façon rasta, avec un seul œil, connu sous le nom d'Obol.<sup>111</sup> Des témoins ont indiqué à maintes reprises à Human Rights Watch que « le Borgne » avait donné l'ordre de tuer des gens et avait lui-même fréquemment tué. Human Rights Watch estime qu'il existe suffisamment d'informations liant Obol directement au massacre à Makombo pour qu'il fasse l'objet d'une enquête pour son rôle dans le commandement et la participation à des crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés.

---

<sup>111</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des dizaines de témoins et de personnes enlevées au cours de l'opération de Makombo, Niangara et Tapili, 19 et 20 février 2010.



## IX. En quête de justice

### Droit international

Le droit international intègre le devoir de rendre des comptes pour les crimes graves, tels que le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et la torture. De nombreux traités internationaux, notamment les Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels, la Convention contre la torture ainsi que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, obligent les États parties à enquêter sur les allégations de violations graves du droit international et à garantir que leurs auteurs font l'objet de poursuites. L'Ouganda et le Congo ont ratifié chacun de ces traités ainsi que divers autres traités dans le domaine du droit international humanitaire et des droits humains.

### *Crimes de guerre*

Le conflit armé dans le nord du Congo est régi par le droit international humanitaire (les lois de la guerre), qui s'applique à la fois aux États et aux groupes armés non étatiques, tels que la LRA. Le droit applicable comprend l'Article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949, qui établit des normes minimales pour le traitement des personnes se trouvant sous le contrôle de l'une des parties belligérantes.<sup>112</sup> Sont également applicables le Second Protocole Additionnel de 1977 aux Conventions de Genève (Protocole II),<sup>113</sup> le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, qui interdit tout recrutement et utilisation d'enfants par des forces militaires étatiques et non étatiques,<sup>114</sup> ainsi que le droit international humanitaire coutumier pertinent.<sup>115</sup>

Les individus qui commettent délibérément de graves violations du droit international humanitaire sont responsables de crimes de guerre. Les crimes de guerre comprennent un large éventail de délits, dont le meurtre, la torture et autres mauvais traitements, le viol et

---

<sup>112</sup> Conventions de Genève de 1949, entrées en vigueur le 21 octobre 1950, article 3.

<sup>113</sup> Protocole Additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la Protection des victimes des conflits armés non-internationaux (Protocole II), 1125 U.N.T.S. 609, entré en vigueur le 7 décembre 1978. La RDC a ratifié le Protocole II en décembre 2002.

<sup>114</sup> Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, G.A. Res. 54/263, Annexe I, 54 U.N. GAOR Supp. (No. 49) at 7, U.N. Doc. A/54/49, Vol. III (2000), entré en vigueur le 12 février 2002. Pour le Protocole facultatif, un enfant désigne toute personne qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans. La RDC a ratifié le protocole facultatif en novembre 2001.

<sup>115</sup> Voir en général Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Henckaerts & Doswald-Beck, eds., *Customary International Humanitarian Law* (Cambridge: Cambridge University Press, 2005).

autres violence sexuelles, l'esclavage, le déplacement forcé, le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, ainsi que le pillage.<sup>116</sup> Les commandants peuvent être tenus pour pénalement responsables pour avoir ordonné, planifié ou incité à l'exécution d'un crime de guerre. Ils peuvent également être poursuivis pour crimes de guerre au titre de la responsabilité de commandement s'ils avaient connaissance, ou auraient dû avoir connaissance, de la perpétration de crimes de guerre et s'ils n'ont pas pris les mesures qui s'imposaient pour les empêcher ou pour en punir les responsables.<sup>117</sup>

### *Crimes contre l'humanité*

Le concept de crimes contre l'humanité a été intégré dans un certain nombre de traités internationaux et dans les statuts de tribunaux pénaux internationaux, notamment dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. La définition de crimes contre l'humanité a été établie comme un ensemble de graves atteintes aux droits humains commises dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée par un gouvernement ou un acteur non étatique contre une population civile.<sup>118</sup> Le meurtre, le viol et autres actes inhumains causant intentionnellement de grandes souffrances, font tous partie des actes qui peuvent être qualifiés de crimes contre l'humanité.<sup>119</sup> La population civile doit être le principal objet de l'attaque pour que celle-ci puisse être éventuellement qualifiée de crime contre l'humanité.<sup>120</sup>

Afin d'être considérée comme un crime contre l'humanité, une attaque contre une population civile doit avoir un caractère généralisé ou systématique. Elle n'a pas à être les

---

<sup>116</sup> Voir CICR, *Customary International Humanitarian Law*, règle 156.

<sup>117</sup> Voir CICR, *Customary International Humanitarian Law*, règle 153.

<sup>118</sup> Voir Rodney Dixon, « Crimes against humanity », dans Otto Triffterer, ed., *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court* (Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 1999), p. 122. C'est la norme appliquée par l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Statut de Rome), A/CONF.183/9, 17 juillet 1998, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002.

<sup>119</sup> Le meurtre et la torture font partie des principaux délits qui ont été inclus dans la définition des crimes contre l'humanité, tout au moins depuis l'adoption de la charte établissant le tribunal de Nuremberg après la Seconde guerre mondiale. La déportation (vers un autre pays) était citée mais pas le transfert forcé (interne). Le viol n'était pas explicitement inclus dans la définition de la charte des crimes contre l'humanité à l'article 6(c), néanmoins il pouvait être déduit de l'interdiction générale faite dans cette définition contre d'« autres actes inhumains ». Cette ambiguïté a été levée ces dernières années ; les statuts des tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, ainsi que le Statut de Rome, incluent tous explicitement le viol dans la liste des infractions énumérées qui peuvent constituer des crimes contre l'humanité. Le Statut de Rome liste aussi : l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et le transfert forcé de population, l'emprisonnement, la persécution, les disparitions forcées, l'apartheid et « autres actes inhumains ». Statut de Rome, article 7(1).

<sup>120</sup> Voir *Procureur c. Naletilic et Martinovic*, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Affaire No. IT-98-34, Jugement (Chambre de première instance I), 31 mars 2003, para. 235.

deux.<sup>121</sup> Le caractère « généralisé » fait référence à l'ampleur des actes ou au nombre de victimes.<sup>122</sup> Une attaque « systématique » indique « un schéma ou un plan méthodique ». <sup>123</sup> Les tribunaux internationaux ont examiné dans quelle mesure une attaque systématique nécessite une politique ou un plan.<sup>124</sup>

Enfin, pour que des individus soient reconnus coupables de crimes contre l'humanité, il doit être avéré qu'ils avaient une connaissance pertinente du crime.<sup>125</sup> Autrement dit, il doit être avéré que les auteurs étaient conscients que leurs actions faisaient partie de l'attaque généralisée ou systématique contre la population civile.<sup>126</sup> Bien que les auteurs n'aient pas besoin de s'identifier à une politique ou un plan qui sous-tende les crimes contre l'humanité, ils doivent au moins avoir sciemment pris le risque de participer à la politique ou au plan.<sup>127</sup> Les individus accusés de crimes contre l'humanité ne peuvent pas se prévaloir de l'argument qu'ils n'ont fait que suivre des ordres supérieurs. Du fait que les crimes contre l'humanité sont considérés comme des crimes relevant de la compétence universelle, tous les États ont la responsabilité de traduire en justice ceux qui commettent des crimes contre l'humanité. Une tendance se dessine dans la jurisprudence et les normes

---

<sup>121</sup> Voir *Procureur c. Dusko Tadić*, TPIY, Affaire No. IT-94-1-T, Opinion et Jugement (Chambre de première instance), 7 mai 1997, para. 646 (« il est maintenant bien établi que...les actes...peuvent...se produire sur une base généralisée ou d'une manière systématique. L'un ou l'autre de ces cas est suffisant pour exclure des actes isolés ou faits au hasard. »).

<sup>122</sup> *Akayesu* a défini des actes généralisés comme « massifs, fréquents, à grande échelle, menés collectivement avec une gravité considérable et dirigés contre une multiplicité de victimes », *Procureur c. Akayesu*, TPIR, Affaire No. TPIR-96-4-T, Jugement (Chambre de première instance I), 2 septembre 1998, para. 579 ; Voir aussi *Procureur c. Kordić et Cerkez*, TPIY, Affaire No. IT-92-14/2, Jugement (Chambre de première instance III), 26 février 2001, para. 179; *Procureur c. Kayishema et Ruzindana*, TPIR, Affaire No. TPIR-95-1-T, Jugement (Chambre de première instance II), 21 mai 1999, para. 123.

<sup>123</sup> *Procureur c. Dusko Tadić*, TPIY, Affaire No. IT-94-1-T, Opinion et Jugement (Chambre de première instance), 7 mai 1997, para. 648. Dans *Procureur c. Kunarac, Kovac et Vokovic*, la Chambre d'appel a jugé que « les méthodes des crimes — c'est-à-dire la répétition non-accidentelle d'une conduite criminelle similaire de façon régulière — sont une expression commune d' [une] occurrence systématique. » *Procureur c. Kunarac, Kovac et Vokovic*, TPIY, Affaire No. IT-96-23 et IT-96-23-1A, Jugement (Chambre d'appel), 12 juin 2002, para. 94.

<sup>124</sup> *Procureur c. Akayesu*, TPIR, Affaire No. TPIR-96-4-T, Jugement (Chambre de première instance I), 2 septembre 1998, para. 580.

<sup>125</sup> Voir *Procureur c. Kupreskic et consorts*, TPIY, Affaire No. IT-95-16, Jugement (Chambre de première instance), 14 janvier 2000, para. 556.

<sup>126</sup> Voir *Procureur c. Kupreskic et consorts*, TPIY, Affaire No. IT-95-16, Jugement (Chambre de première instance), 14 janvier 2000, para. 556: « [La] pensée criminelle requise pour les crimes contre l'humanité semble être composée de (1) l'intention de commettre le délit sous-jacent, combinée à (2) la connaissance du contexte plus large dans lequel se produit le délit. » Voir aussi *Procureur c. Dusko Tadić*, TPIY, Affaire No. IT-94-1, Jugement (Chambre d'appel), 15 juillet 1999, para. 271; *Procureur c. Kayishema et Ruzindana*, TPIR, Affaire No. TPIR-95-1-T, Jugement (Chambre de première instance II), 21 mai 1999, paras. 133-134.

<sup>127</sup> Voir *Procureur c. Blaskic*, TPIY, Affaire No. IT-95-14-T, Jugement (Chambre de première instance), 3 mars 2000, para. 257. *Blaskic* (paras. 258-259) a listé les facteurs à partir desquels pouvait être déduite la connaissance du contexte : (a) les circonstances historiques et politiques dans lesquelles les actes de violence avaient lieu; (b) les fonctions de l'accusé au moment où les crimes étaient commis; (c) ses responsabilités au sein de la hiérarchie politique ou militaire; (d) les relations directes et indirectes entre la hiérarchie politique et militaire ; (e) l'ampleur et la gravité des actes perpétrés; (f) la nature des crimes commis et leur degré de notoriété publique.

internationales selon laquelle les personnes responsables de crimes contre l'humanité, ainsi que d'autres violations graves des droits humains, ne devraient pas être amnistiées.

## Cour pénale internationale

Le Congo est un État partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), qui donne à la CPI compétence pour les crimes commis en violation du droit international au Congo, notamment par la LRA. L'Ouganda est aussi un État partie au statut de la CPI, ce qui donne à la Cour compétence pour de tels crimes commis par des ressortissants ougandais, incluant ainsi les commandants de la LRA. La CPI peut exercer sa compétence pour les « *crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale* », <sup>128</sup> à savoir le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

En décembre 2003, le Président ougandais Yoweri Museveni a référé les crimes de la LRA dans le nord de l'Ouganda à la CPI et à mi 2004, le procureur de la CPI a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les crimes commis dans le nord de l'Ouganda.<sup>129</sup> En mars 2004, le gouvernement congolais a référé la situation du Congo à la CPI,<sup>130</sup> invitant le procureur de la CPI à enquêter sur les crimes relevant de la compétence du Statut de Rome sur son territoire.

Après environ une année d'enquête dans le nord de l'Ouganda, la CPI a émis des mandats d'arrêt en juillet 2005 à l'encontre de cinq dirigeants de la LRA pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en territoire ougandais.<sup>131</sup> Si la CPI a aussi émis des mandats d'arrêt pour des crimes graves commis au Congo, elle n'a pas formulé d'accusations pour les crimes de la LRA commis au Congo. Les mandats d'arrêts de la CPI contre les suspects de la LRA encore vivants sont actuellement en suspens, puisqu'aucun suspect de la LRA n'a été appréhendé à ce jour.

---

<sup>128</sup> Statut de Rome, ratifié par la République démocratique du Congo le 8 septembre 2000 et par l'Ouganda le 14 juin 2002, art. 5.

<sup>129</sup> « Prosecutor of the International Criminal Court opens an investigation into Northern Uganda », communiqué de presse de la CPI, 29 juillet 2004, <http://www.CPI-cpi.int/menus/CPI/press%20and%20media/press%20releases/2004/prosecutor%20of%20the%20international%20criminal%20court%20opens%20an%20investigation%20into%20northern%20uganda?lan=en-GB>. Une fois que la cour exerce sa compétence, elle a autorité pour engager des poursuites pour les crimes commis par n'importe quel individu, quelle que soit son affiliation, pourvu que les crimes aient été commis après 2002.

<sup>130</sup> « Prosecutor receives referral of the situation in the Democratic Republic of Congo », communiqué de presse de la CPI, 19 avril 2004, <http://www.CPI-cpi.int/menus/CPI/press%20and%20media/press%20releases/2004/prosecutor%20receives%20referral%20of%20the%20situation%20in%20the%20democratic%20republic%20of%20congo> (consulté le 25 mars 2010).

<sup>131</sup> Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhiambo, Raska Lukwiya et Dominic Ongwen. Lukwiya est mort en 2006 et Otti en 2007.

## Loi d'amnistie ougandaise

En 2000, le parlement ougandais a adopté la Loi d'amnistie, qui instituait une Commission d'amnistie et des procédures pour accorder l'amnistie aux membres de la LRA et aux membres d'autres groupes rebelles ougandais. Cette loi, qui est effective à partir du 26 janvier 1986, stipule qu'elle est applicable aux « *Ougandais impliqués dans des actes de guerre dans différentes parties du pays* »<sup>132</sup> et fixe des conditions spécifiques à l'éligibilité dont la renonciation et l'abandon de l'engagement dans l'armée ou la rébellion armée.<sup>133</sup> Les individus qui remplissent les conditions de l'amnistie ne peuvent être poursuivis ni sanctionnés pour leurs crimes présumés en Ouganda, même si selon un amendement de la loi apporté en 2006, le ministre ougandais des Affaires intérieures peut dans des circonstances exceptionnelles déclarer un individu inéligible, avec l'approbation du parlement ougandais.<sup>134</sup> Selon des statistiques de la Commission d'amnistie ougandaise, 24 000 membres de la LRA ont été amnistiés depuis 2000, dont 17 000 étaient des combattants.<sup>135</sup> La Loi d'amnistie ougandaise ne s'applique pas aux crimes commis par des citoyens ougandais devant des tribunaux nationaux d'autres pays. En conséquence, l'Ouganda ne peut accorder une amnistie à l'étranger pour des crimes commis par la LRA au Congo, au Soudan et en RCA. Les amnisties nationales ne devraient pas non plus entraver des poursuites devant la CPI.

Personne n'a jamais été condamné pour des crimes commis par la LRA, bien qu'un membre de la LRA soit dans l'attente de son procès en Ouganda.<sup>136</sup> À ce jour, les communautés touchées par la LRA à l'extérieur de l'Ouganda n'ont pas eu l'opportunité de demander réparation à aucun gouvernement ni devant aucun organisme de l'ONU pour les crimes commis à leur encontre. De plus, à notre connaissance, aucune enquête criminelle ni poursuites contre des commandants de la LRA pour des crimes commis à l'extérieur de l'Ouganda n'ont été menées jusqu'à présent.

---

<sup>132</sup> Loi d'amnistie, 2000 (Ouganda).

<sup>133</sup> Ibid., section 4.

<sup>134</sup> Loi d'amnistie (amendement), 2006 (Ouganda). Personne n'a jamais été déclaré inéligible.

<sup>135</sup> Rapport de la Commission d'amnistie ougandaise, décembre 2009.

<sup>136</sup> Un seul membre de la LRA est actuellement en attente de procès. Le Colonel Thomas Kwoyelo Latoni, qui a été capturé par l'armée ougandaise au Congo le 3 février 2009, a été mis en accusation le 3 juin 2009 de 12 chefs d'inculpation de meurtre avec intention d'enlèvement découlant des incidents de 1994 et 1996. Chris Ocowun, « LRA's Kwoyelo charged with kidnap », *The New Vision* (Kampala), 4 juin 2009. Kwoyelo a été détenu dans des circonstances légales obscures de février à juin 2009. Les autorités ougandaises ont déclaré qu'il était détenu comme prisonnier de guerre, mais l'Ouganda n'a pas de définition nationale de ce statut juridique. Il n'a été accusé d'aucun crime commis au Congo. Selon la Commission d'amnistie, mandatée pour gérer le processus d'amnistie, Kwoyelo a sollicité l'amnistie mais à ce jour son cas n'a pas été déterminé. Entretien de Human Rights Watch avec un fonctionnaire de la Commission d'amnistie, 16 mars 2010.

## Demandes congolaises de justice et de réparations

Les conflits armés qui ont dévasté le Congo tout au long des dix dernières années ont favorisé les pressions sur le gouvernement congolais pour qu'il accorde des amnisties pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans l'espoir que cela encouragerait la paix. Les fonctionnaires et législateurs du gouvernement congolais ont réussi à maintes reprises à résister à ces pressions. La société congolaise continue à exprimer une forte préférence pour la justice, et non pour les amnisties, pour les responsables de crimes graves. Une enquête réalisée en août 2008 sur les attitudes congolaises envers la paix, la justice et la reconstruction sociale a conclu que le devoir de rendre des comptes et la justice pour les crimes graves avaient une grande importance pour la population de l'est du Congo, et que cette dernière estimait que ces concepts favorisaient la paix. Dans l'enquête, 85 pour cent des personnes interrogées ont jugé important d'exiger des comptes aux auteurs de crimes de guerre commis dans l'est du Congo.<sup>137</sup>

Les groupes de la société civile dans les régions touchées par la LRA au Congo et les victimes de crimes de la LRA ont exprimé la ferme volonté de voir les commandants de la LRA traduits en justice et ont demandé réparation pour les pertes matérielles subies.<sup>138</sup> Ces exigences de justice ont été particulièrement prononcées dans la ville de Faradje, dans le nord-est du Congo. Le 25 décembre 2008, la LRA, commandée par le Lieutenant-colonel Charles Arop, a mené une attaque brutale contre Faradje, tuant au moins 143 personnes et enlevant 160 enfants ainsi que des dizaines d'adultes.<sup>139</sup> Au cours de l'attaque, la LRA s'est également livrée au pillage et a incendié 940 maisons, trois écoles primaires et neuf églises, laissant Faradje en grande partie détruite.<sup>140</sup>

En septembre 2009, Arop s'est rendu à des soldats ougandais basés près de Faradje et a été transféré en Ouganda, où il sollicite l'amnistie au titre de la Loi d'amnistie ougandaise.<sup>141</sup> Lors d'interviews données à la presse, Arop a reconnu l'attaque contre Faradje, affirmant que cette ville avait été choisie parce que « *c'était l'endroit le plus proche où pareils*

---

<sup>137</sup> Human Rights Centre (University of California, Berkeley), International Center for Transitional Justice and Payson Center for International Development (Tulane University), « Living with Fear: A Population Based survey on Attitudes about Peace, Justice and Social Reconstruction in Eastern Democratic Republic of Congo », août 2008, <http://hrc.berkeley.edu/pdfs/LivingWithFear-DRC.pdf> (consulté le 15 mars 2010).

<sup>138</sup> Lettre au ministre congolais de la Justice et des droits de l'homme adressée par la société civile de Faradje, Plainte officielle contre le commandant de la LRA Charles Arop, 13 mars 2010. Archivé par Human Rights Watch.

<sup>139</sup> Voir Human Rights Watch, *Les massacres de Noël*.

<sup>140</sup> Ibid.

<sup>141</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un fonctionnaire de la Commission d'amnistie, 16 mars 2010.

*massacres auraient un impact et où ils attireraient l'attention internationale.* »<sup>142</sup> Il a déclaré avoir agi sous les ordres du dirigeant de la LRA Kony, dont il recevait pour instructions que « *toute personne trouvée à Faradje devait être tuée ; celles dont on pouvait faire des soldats devaient être enlevées* ». <sup>143</sup> Quand on lui a demandé plus tard ce qu'il ressentait à propos des meurtres, Arop a répondu : « *C'était douloureux mais il fallait le faire. Je veux demander aux proches de ceux que nous avons tués de me pardonner. Quoi que nous ayons fait, nous l'avons fait sur ordres.* »<sup>144</sup>

En février 2010, 19 représentants de la société civile et autorités locales ont indiqué à Human Rights Watch qu'ils souhaitaient voir le commandant de la LRA traduit en justice pour les crimes qu'il avait commis dans leur ville. Un représentant de la société civile a déclaré :

Arop est quelqu'un qui devrait être traduit devant la justice, et il devrait être jugé au Congo. Si les tribunaux congolais n'en sont pas capables, la Cour pénale internationale est là pour ça. Ici à Faradje, nous avons des témoins qui sont tout à fait prêts à témoigner ouvertement au tribunal contre cet homme... Le peuple congolais n'a rien à voir avec les raisons pour lesquelles la LRA se bat. C'est pourquoi le gouvernement ougandais devrait aussi fournir des réparations pour toutes les pertes humaines et matérielles que nous avons subies.<sup>145</sup>

Le 13 mars, 186 habitants de Faradje, dont beaucoup ont été victimes des attaques de la LRA, ont adressé une lettre officielle au ministre congolais de la Justice et des droits de l'homme demandant au gouvernement congolais de déclencher une procédure judiciaire contre Arop pour les crimes commis et pour indemniser les victimes.<sup>146</sup> Une copie de cette lettre figure en annexe de ce rapport.

---

<sup>142</sup> Els De Temmerman, « LRA's Joseph Kony to Voirk protection from Sudan army », *The New Vision* (Kampala), 22 novembre 2009, <http://www.newvision.co.ug/D/8/13/702017> (consulté le 15 mars 2010).

<sup>143</sup> Ibid.

<sup>144</sup> Ibid. Le droit humanitaire international rejette ce que l'on a appelé la « défense de Nuremberg », utilisée sans succès par les criminels de guerre nazis après la Seconde guerre mondiale. Obéir à l'ordre d'un supérieur n'exonère pas un subordonné de la responsabilité criminelle si ce subordonné avait connaissance ou aurait dû avoir connaissance que l'acte ordonné était illégal. Voir, par exemple, Statut de Rome, article 33.

<sup>145</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un représentant de la société civile, Faradje, 24 février 2010.

<sup>146</sup> Lettre adressée au ministre congolais de la Justice et des droits de l'homme par la société civile de Faradje, Plainte officielle contre le commandant de la LRA Charles Arop, 13 mars 2010. Archivé par Human Rights Watch.

## Options pour obtenir justice

Il existe un certain nombre d'options pour traduire en justice les commandants de la LRA pour les crimes internationaux commis au Congo qui devraient être explorées :

- a) La CPI devrait formuler des accusations concernant les crimes les plus récents de la LRA, dont ceux commis au Congo.
- b) Les autorités congolaises devraient demander à poursuivre devant les tribunaux congolais les commandants de la LRA qui ont commis des crimes en territoire congolais, y compris ceux qui se trouvent en Ouganda ou dans un autre pays d'où le Congo devrait obtenir leur extradition.
- c) Étant donné que le système judiciaire civil congolais reste faible et que, selon le droit congolais, les crimes de guerre ne peuvent actuellement être jugés que devant des tribunaux militaires, le gouvernement congolais devrait envisager la création d'une chambre mixte nationale-internationale au sein du système judiciaire civil. Cette chambre, composée de juges et de procureurs congolais et internationaux, poursuivraient les individus accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ne faisant pas l'objet de mandats d'arrêt de la CPI. Une telle chambre pourrait juger les commandants de la LRA qui sont Ougandais ou d'autres ressortissants qui ont commis des crimes en territoire congolais.<sup>147</sup>
- d) La Division spéciale de la Haute Cour de l'Ouganda, dont la création a été suggérée par les accords passés durant les pourparlers de paix entre le gouvernement ougandais et la LRA de 2006 à 2008,<sup>148</sup> pourrait demander à poursuivre Arop et d'autres commandants de la LRA à l'extérieur de l'Ouganda. Justement, le 10 mars 2010, le parlement ougandais a adopté un projet de loi sur les crimes internationaux, qui fait des crimes relevant du statut de la CPI des délits passibles de poursuites en vertu du droit ougandais. Si ce projet de loi est paraphé, il aura force de loi et prévoit que les tribunaux ougandais peuvent poursuivre les crimes graves commis à l'extérieur de l'Ouganda si le suspect est Ougandais, si le délit a été commis contre

---

<sup>147</sup> Le projet de législation de mise en œuvre du Statut de Rome de la CPI actuellement étudié par le parlement donne aux tribunaux civils la compétence de juger les crimes relevant de la CPI. Toutefois, le système judiciaire civil a ses propres lacunes et manque d'expertise pour juger ces crimes, comparé au système judiciaire militaire. Pour d'autres informations, voir Human Rights Watch, *Les soldats violent, les commandants ferment les yeux : Violences sexuelles et réforme militaire en RD Congo*, juillet 2009, <http://www.hrw.org/fr/reports/2009/07/16/les-soldats-violent-les-commandants-ferment-les-yeux-o> ; Human Rights Watch, *Document de travail : Une « chambre mixte » pour le Congo ?*, septembre 2009, <http://www.hrw.org/fr/news/2009/11/19/une-chambre-mixte-pour-le-congo>.

<sup>148</sup> Annex to the Agreement on Accountability and Reconciliation between the Government of the Republic of Uganda and the Lord's Resistance Army/Movement, Juba, Soudan, 29 juin 2007, 19 février 2008.



un Ougandais ou si le coupable présumé est présent en Ouganda.<sup>149</sup> La loi semble ne pas mentionner la façon dont elle interfèrera avec la Loi d'amnistie ougandaise.

En ce qui concerne les options nationales, le statut de la Division spéciale ougandaise en tant qu'entité établie, bien qu'encore au tout début de son développement, souligne l'utilité de poursuivre des affaires par le biais de cette cour. En même temps, il est crucial de garantir que les poursuites nationales respectent les normes internationales de procédure légale et de procès équitable.<sup>150</sup>

---

<sup>149</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, nous n'avons pas pu avoir de confirmation sur la version du projet de la CPI qui était envisagée et approuvée par le parlement avec des amendements le 10 mars 2010. Il y a eu plusieurs versions de ce projet de loi. A notre connaissance, les dispositions relatives à l'exercice de la compétence pour des crimes commis à l'extérieur de l'Ouganda étaient comprises dans les différentes versions envisagées. Voir International Criminal Court Bill, 2006 (projet), International Crimes Bill de 2009 (projet) et Report of the Committee on Legal and Parliamentary Affairs on the International Criminal Court Bill, 2006 stating amendments. Archivé par Human Rights Watch. Le président doit parapher le projet de loi pour qu'il prenne force de loi.

<sup>150</sup> Voir Human Rights Watch, *Benchmarks for Justice for Serious Crimes in Northern Uganda*, Human Rights Watch Memoranda on Justice Standards and the Juba Peace Talks, May 2007-February 2008, septembre 2008, <http://www.hrw.org/en/news/2008/09/01/benchmarks-justice-serious-crimes-northern-uganda>, en particulier le troisième mémorandum : « Particular Challenges for Uganda in Conducting National Trials for Serious Crimes, September 2007 ».

## X. Réponse aux exactions récurrentes

### Gouvernement et forces armées de la RD Congo

Après la fin de l'Opération « Éclair de tonnerre » en mars 2009, le gouvernement congolais a soutenu à maintes reprises que la menace de la LRA était considérablement réduite, et presque inexistante.<sup>151</sup> Mais en dépit de ces proclamations publiques, un certain nombre d'autorités gouvernementales et militaires ont reconnu que la LRA restait un danger.<sup>152</sup> En mai 2009, le gouvernement congolais et la MONUC ont lancé une nouvelle initiative conjointe, l'Opération *Rudia II*, pour contenir la LRA et aider à protéger les civils. La MONUC a accepté de fournir des rations alimentaires et un soutien logistique à l'armée congolaise, et d'assurer des patrouilles conjointes dans les principaux centres de population.<sup>153</sup> Les autorités militaires congolaises ont aussi continué à coopérer discrètement avec l'armée ougandaise, laquelle a maintenu une présence assez importante dans les régions touchées par la LRA du nord du Congo, qualifiée publiquement par le gouvernement congolais de simples « conseillers militaires ».<sup>154</sup> Les officiers congolais et ougandais continuent de se rencontrer pour discuter stratégie et leurs troupes assurent toujours des patrouilles conjointes et à l'occasion, des opérations conjointes contre la LRA.<sup>155</sup>

Les quelque 3 000 à 4 000 soldats congolais dans les districts du Haut Uélé et du Bas Uélé sont confrontés à d'immenses défis dans leur travail : les soldats ont peu de véhicules, pas d'hélicoptères et des systèmes de communications insuffisants. Ils se déplacent à pied sur un vaste terrain, ce qui rend leur temps de réponse aux attaques de la LRA excessivement lent, voire nul. Les salaires et les rations des soldats arrivent irrégulièrement, voire pas du tout.<sup>156</sup> En dépit de ces limitations, de nombreux soldats de l'armée congolaise ont fourni de

---

<sup>151</sup> Président Joseph Kabila, Discours à la Nation, 7 décembre 2009. « LRA is history, says President Museveni », State House Online, 2 février 2009, <http://www.statehouse.go.ug/news.php?catId=1&item=457> (consulté le 24 mars 2010) ; « Ugandan President says Rebel Chief is Likely in Darfur », Agence France-Presse, 13 mars 2010.

<sup>152</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des officiers congolais, Haut Uélé, février 2010.

<sup>153</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un fonctionnaire de l'ONU, Dungu, 25 février 2010.

<sup>154</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec un fonctionnaire gouvernemental, Kinshasa, 6 mars 2010, et un diplomate, 17 mars 2010. Le gouvernement ougandais qualifie ses soldats au Congo d'« unités de renseignement ».

<sup>155</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des officiers de l'armée congolaise et ougandaise, Haut Uélé, février 2010.

<sup>156</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des officiers congolais et des fonctionnaires de l'ONU, Haut Uélé, 19-25 février 2010.

courageux efforts pour protéger les civils des attaques de la LRA et pour porter secours aux enfants enlevés qui avaient réussi à échapper à la captivité de la LRA.<sup>157</sup>

Comme nous l'avons décrit ci-dessus, à la suite du massacre de Makombo, les soldats de l'armée congolaise ont aidé à ensevelir les morts et ont signalé l'attaque à leurs supérieurs. Le 26 décembre 2009, une petite équipe militaire du quartier général du bataillon de Bangadi est arrivé sur les lieux pour enquêter sur ce qui s'était passé, réponse inhabituellement rapide de la part de l'armée. Après trois jours d'enquête, menée par le Major Kibomango, l'équipe militaire a confirmé qu'un « massacre » avait été perpétré par la LRA.<sup>158</sup> Fin décembre et début janvier 2010, l'armée congolaise a déployé une petite unité de soldats à Tapili et dans le groupement de Makombo pour prévenir d'autres attaques de la LRA. Les soldats s'y trouvaient encore au moment où nous avons rédigé ce rapport.

Quant à savoir si les autorités congolaises ont pris des mesures en réponse au rapport de l'armée sur le massacre, cela est moins clair. À la mi mars 2010, aucun fonctionnaire judiciaire congolais n'avait encore été envoyé pour documenter les atrocités, et les fonctionnaires congolais avec qui Human Rights Watch s'est entretenu à Kinshasa n'étaient pas au courant de l'attaque de la LRA et de l'ampleur des violations. Les fonctionnaires de la MONUC ont indiqué qu'ils n'avaient pas reçu d'informations de la part de l'armée congolaise concernant les meurtres.<sup>159</sup>

### *Exactions commises par les FARDC : le Bataillon « Ours » à Bangadi*

Certains soldats de l'armée congolaise s'en sont pris aux civils au lieu de les protéger. En mi 2009, le gouvernement congolais a remplacé ses unités d'élite de la Garde républicaine dans le Haut Uélé par des soldats de l'armée régulière, dont certains constituaient de nouvelles « brigades mixées » des provinces du Kivu dans l'est du Congo. Les brigades mixées comportent des soldats issus d'anciens groupes armés souvent auteurs d'exactions récemment intégrés dans l'armée.<sup>160</sup> Les informations de violations contre les civils ont commencé à se multiplier. Les exactions les plus graves ont été commises par le 911<sup>ème</sup> Bataillon, connu sous le nom de Bataillon « Ours », déployé dans la région de Bangadi du

---

<sup>157</sup> Human Rights Watch a interrogé plusieurs civils blessés et anciens enlevés qui ont expliqué qu'alors qu'ils fuyaient la LRA, ils avaient fini par trouver des soldats de l'armée congolaise qui les ont escortés jusqu'à des centres de soins ou jusqu'à la ville la plus proche, parfois en les transportant sur leurs bicyclettes.

<sup>158</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de la société civile et autres à Niangara, 19 et 20 février 2010.

<sup>159</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de l'ONU, Dungu, 23 février, et Kinshasa, 5 mars 2010.

<sup>160</sup> Il s'agit notamment de soldats issus du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), l'un des principaux groupes rebelles dans l'est du Congo, et d'autres groupes Maï Maï.

Haut Uélé de janvier à début décembre 2009.<sup>161</sup> Ce bataillon était commandé par le Major Mogabo qui, comme un nombre important de ses soldats, serait un ancien membre d'un groupe armé récemment intégré dans l'armée avec un entraînement militaire réduit.<sup>162</sup> Les exactions signalées ont été si généralisées que de nombreuses organisations humanitaires ont refusé de travailler à Bangadi tout au long de 2009, ce qui a eu pour conséquence un plus grand isolement de la population locale.<sup>163</sup>

Durant leur séjour dans la région, les soldats du Bataillon « Ours » se seraient rendus coupables du meurtre d'au moins sept civils, du viol d'au moins neuf femmes et filles, d'arrestations arbitraires, ainsi que de pillage et d'extorsion généralisés. Les sept meurtres à Bangadi qui ont été signalés à Human Rights Watch ont été souvent associés à des actes de pillage et d'extorsion.<sup>164</sup> Dans un cas au moins, les individus impliqués dans l'un de ces meurtres ont été appréhendés : les autorités ont arrêté trois soldats accusés du meurtre de Bolingwa Dieudonné, 38 ans, qui avait été poignardé au cou et frappé au visage le 17 mai 2009, près de Diagbe.<sup>165</sup> Human Rights Watch ignore si ces trois soldats ont déjà été traduits en justice.

Les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des filles ont marqué le conflit partout ailleurs au Congo, et l'augmentation des cas de viols signalés commis par des soldats de l'armée congolaise dans le Haut Uélé a connu une évolution inquiétante. Des organisations de défense des droits des femmes ont signalé le viol de cinq filles et quatre femmes, dont une jeune fille de 12 ans, dans la ville de Bangadi et dans ses alentours, commis en 2009 par des soldats de l'armée congolaise appartenant au Bataillon « Ours ».<sup>166</sup> Dans un des cas, une femme violée par un soldat le 5 avril 2009 a identifié l'auteur du viol et a demandé son arrestation. Selon la victime, le Major Mogabo, officier commandant le bataillon, n'a pas ajouté foi aux accusations, n'a mené aucune enquête ni n'a renvoyé l'affaire aux autorités

---

<sup>161</sup> Le bataillon fait partie de la 1<sup>ère</sup> Brigade de la 9<sup>ème</sup> Région militaire, basée à Kisangani.

<sup>162</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un représentant de la société civile, Bangadi, 21 février 2010.

<sup>163</sup> Entretien de Human Rights Watch, représentant d'OCHA, Dungu, 23 février 2010.

<sup>164</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un représentant de la société civile, Bangadi, 21 février 2010 ; entretien de Human Rights Watch avec le témoin d'un meurtre, Bangadi, 22 février 2010. Liste de civils tués dans la région de Bangadi, établie par des représentants de la société civile locale, reçue le 23 février 2010, archivée par Human Rights Watch. Les personnes tuées étaient un homme tué à Bangadi le 22 février, un homme tué à Kana le 28 février, un homme et son enfant tués en août 2009 près de Bangadi, un homme de 35 ans abattu à Kombali le 27 mars, ainsi qu'un homme de 38 ans et un jeune homme de 19 ans abattus à trois kilomètres de Diagbe sur la route allant à Doruma le 17 mai 2009. Human Rights Watch n'a pas pu confirmer chaque incident de façon indépendante.

<sup>165</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un témoin, Bangadi, 22 février 2010.

<sup>166</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des victimes, Bangadi, 22 février 2010 ; entretien de Human Rights Watch avec un représentant de la société civile, Bangadi, 21 février 2010 ; entretien de Human Rights Watch avec une représentante des femmes, Bangadi, 23 février 2010.

judiciaires. Le coupable présumé a été transféré dans une autre ville, mais le soldat est revenu à peine quelques mois plus tard.<sup>167</sup>

Début décembre 2009, le Bataillon « Ours » a été transféré à Banda dans le Bas Uélé et à Ngilima dans le Haut Uélé et il a été remplacé à Bangadi par le 912<sup>ème</sup> Bataillon, connu sous le nom de Bataillon « Guépard ». Presque tous les représentants de la société civile, les chefs religieux, les travailleurs humanitaires et les habitants de Bangadi interrogés par Human Rights Watch ont souligné que les relations entre les soldats de l'armée congolaise et la population s'étaient considérablement améliorées avec le départ du Bataillon « Ours ».

Toutefois il reste à ouvrir des enquêtes judiciaires sur les allégations d'exactions commises par des soldats du Bataillon « Ours » à Bangadi. Le 23 février 2010, Human Rights Watch a rencontré le Colonel Eric Mbabazi, commandant de la 4<sup>ème</sup> Brigade, auquel rend compte le Bataillon « Ours », afin de l'exhorter à ouvrir des enquêtes judiciaires menées par des magistrats militaires sur les crimes présumés. Il a convenu de le faire.<sup>168</sup>

Human Rights Watch a par ailleurs recueilli des informations sur des exactions commises par des soldats congolais déployés dans d'autres régions du Haut Uélé, notamment dans la capitale du district, Dungu, et aux alentours. Sur la route principale allant de Dungu à Aba, des soldats auraient mis en place 36 points de contrôle où ils font payer des taxes illégales aux civils et leur extorquent de l'argent et autres biens.<sup>169</sup> Plusieurs civils ont été blessés ou tués à Dungu ou dans ses environs par des agresseurs affirmant être des combattants de la LRA. Dans la plupart des cas, il n'est pas certain que ces attaques soient le fait de soldats de l'armée congolaise, de bandits locaux ou de véritables combattants de la LRA.<sup>170</sup>

## L'armée ougandaise

Il semblerait que l'armée ougandaise conserve environ 2 000 à 3 000 soldats dans le nord du Congo pour mener des opérations contre la LRA.<sup>171</sup> Des officiers de l'armée ougandaise déclarent qu'ils prennent au sérieux la protection des civils lors des opérations contre la LRA,

---

<sup>167</sup> Entretien de Human Rights Watch avec une victime de viol, Bangadi, 22 février 2010.

<sup>168</sup> Entretien de Human Rights Watch avec le Colonel Éric Mbabazi, Bangadi, 23 février 2010.

<sup>169</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un travailleur d'une ONG internationale, Dungu, 23 février 2010.

<sup>170</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un travailleur d'une ONG internationale, Dungu, 23 février 2010 ; entretien de Human Rights Watch avec le représentant d'un hôpital, Dungu, 24 février 2010.

<sup>171</sup> Ces chiffres n'ont jamais été confirmés ni démentis par l'armée ougandaise. Des experts militaires estiment que quatre bataillons de l'UPDF sont basés dans le nord du Congo. Entretiens de Human Rights Watch avec des experts militaires congolais et internationaux, et des fonctionnaires de l'ONU, nord et nord-est du Congo, 19-28 février, et aux États-Unis, 18 mars 2010.

bien qu'ils estiment qu'elle relève essentiellement de la responsabilité de la nation hôte sur le territoire de laquelle opère l'armée ougandaise.<sup>172</sup> Une communication officielle de la Direction du renseignement militaire ougandaise à Human Rights Watch du 17 mars 2010, indiquait que :

[Le] gouvernement ougandais prend très au sérieux la protection [des] civils au cours des opérations contre la LRA. C'est sur cette base que les camps pour IDP [personnes déplacées internes] ont été créés dans le nord de l'Ouganda.<sup>173</sup> Toutefois avec les opérations en RDC/Soudan et en RCA, la responsabilité de protéger les gens incombe largement aux nations hôtes étant donné que la tâche essentielle des unités de l'UPDF [armée ougandaise] est de mener des opérations mobiles qui sont dans la plupart des cas éloignées des centres de population. De plus, nos unités sont très peu nombreuses pour un théâtre d'opérations qui s'étire sur près de 700 kms. Les forces locales se concentrent alors sur la protection des centres de population et la sécurisation des infrastructures de communication, en particulier les routes. Toutefois malgré notre posture généralement mobile, il y a de nombreux cas où nous avons des défenses de position, comme nos bases, en renforcement des forces locales dans la protection de ces centres.<sup>174</sup>

Si l'armée ougandaise n'a pas la responsabilité principale de protéger les civils contre les attaques de la LRA, les efforts visant à assurer leur sécurité seront nettement améliorés avec la mise en place d'une meilleure communication d'une part avec les communautés locales, et d'autre part entre les armées nationales et les missions de l'ONU opérant dans des régions touchées par la LRA. Un soutien logistique suffisant pour protéger les civils et appréhender les dirigeants de la LRA est aussi une condition décisive. En février 2010, le ministre de la Défense du gouvernement ougandais a demandé 12,1 millions de dollars US supplémentaires pour ses opérations militaires contre la LRA afin de financer la nourriture, les médicaments, les salaires et les munitions.<sup>175</sup> Étant donné qu'une grande partie des

---

<sup>172</sup> Communications officielles entre Human Rights Watch et la Direction du renseignement militaire, Kampala, 17 mars 2010.

<sup>173</sup> Le regroupement forcé par le gouvernement ougandais de près d'1,7 million de civils dans des camps situés dans le nord de l'Ouganda avec peu ou pas de protection durant le conflit contre la LRA s'est révélé désastreux pour les civils, a accru leurs souffrances et violé les protocoles internationaux. Voir Human Rights Watch, *Abducted and Abused: Renewed Conflict in Northern Uganda*, 14 juillet 2003, <http://www.hrw.org/en/reports/2003/07/14/abducted-and-abused-o>.

<sup>174</sup> Communications officielles entre Human Rights Watch et la Direction du renseignement militaire, Kampala, 17 mars 2010.

<sup>175</sup> « Defence Vorks Additional Sh70 Billion Funding », *The New Vision* (Kampala), 24 février 2010.

dépenses militaires est confidentielle, on ne sait pas quelle part de ce financement supplémentaire, si tant est qu'elle existe, est destinée à renforcer la protection des civils.

Améliorer la protection des civils, comme l'armée ougandaise prétend s'y attacher, exige de plus l'obtention de renseignements exacts sur les attaques de la LRA, ce que l'armée ougandaise ne semble pas avoir fait dans le cas du massacre de Makombo.

En réponse aux questions de Human Rights Watch sur les informations dont disposait l'armée ougandaise à propos du massacre, la Direction du renseignement militaire ougandais a déclaré qu'elle « *ne sait pas grand-chose* » à propos de l'attaque en dehors de l'information qu'elle a reçue de l'armée congolaise le 16 décembre 2009, selon laquelle « *les rebelles de la LRA ont traversé l'Uélé [rivière] le 15 décembre 09 entrant dans le village de Tapili, et ont tué 02 civils et 01 soldat des FARDC, s'emparant de son arme à feu* ». <sup>176</sup> En réponse à cette information, l'armée ougandaise a envoyé une « *unité de renseignement* » à l'endroit où la LRA était supposée avoir franchi la rivière mais elle a été incapable de « *définir le point exact où l'ennemi [la LRA] avait traversé et la direction générale que l'ennemi avait prise* ». <sup>177</sup> Quelques jours plus tard, le 22 décembre, dans un lieu proche de Mabanga Ya Talo, les soldats ougandais « *ont trouvé des civils qui ont donné des renseignements peu précis, disant que l'ennemi traversait généralement dans cette région* ». <sup>178</sup>

Plus tard, le 28 février 2009, les soldats ougandais ont secouru deux enfants congolais au cours d'une attaque contre la LRA au nord du village de Dukuma. Selon la Direction du renseignement militaire ougandais, un des enfants avait été enlevé à Tapili en décembre 2009 et il a mentionné aux soldats ougandais d'autres enfants et adultes enlevés et tués au cours du même incident. <sup>179</sup>

Bien qu'ayant reçu cette information ainsi que d'autres renseignements sur l'attaque de la LRA dans la région de Makombo, Human Rights Watch n'a connaissance d'aucune autre enquête menée par l'armée ougandaise sur le massacre, ni de mesures prises pour prévenir des attaques similaires contre les civils dans l'avenir.

---

<sup>176</sup> Communications officielles entre Human Rights Watch et la Direction du renseignement militaire, Kampala, 17 mars 2010.

<sup>177</sup> Ibid.

<sup>178</sup> Ibid.

<sup>179</sup> Ibid.

## La MONUC

Selon la Résolution 1906 du Conseil de sécurité de l'ONU de 2009 et ses résolutions antérieures, la MONUC a pour mandat de protéger les civils dans tout le Congo, avec un accent particulier sur l'est du Congo.<sup>180</sup> Son attention et ses ressources étant souvent orientées vers les provinces instables du Nord et du Sud Kivu, dans l'est du pays, où la protection des civils s'est avérée une tâche extrêmement difficile, des ressources minimales ont été disponibles pour les régions touchées par la LRA dans le nord du Congo. À la suite des massacres de Noël de 2008, la MONUC a augmenté le nombre de casques bleus dans le district du Haut Uélé et a renforcé sa composante civile, notamment par le déploiement d'un petit nombre de travailleurs de la protection de l'enfant, des droits humains et des affaires civiles. En mars 2010, la MONUC avait près de 1 000 casques bleus déployés dans la région.<sup>181</sup> Bien que ce soit une augmentation importante, leur nombre était encore insuffisant pour répondre aux besoins urgents de protection de la population. Un bataillon supplémentaire de 800 casques bleus tunisiens devait être déployé dans les régions touchées par la LRA en juin 2009 mais il a été redirigé vers la province de l'Équateur, dans l'ouest du Congo, pour y aider à apaiser un conflit imprévu.<sup>182</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, il est difficile de savoir quand ou si ces soldats de la paix ou d'autres seront déployés dans les régions touchées par la LRA.

Les activités de la MONUC dans le nord du Congo sont en grande partie définies par l'Opération *Rudias II* (« retour » en swahili), une initiative conjointe avec l'armée congolaise pour contenir la LRA et aider à protéger les civils, lancée en mars 2009 après la fin de l'Opération « Éclair de tonnerre ». Cette initiative s'appuie sur une opération antérieure, connue sous le nom de *Rudias I*, qui s'est déroulée entre septembre 2008 et mars 2009. Dans le cadre de cette initiative commune, la MONUC fournit des rations alimentaires et du carburant aux soldats de l'armée congolaise ainsi qu'une aide pour le transport.<sup>183</sup> Tout comme pour le soutien similaire fourni à l'armée congolaise dans les provinces du Kivu en 2009, un contrôle minimal est en place pour vérifier si l'aide parvient aux troupes sur le terrain, ce qui permet une appropriation illicite de l'aide et qui nuit aux efforts de la MONUC

---

<sup>180</sup> Résolution 1906 du Conseil de sécurité de l'ONU, S/Res/1906 (2009), 23 décembre 2009.

<sup>181</sup> À fin décembre 2009, les troupes de la MONUC étaient déployées dans les villes de Dungu, Duru, Dingila, Faradje, Niangara, Bangadi et Ngilima. Les soldats du maintien de la paix étaient pour la plupart des fantassins marocains, avec quelques ingénieurs indonésiens et du personnel de l'armée de l'air du Bangladesh.

<sup>182</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un fonctionnaire de l'ONU, Dungu, 25 février 2010.

<sup>183</sup> Le soutien de la MONUC à l'armée congolaise consiste en 19 tonnes de rations alimentaires 660 litres de carburant par semaine. Ce soutien est calculé pour aider 5 250 soldats, bien que le nombre de soldats de l'armée congolaise dans la région soit sensé être bien moindre. Entretien de Human Rights Watch avec un fonctionnaire de l'ONU, Dungu, 25 février 2010. Human Rights Watch a également consulté un document officiel détaillant l'aide en nourriture et carburant. Notes archivées à Human Rights Watch.



ainsi que de l'armée congolaise pour protéger les civils.<sup>184</sup> En dehors d'une opération qui a échoué menée en janvier 2006 pour capturer Vincent Otti, l'un des principaux dirigeants de la LRA à l'époque,<sup>185</sup> la MONUC ne s'est pas livrée à des opérations offensives actives contre la LRA.

Les responsables de la MONUC n'ont pas participé à la planification ni à l'exécution de l'Opération « Éclair de tonnerre » en décembre 2008 et ils avaient une coordination minime avec l'armée ougandaise tout au long de l'opération.<sup>186</sup> Quand celle-ci a officiellement pris fin en mars 2009, la base militaire ougandaise à l'aéroport de Dungu a été déplacée vers le Sud-Soudan. Bien que de nombreux soldats ougandais soient restés dans le nord du Congo, aucun mécanisme de travail n'a été mis en place par une des parties, ou par les militaires congolais, afin de coordonner les efforts visant à protéger les civils, tirer le meilleur parti des ressources logistiques disponibles ou partager les renseignements. Les chefs d'état-major des armées congolaise, ougandaise et centrafricaine ainsi que le commandant de la force de la MONUC se sont réunis en juillet 2009, et dans une déclaration publique faisant suite à la réunion, ils ont affirmé que la LRA avait été « *considérablement réduite* » et qu'elle « *luttait pour sa survie* ». <sup>187</sup> Ils ont également convenu de renforcer le partage de renseignements mais n'ont mis en place aucun mécanisme pratique permettant de le faire. Les fonctionnaires de la MONUC dans le district du Haut Uélé ont déclaré en février 2010 qu'ils ne se coordonnaient pas avec l'armée ougandaise puisqu'elle ne se trouvait pas officiellement sur le sol congolais.<sup>188</sup> Les fonctionnaires de l'armée ougandaise, quant à eux, ont affirmé que la MONUC ne faisait pas grand-chose pour protéger les civils et que de ce fait ils voyaient peu d'avantages à coordonner leurs efforts avec la mission de l'ONU, même si certains ont ajouté que la capacité logistique de la MONUC, par exemple ses hélicoptères, pourrait être utile.<sup>189</sup> Les fonctionnaires de l'armée congolaise ont interagi séparément avec les deux parties.

---

<sup>184</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un fonctionnaire de l'ONU, Dungu, 25 février 2010.

<sup>185</sup> L'offensive secrète menée par des forces spéciales guatémaltèques s'est soldée par un désastre. Huit casques bleus guatémaltèques ont été tués. « DRC: Armed Group Kills 8 UN peacekeepers in Garamba Park », service de presse de l'ONU, 23 janvier 2006. Entretien de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de la MONUC, Kisangani et Kinshasa, juillet 2006.

<sup>186</sup> Voir Human Rights Watch, *Les massacres de Noël*.

<sup>187</sup> « Communiqué Conjoint de la Réunion Tripartite des Chefs d'État Major Généraux des Forces Armées de la République Démocratique du Congo, de l'Uganda People's Defence Forces, des Forces Armées Centrafricaines en présence du Commandant de la Force de la MONUC », Kisangani, 11 juin 2009.

<sup>188</sup> Entretien de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de l'ONU, Dungu, 23 et 25 février 2010.

<sup>189</sup> Entretien de Human Rights Watch avec des officiers de l'armée ougandaise, Haut Uélé, février 2010.

### *Réponse de la MONUC au massacre de Makombo*

En l'absence de coordination entre les trois principales forces militaires dans le nord du Congo, avec des ressources très disséminées, et des renseignements limités sur l'emplacement des groupes de la LRA, la MONUC n'était pas en mesure d'éviter le massacre de Makombo. Le 24 décembre, la MONUC a établi une petite base opérationnelle temporaire à Niangara avec 31 casques bleus marocains. La base a été créée en réaction aux préoccupations que la LRA pourrait attaquer Niangara ou d'autres villes au cours de la période de Noël, comme elle l'avait fait à la Noël 2008,<sup>190</sup> et non pour répondre à l'attaque contre Makombo dont la MONUC n'avait pas encore connaissance.<sup>191</sup> Ce n'est qu'à la fin du mois de décembre 2009 que les responsables de la MONUC ont commencé à recevoir des informations sur une éventuelle attaque à grande-échelle de la LRA aux environs de Makombo. Les responsables de la MONUC ont déclaré à Human Rights Watch que ces informations étaient initialement sommaires et non confirmées,<sup>192</sup> mais aucun effort immédiat n'a été fait pour leur donner suite, même si l'un des rapports reçus par la MONUC indiquait que plus de 100 civils avaient été tués. Une explication possible de l'absence de réponse était que la MONUC restait concentrée sur les provinces du Kivu et sur les rumeurs d'attaques de la LRA contre Dungu et d'autres villes pour lesquelles les troupes avaient été mises en état d'alerte.<sup>193</sup> Beaucoup de personnel étant absent pour les fêtes de Noël, aucune décision n'a été prise pour modifier les priorités.

Le 20 janvier 2010, un fonctionnaire de la MONUC chargé des droits humains s'est rendu à Niangara où il est resté 90 minutes pour vérifier les rumeurs d'une attaque de la LRA à Makombo. Sur la base des informations qu'il a reçues, ce fonctionnaire a recommandé une mission spéciale pour enquêter sur cet événement, mais elle n'a été approuvée.<sup>194</sup> Le 26 janvier, la MONUC a reçu un autre rapport émanant de groupes de la société civile, donnant cette fois des chiffres détaillés faisant état de 266 morts dans la région de Makombo,<sup>195</sup> chiffres qui auraient dû déclencher une réponse. Des fonctionnaires de la MONUC ont expliqué plus tard à Human Rights Watch que sans les coordonnées GPS du village de

---

<sup>190</sup> « Lord's Resistance Army Sends Chilling Threat to Congolese Civilians », Communiqué de presse de Enough, 17 décembre 2009.

<sup>191</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de l'ONU, Dungu, Bangadi et Niangara, 19-25 février 2010.

<sup>192</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de l'ONU, Dungu, 23 février, et Goma, 2 mars 2010.

<sup>193</sup> « UN peacekeepers on high alert », BBC Radio, 18 décembre 2009.

<sup>194</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de l'ONU, Dungu, 23 février, et Goma, 2 mars 2010.

<sup>195</sup> Rapport de situation quotidien confidentiel de la MONUC, 26 janvier 2010. Archivé par Human Rights Watch.

Makombo ils ne pouvaient pas faire atterrir un hélicoptère sur place afin d'effectuer des enquêtes<sup>196</sup> et il n'y a pas eu d'efforts concertés pour trouver des alternatives.

Les 23 février, 2 mars, 5 mars et 9 mars 2010, les chercheurs de Human Rights Watch ont informé le personnel de la MONUC à Dungu, Goma et Kinshasa sur l'ampleur des meurtres et des enlèvements commis par la LRA dans la région de Makombo. Le 11 mars, près de 10 semaines après avoir été informée de l'une des pires atrocités commises au Congo en 2009, la MONUC a déployé une équipe enquêtrice pour documenter les meurtres.

### **Organismes humanitaires et organismes chargés de la protection de l'enfant**

Il y a eu une augmentation notable des organisations humanitaires travaillant dans les régions touchées par la LRA du nord du Congo en 2009, mais la réponse est encore largement insuffisante vu l'ampleur du problème. Un certain nombre d'agences de l'ONU et une quinzaine d'organisations non gouvernementales internationales travaillaient dans la région au moment de la rédaction de ce rapport. Le manque de communications, d'infrastructures et de routes, ainsi que la concentration des ressources humaines et autres dans les provinces du Nord et du Sud Kivu de l'est du Congo, ont rendu la réponse humanitaire particulièrement lente.

Les besoins de protection des enfants sont particulièrement aigus. De juin 2009 à janvier 2010, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'UNICEF, et ses agences partenaires ont enregistré 891 enfants qui ont échappé à la captivité de la LRA, dont 472 à Dungu, 246 à Faradje et 173 à Doruma. Parmi ces enfants, 43 étaient des ressortissants étrangers, essentiellement du Soudan et de la RCA.<sup>197</sup> Beaucoup d'autres se sont échappés dans des régions où l'UNICEF et ses agences partenaires ne sont pas présentes, comme par exemple à Niangara et Bangadi, et dans les villages les plus reculés en dehors des grands centres de population. Dans ces régions, les enfants qui ont échappé à la LRA n'ont pas été officiellement enregistrés, ont reçu peu ou pas d'aide pour retrouver leurs familles, et n'ont pas non plus eu accès à un soutien psychosocial. À Bangadi, par exemple, des groupes de la société civile ont enregistré 113 enfants qui ont échappé à la LRA en 2009, dont 54 filles et 59 garçons, plus cinq autres filles et quatre garçons qui se sont échappés au début de 2010. Si certains ont pu retourner dans leurs familles, nombreux sont ceux qui vivent avec des

---

<sup>196</sup> Ibid.

<sup>197</sup> Entretien de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de l'UNICEF, Dungu, 23 février 2010.

familles d'accueil qui n'ont pas les moyens de les nourrir et de les habiller, ou de payer leurs frais de scolarité.<sup>198</sup>

De plus, au moment de la rédaction de ce rapport, l'UNICEF n'avait toujours pas reçu de fonds pour la poursuite de son programme de 2010 dans les régions touchées par la LRA du nord-est du Congo et depuis janvier ses partenaires de mise en œuvre se retrouvent sans financement.<sup>199</sup>

## Autres organismes de l'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU a consacré une certaine attention à la menace représentée par la LRA et a encouragé une plus grande coopération entre les missions de l'ONU opérant dans la région de l'Afrique centrale touchée par la LRA. Le 17 novembre 2009, le Conseil a publié un communiqué de presse condamnant les attaques persistantes de la LRA et appelant à des « stratégies de coordination... pour la protection des civils » entre les missions de l'ONU.<sup>200</sup> Le 23 décembre 2009, le Conseil de sécurité a adopté la Résolution 1906 invitant « *les gouvernements de la région des Grands Lacs à coordonner leurs efforts pour contrer la menace représentée par la LRA* » et encourageant vivement « *le renforcement d'un échange d'informations régulier... avec la MONUC et d'autres missions des Nations Unies dans les régions où la LRA menace la population* ». <sup>201</sup> Le Conseil a explicitement demandé au Secrétaire général de l'ONU de renforcer la coopération et l'échange d'informations entre les diverses missions de l'ONU opérant dans la région. Si certaines mesures ont été prises dans ce sens, par exemple la réactivation fin 2009 du groupe de travail au siège de l'ONU chargé de la LRA, elles sont encore loin d'être efficaces.

En décembre 2009, le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la MONUC ont publié un rapport longtemps différé sur les atrocités commises par la LRA de septembre 2008 à juin 2009. Ce rapport appelait à ce que toute opération militaire contre la LRA soit « *réorientée* » et « *redéfinie* » afin de mieux protéger les civils et de réussir à démanteler la LRA.<sup>202</sup>

---

<sup>198</sup> Entretien de Human Rights Watch avec un représentant de la société civile, Bangadi, 23 février 2010.

<sup>199</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec des fonctionnaires de l'UNICEF, Dungu, Goma et Kinshasa, février et mars 2010.

<sup>200</sup> Communiqué de presse du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Armée de résistance du Seigneur, SC/9791, 17 novembre 2009.

<sup>201</sup> Résolution 1906 du Conseil de sécurité de l'ONU, S/Res/1906(2009), 23 décembre 2009.

<sup>202</sup> Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et MONUC, « Summary of fact finding missions on alleged human rights violations committed by the Lord's Resistance Army (LRA) in the districts of Haut-Uélé and Bas-Uélé in Orientale province of the Democratic Republic of Congo », Rapport spécial, décembre 2009.

## Les États-Unis

Après l'effondrement du processus de paix de Juba en novembre 2008, le gouvernement américain est devenu le principal acteur international soutenant les forces armées nationales dans des opérations militaires contre la LRA. L'armée américaine, par l'intermédiaire du Commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), a fourni un appui substantiel à l'Opération « Éclair de tonnerre » notamment pour le renseignement, la planification, et l'appui logistique et technique.<sup>203</sup> Le 24 février 2010, la Secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, a témoigné devant la Commission des affaires étrangères du Sénat que les États-Unis avaient fourni pour un montant de 6,4 millions de dollars US de soutien et de fournitures aux forces militaires de la région. Elle a déclaré que, bien que l'opération militaire n'ait malheureusement pas abouti au résultat escompté par le gouvernement américain, elle estimait que « *le soutien [américain] de ces opérations a contribué à dégrader la capacité de la LRA* ». Elle a souligné l'importance de la protection des civils, ainsi que d'un meilleur partage des informations et du renseignement entre les forces armées dans la région et les missions de l'ONU. Pour conclure, elle a déclaré : « *J'ai suivi l'évolution de l'Armée de résistance du Seigneur pendant plus de 15 ans. Je ne comprends pas pourquoi nous ne pouvons pas mettre fin à ce fléau. Et nous (le gouvernement des États-Unis) allons faire tout notre possible pour apporter le soutien qui, à notre avis, nous permettra de le faire.* »<sup>204</sup>

Les autorités américaines n'ont présenté aucun calendrier précisant pendant combien de temps elles vont continuer à soutenir les opérations militaires ougandaises contre la LRA. Répondant le 22 mars 2010 à Human Rights Watch, le Département d'État américain a indiqué que ses « *intentions de continuer à soutenir les opérations contre la LRA en Afrique centrale sont fonction de la volonté de l'Ouganda de poursuivre l'opération, du maintien de la coopération régionale et de l'appui aux opérations, et de notre évaluation des perspectives de succès.* »<sup>205</sup> Le Général William E. Ward, commandant des forces américaines d'AFRICOM, a déclaré lors d'une conférence de presse du 21 janvier 2010 qu'à son avis l'opération contre la LRA a fonctionné sur un rythme africain « *parce que les choses ne vont pas vite en Afrique* ». <sup>206</sup>

---

<sup>203</sup> Entretiens de Human Rights Watch avec un analyste international et des diplomates, Kampala, 20 et 23 janvier 2009. « U.S. Military Helped Plan and Pay for Attack on Ugandan Rebels », *New York Times*, 7 février 2009.

<sup>204</sup> Témoignage de la Secrétaire d'État Hillary Clinton devant la Commission des affaires étrangères du Sénat, 24 février 2010, <http://www.state.gov/secretary/rm/2010/02/137256.htm>.

<sup>205</sup> Communication électronique entre Human Rights Watch et le Département d'État des États-Unis, 22 mars 2010. Archivée par Human Rights Watch.

<sup>206</sup> « Transcript: Ward Answers Questions at Media Roundtable », US AFRICOM, <http://www.africom.mil/getArticle.asp?art=3910&lang=> (consulté le 24 mars 2010).

Certains membres du Congrès américain ont exprimé leur soutien aux opérations contre la LRA, mais ils attendent une stratégie claire de la part de l'administration Obama sur la façon de mettre fin au problème de la LRA. En mai 2009, plusieurs sénateurs et représentants ont présenté le Projet de Loi relative au désarmement de la LRA et à la relance du nord de l'Ouganda (*Lord's Resistance Army Disarmament and Northern Uganda Recovery Act*).<sup>207</sup> Si cette loi est adoptée, elle exigera que l'administration du président Barack Obama développe une stratégie régionale visant à protéger les civils en Afrique centrale contre les attaques de la LRA, « à appréhender ou d'une autre manière retirer Joseph Kony et ses principaux commandants du champ de bataille » et à garantir le plein accès humanitaire aux régions touchées par la LRA. Elle engage en outre le gouvernement américain à accroître le soutien à la relance économique et aux efforts de justice transitionnelle en Ouganda.<sup>208</sup> Depuis qu'il a été présenté, le projet de loi a reçu un large soutien des deux partis politiques.<sup>209</sup> Le projet de loi a été adopté au Sénat le 11 mars 2010, et il est actuellement en instance devant la Commission des relations extérieures de la Chambre.

Le 22 janvier 2010, des représentants de la société civile de Dungu ont également indiqué qu'ils en avaient assez d'attendre depuis si longtemps qu'il soit mis fin aux attaques de la LRA. Dans un mémorandum public au gouvernement congolais et à la communauté internationale, ils ont dénoncé les déclarations répétées selon lesquelles la menace de la LRA serait en baisse et ils ont plaidé pour une action urgente visant à mettre fin aux atrocités de la LRA. Ce mémorandum ajoutait :

Nous déclarons au plus haut niveau de dire STOP aux atrocités des rebelles ougandais, la LRA, contre les civils dans les districts d'Uélé et en particulier dans le territoire de Dungu. Trop c'est trop !<sup>210</sup>

---

<sup>207</sup> Les co-sponsors originels des deux partis sont les Sénateurs Russ Feingold et Sam Brownback, et les Représentants Jim McGovern, Brad Miller et Ed Royce.

<sup>208</sup> Projet de Loi relative au désarmement de la LRA et à la relance du nord de l'Ouganda (*Lord's Resistance Army Disarmament and Northern Uganda Recovery Act*, <http://www.govtrack.us/congress/bill.xpd?bill=h111-2478>

<sup>209</sup> Le projet de loi est actuellement soutenu par 64 co-sponsors au Sénat et 163 co-sponsors à la Chambre des Représentants.

<sup>210</sup> Mémorandum de la société civile, société civile de Dungu, 22 janvier 2010. Archivé par Human Rights Watch.

## Annexe

Lettre adressée au ministre congolais de la Justice et des droits de l'homme par la société civile de Faradje : Plainte officielle contre le commandant de la LRA Charles Arop.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE  
DU CONGO  
PROVINCE ORIENTALE  
DISTRICT DU HAUT UELE  
TERRITOIRE DE FARADJE  
COORDINATION DE LA SOCIETE CIVILE

Faradje, le 13 mars 2010

No 03 / Coord / Soci / Frdje / 2010

Transmis / copie pour information à :

- Honorable Président de l'Assemblée Nationale à KINSHASA ;
- Honorables Députés Nationaux du Territoire de Faradje à KINSHASA (TOUS) ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre des Droits Humains à KINSHASA ;
- Mme La Chercheuse et Représentante Division Afrique Human Rights Watch à GOMA ;
- Honorable Président de l'Assemblée Provinciale de la Province Orientale à KISANGANI ;
- Honorables Députés Provinciaux du Territoire Faradje à KISANGANI (TOUS) ;
- Son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province Orientale à KISANGANI ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre Provincial des Droits Humains à KISANGANI ;
- Monsieur le Commissaire de District du Haut Uélé à ISIRO ;
- Monsieur l'Administrateur du Territoire de Faradje à FARADJE ;
- Chefs de Chefferie du Territoire de Faradje (TOUS).

**Objet :** Plainte contre Charles AROP  
Cmdt d'Opération LRA à  
Faradje

---

A Son Excellence Monsieur le  
Ministre de la Justice de et à  
KINSHASA.

Son Excellence Monsieur le Ministre,

Par la présente, nous, population sinistrée du Territoire de Faradje venons auprès de votre Bienveillante Autorité déposer ce qui est bien susmentionné.

L'entrée de la LRA au Territoire de Faradje avec tout forfais et indescriptibles destructions a entraîné de pertes en vies humaines et des dégâts matériels sans précédent.

En effet, Excellence Monsieur le Ministre, cette situation combien désastreuse a causée des catastrophes horribles que nul n'ignore à savoir :

1. Disparution en vies humaines (enlèvements, tueries...);
2. Violences sexuelles;
3. Pillages des biens;
4. Incendies et destructions méchantes des maisons...

Eu égard à ce précède, plusieurs conséquences néfastes en ont suivies :

Déplacement massif de la population civile dans tous les sens, les sans abris vivant dans des conditions non seulement difficiles mais surtout inhumaines, la pénurie alimentaire accentuée, la scolarisation des enfants perturbée, l'inaccessibilité aux soins de santé primaire...

C'est ainsi que, Excellence Monsieur le Ministre, la population du Territoire de Faradje vient vous déposer sa plainte en charge du Lt Colonel Charles AROP qui a commandité les exactions dans ledit Territoire pour qu'il soit poursuivi, traduit en justice afin que les responsabilités soient établies pour que cette paisible population obtienne une réparation conformément à l'intérêt matériel des victimes.

Espèrent recevoir de vous une suite satisfaisante, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos très hautes considérations.



**POUR LA COORDINATION DE LA  
SOCIÉTÉ CIVILE DU TERRITOIRE DE  
FARADJE**

**Mathieu KAMBA TAMARU**  
Président

*[lettre signée par 186 victimes et résidents de Faradje]*



## Remerciements

Le présent rapport se fonde sur les recherches menées par une équipe de chercheurs de la division Afrique de Human Rights Watch incluant Anneke Van Woudenberg, Ida Sawyer et Maria Burnett. Elise Keppler, de la division Justice Internationale, a aussi mis son expertise au service de la réalisation de ce document. Le rapport a été révisé et édité par Rona Peligal, directrice adjointe de la division Afrique, Julianne Kippenberg, chercheuse principale à la division Droits de l'Enfant, Andrew Mawson, directeur adjoint de la division Programme, ainsi que James Ross, directeur de la section juridique à Human Rights Watch. Rachel Nicholson, assistante à la division Afrique, a apporté une aide inestimable à la réalisation de ce rapport. Grace Choi, directrice des publications, en a coordonné la production. John Emerson a conçu les cartes. Danielle Serres a assuré la traduction de ce rapport en français, et la traduction a été vérifiée par Peter Huvos, rédacteur de la section française du site Internet de Human Rights Watch.

Human Rights Watch aimerait remercier les nombreux militants des droits humains et représentants de la société civile dans le district du Haut Uélé, qui font preuve d'un grand courage, pour leur soutien et leur aide inestimables. Ce rapport n'aurait pas pu se faire sans eux. Du fait du caractère sensible de nos recherches, nous sommes au regret de devoir taire les noms des personnes dont nous avons grandement apprécié l'assistance et dont nous admirons immensément le travail.

Nous aimerions également remercier les témoins oculaires, les victimes, les fonctionnaires et tous ceux qui ont accepté de nous parler de leurs expériences. Leur courage et leur force face aux atrocités brutales décrites dans ce rapport nous ont profondément touchés.

HUMAN RIGHTS WATCH  
350 Fifth Avenue, 34<sup>th</sup> Floor  
New York, NY 10118-3299

[www.hrw.org](http://www.hrw.org)

*Couverture : Un homme blessé à la tête à coups de machette, après avoir été attaqué par des rebelles de la LRA près de Ngilima, dans le nord du Congo, le 21 février 2009.*

© 2009 Reuters

*Ci-dessous : Un défenseur des droits humains à Niangara, dans le nord du Congo, enregistre les noms des civils tués et enlevés par la LRA durant le massacre de Makombo qui a eu lieu du 14 au 17 décembre 2009. © 2010 Privé*

H U M A N  
R I G H T S  
W A T C H



En décembre 2009, l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA), un groupe rebelle ougandais, a mené pendant quatre jours une attaque dévastatrice dans le nord-est de la République démocratique du Congo, tuant au moins 321 civils et enlevant plus de 250 autres personnes, dont environ 80 enfants. L'attaque bien planifiée dans la région de Makombo, située dans le district du Haut Uélé, a été l'un des plus importants massacres en 23 ans d'histoire de la LRA. La grande majorité des victimes étaient des hommes adultes qui ont d'abord été ligotés, avant que les combattants de la LRA ne les tuent à coups de machette ou leur écrasent le crâne à coups de hache ou de lourds gourdins.

*Le chemin de la mort : Atrocités de la LRA dans le nord-est du Congo* est basé sur une mission de recherche menée pendant huit jours dans le district du Haut Uélé en février 2010, et sur plus de 128 entretiens auprès de victimes, de témoins oculaires, ainsi que de fonctionnaires du gouvernement et des Nations Unies.

Malgré les énormes pertes de vies civiles, l'attaque dans la région de Makombo n'a pas fait de gros titres. Ce rapport est la première recherche documentée détaillée sur le massacre et d'autres atrocités perpétrées par la LRA au Congo en 2009 et début 2010. Ces atrocités font suite à une pratique récurrente d'attaques horribles commises par la LRA dans quatre pays de la région d'Afrique centrale : l'Ouganda, le Soudan (notamment la région du Sud-Soudan), la République centrafricaine et le Congo.

Les gouvernements ougandais et congolais soutiennent tous deux publiquement que la LRA n'est plus une menace sérieuse au Congo, après les opérations militaires conjointes lancées par leurs armées contre les rebelles. Or, si les opérations militaires ont pu affaiblir et disperser le groupe, ce rapport démontre que la capacité de la LRA à attaquer et à enlever des civils au Congo demeure intacte.

Human Rights Watch appelle les gouvernements de la région et la communauté internationale à développer une stratégie régionale globale qui résoudrait la menace de la LRA, en mettant l'accent sur la protection des civils contre d'autres attaques, le secours des personnes enlevées et l'arrestation des dirigeants de la LRA.